



LE MONDE. *diplomatie*

CHILI, FILMER
LE COUP D'ÉTAT

PAR BRUNO MUEL
Pages 14 et 15.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 714 - 60^e année. Septembre 2013

LES COULISSES DU JOURNAL TÉLÉVISÉ

Tintin en banlieue

Images de poubelles calcinées, micros-trottoirs de passants ulcérés, débat sur le « repli communautaire » : les affrontements qui ont opposé cet été la police et des habitants de Trappes ont généré une nouvelle mise en scène du « mal des cités ». Une plongée de plusieurs années dans les cuisines du journal télévisé permet de comprendre comment se perpétuent ces clichés.

PAR JÉRÔME BERTHAUT *

« **O**n s'est aperçu que les banlieues étaient devenues pour nous des territoires étrangers, qu'il y avait une part du territoire français dont on ne comprenait plus la langue, la géographie, la sociologie... », expliquait en 2008 l'un des rédacteurs en chef des journaux télévisés de France 2. Les habitants « ne comprennent pas ce qu'on dit et on ne comprend pas ce qu'ils disent. Ça nous a amenés à en tirer une conclusion immédiate et à nous dire : "Puisque nous sommes à l'étranger lorsque nous sommes en banlieue, faisons ce que nous faisons à l'étranger : payons-nous les services de fixeurs." » La reprise de ce terme, qui désigne à l'origine l'accompagnateur payé pour servir de chauffeur, de guide et d'interprète aux reporters dans les pays en guerre, n'est évidemment pas anodine. Ce glissement, qui témoigne d'un changement structurel de l'information sur les quartiers populaires, nous avons pu l'observer lors d'une enquête au sein de la rédaction de France 2 (1).

Le recours aux « fixeurs » met tout d'abord en lumière la lecture plus

* Sociologue, maître de conférences à l'université de Bourgogne, membre du Cimeos et chercheur associé à l'unité de recherche Migrations et société (Urmis, Paris-Diderot). Auteur de *La Banlieue du « 20 heures »*. *Ethnographie de la production d'un lieu commun journalistique*, Agone, coll. « L'ordre des choses », qui paraît ce mois-ci.

culturaliste que sociale, que les journalistes font de leurs difficultés d'accès à certaines zones d'habitation. Parce qu'il a lui-même grandi dans une cité, le fixe est crédité d'une compréhension naturelle de la banlieue et d'une maîtrise de ses codes – linguistiques, comportementaux, ethniques – prétendument spécifiques. Mais le recrutement de ce type d'intermédiaires révèle surtout la place croissante accordée à la médiation des « déviances » des quartiers populaires (2). On attend des fixeurs qu'ils mobilisent leurs relations (famille, amis...) pour fournir clés en main les protagonistes de reportages sur l'économie souterraine (dealers, voleurs, trafiquants d'armes ou de voitures), la « violence en banlieue » (racket, antisémitisme, maltraitance des femmes), le « fondamentalisme musulman », l'absentéisme scolaire, etc.

(Lire la suite page 22.)

(1) Sauf mention contraire, les citations et données utilisées ici sont extraites d'une enquête de terrain menée dans le cadre d'un doctorat de sociologie soutenu à l'université Paris-Diderot. Les observations à France 2 ont été effectuées entre 2003 et 2007, et les entretiens réalisés entre 2003 et 2009.

(2) Cf. Laurent Bonelli, *La France a peur. Une histoire sociale de l'« insécurité »*, La Découverte, Paris, 2010.

AFIN QUE L'AUDACE CHANGE DE CAMP

Stratégie pour une reconquête



GUY FERRER. – « Free » (Libre), 2008

« Le pays exige des expérimentations audacieuses et soutenues. Le bon sens est de choisir une méthode et de l'essayer. Si elle échoue, admettez-le franchement et essayez autre chose. Mais surtout, essayez quelque chose ! »

Franklin Roosevelt, 22 mai 1932

CINQ ans ont passé depuis la faillite de Lehman Brothers, le 15 septembre 2008. La légitimité du capitalisme comme mode d'organisation de la société est atteinte ; ses promesses de prospérité, de mobilité

sociale, de démocratie ne font plus illusion. Mais le grand changement n'est pas intervenu. Les mises en cause du système se sont succédé sans l'ébranler. Le prix de ses échecs a même été payé en annulant une partie des conquêtes sociales qui lui avaient été arrachées. « *Les fondamentalistes du marché se sont trompés sur à peu près tout, et pourtant ils dominent la scène politique plus complètement que jamais* », constatait l'économiste américain Paul Krugman il y a déjà près de trois ans (1). En somme, le système tient, même en pilotage automatique. Ce n'est pas un compliment pour ses adversaires. Que s'est-il passé ? Et que faire ?

La gauche anticapitaliste récuse l'idée d'une fatalité économique parce qu'elle comprend que des volontés politiques l'organisent. Elle aurait dû en déduire que la débâcle financière de 2007-2008

Le retour des controverses rituelles sur les prévisions de croissance, l'immigration ou le dernier fait divers conforte l'impression que l'ordre néolibéral aurait repris son rythme de croisière. Le choc de la crise financière ne paraît pas l'avoir durablement ébranlé. A moins d'attendre que des soulèvements spontanés ne produisent un jour une riposte générale, quelles priorités et quelle méthode peut-on imaginer pour changer la donne ?

PAR
SERGE HALIMI

n'ouvrirait pas une voie royale à ses projets. Le précédent des années 1930 le suggérerait déjà : en fonction des situations nationales, des alliances sociales et des stratégies politiques, une même crise économique peut déboucher sur des réponses aussi diverses que l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir en Allemagne, le New Deal aux Etats-Unis, le Front populaire en France, et pas grand-chose au Royaume-Uni. Bien plus tard, chaque fois à quelques mois d'intervalle, Ronald Reagan accéda à la Maison Blanche et François Mitterrand à l'Elysée ; M. Nicolas Sarkozy fut battu en France, M. Barack Obama réélu aux Etats-Unis. Autant dire que la chance, le talent, la stratégie politique aussi, ne sont pas des variables accessoires que supplanterait la sociologie d'un pays ou l'état de son économie.

(Lire la suite page 10.)

(1) Paul Krugman, « When zombies win », *The New York Times*, 19 décembre 2010.

JEUNES SAOUDIENNES HABILLÉES EN GARÇONS

Trouble dans le genre à Riyad

Inspirées par des séries télévisées aussi bien locales qu'américaines, des étudiantes saoudiennes, indépendamment de leur orientation sexuelle, adoptent un style vestimentaire androgyne. Elles se baptisent elles-mêmes « buya » (« garçons »).

PAR
AMÉLIE LE RENARD *

« **I**L EST catégoriquement interdit de porter de grosses chaînes où pendent des motifs contraires aux usages, comme des crânes, des expressions indécentes, des photographies de personnalités, ainsi que

* Sociologue. Auteure de *Femmes et espaces publics en Arabie saoudite*, Dalloz, Paris, 2011. A contribué à l'ouvrage *Jeunes arabes. Du Maroc au Yémen, loisirs, culture et politique*, sous la direction de Laurent Bonnefoy et Myriam Catusse (La Découverte, Paris), publié ce mois-ci et dont cet article est tiré.

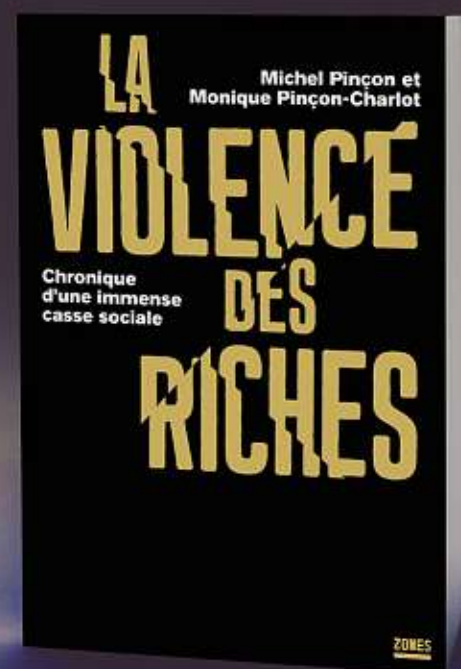
de mettre des piercings à des endroits inhabituels tels que menton ou bouche, en haut des oreilles, près des sourcils, etc. » Tel est le message du « bureau de l'unité de supervision et de guidance » affiché sur les murs du campus réservé aux femmes à l'université du Roi-Saoud, à Riyad. Ces interdits, transgressés par de nombreuses étudiantes, visent les styles minoritaires qui s'y sont développés, en particulier les gothiques, les *emo* (de *emotional* – style au départ lié à un courant musical et qui se caractérise notamment par des vêtements et du maquillage sombres) et les *buya*.

Ce dernier néologisme est formé du mot anglais *boy* auquel on ajoute le suffixe

arabe de féminisation « a ». Dans plusieurs pays de la péninsule, on désigne ainsi celles qui portent des vêtements dits masculins, c'est-à-dire des vêtements qui masquent les formes féminines. Si elles évitent les vêtements serrés, elles les remplacent par des chemises d'homme, maillots de football ou autres hauts amples, et portent parfois un bandeau destiné à camoufler la poitrine. Cela diffère de la dissimulation des formes dite « islamique », destinée à cacher ce qui est considéré comme les attributs corporels de la féminité sans pour autant causer de doute dans les classifications en termes de genre.

(Lire la suite page 6.)

Un monde social fracassé, au bord de l'implosion
Après Le Président des riches, l'enquête coup de poing des Pinçon-Charlot



256 pages, 18 €
Également disponible au format ePub

www.editions-zones.fr

M 02136 - 714 - F: 5,40 € - RD



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA: 2 400 F CFA, Algérie: 200 DA, Allemagne: 5,50 €, Antilles-Guyane: 5,50 €, Autriche: 5,50 €, Belgique: 5,40 €, Canada: 7,50 \$, Espagne: 5,50 €, Etats-Unis: 7,50 \$, Grande-Bretagne: 4,50 £, Grèce: 5,50 €, Hongrie: 1835 HUF, Irlande: 5,50 €, Italie: 5,50 €, Luxembourg: 5,40 €, Maroc: 30 DH, Pays-Bas: 5,50 €, Portugal (cont.): 5,50 €, Réunion: 5,50 €, Suisse: 7,80 CHF, TOM: 780 CFP, Tunisie: 5,90 DT.

DISCRIMINÉES AU TRAVAIL, PÉNALISÉES À LA RETRAITE

La double peine des femmes

Le gouvernement français a promis une réforme des retraites basée sur l'équité et permettant de réparer les injustices. Ce qu'il en ressortira pour les femmes sera un marqueur essentiel de cet engagement. Depuis 1993, les réformes, qui toutes ont conduit à une baisse globale du niveau des pensions, entraînent des conséquences plus négatives encore pour les salariées. La nouvelle ne semble guère s'en démarquer.

PAR CHRISTIANE MARTY *

TOUTJOURS importantes, les inégalités entre femmes et hommes dans la vie professionnelle s'amplifient à la retraite. Si les salaires féminins sont inférieurs d'un quart en moyenne, les pensions de droit direct le sont de 42 % (1). Et pour cause : les femmes perçoivent en moyenne des rémunérations plus faibles (y compris à fonction et temps de travail égaux), travaillent plus souvent à temps partiel et ont des carrières plus courtes en raison des interruptions liées à l'éducation des enfants. Or salaire et durée de carrière sont les deux composantes principales du calcul de la pension.

Le système de retraites et, plus globalement, la protection sociale ont été conçus il y a soixante-dix ans sur le modèle de l'homme soutien de famille, qui travaille à temps plein sans interruption et jouit de droits directs, et de la femme au foyer, qui bénéficie de droits dérivés de son statut d'épouse ou de mère. Le mode de calcul fondé sur cette norme désavantage les carrières courtes. Il aboutit, comme le reconnaît le Conseil d'orientation des retraites (COR), à un « *effet globalement antiredistributif* » qui va « *dans le sens d'un accroissement des inégalités en défaveur des assurés à carrière courte, donc des assurés à plus bas salaires* » (2), et des femmes tout particulièrement » (3).

Certes, des dispositifs familiaux visent à compenser la pénalisation de carrière due à l'éducation des enfants. Ils permettent de réduire les écarts de pension, qui tombent ainsi à 28 %. Mais cela reste insuffisant, et, surtout, ces mesures n'agissent pas sur la source des inégalités. Pis, elles les entretiennent, car elles enferment les femmes dans le rôle de mère. De plus, certains dispositifs ne sont attribués que s'il y a interruption d'activité. Cette conditionnalité incite à se retirer du travail, ce

qui nuit à la carrière, puis... au calcul de la pension. Au bout du compte, les rôles sexués sont pérennisés ; les femmes se voient attribuer des droits complémentaires au détriment de leurs droits directs.

La maternité n'est cependant pas la seule cause de pénalisation des pensions féminines, puisque celle d'une salariée sans enfant sera de 19 % inférieure à celle d'un homme (4). Cet écart, loin d'être négligeable, reste souvent occulté. Certes, au fil du temps, à la faveur d'une plus grande participation féminine au marché du travail et d'une qualification croissante, les différences s'amenuisent. Mais les réformes menées depuis vingt ans contre-carront cette tendance historique. Et leurs effets n'ont pas fini de se faire sentir.

Ainsi, l'allongement régulier de la durée de cotisation exigée pour une pension à taux plein pèse davantage sur les carrières courtes. La décote en cas d'insuffisance du nombre de trimestres travaillés frappe davantage les femmes que les hommes : 9 % contre 6 % parmi les personnes parties à la retraite en 2008 (5). De même, le passage aux vingt-cinq meilleures années – au lieu des dix – pour déterminer le montant de la pension s'est traduit par une baisse immédiate de celle-ci au moment du départ, d'autant plus importante que la période travaillée est faible. Quant aux majorations de durée d'assurance (MDA) accordées aux femmes ayant élevé des enfants, elles ont été fortement réduites dans le secteur public en 2003 (d'un an à six mois par enfant), puis, dans une moindre mesure, en 2009 dans le privé (un an par enfant au lieu de deux, la seconde année étant attribuée, selon le choix du couple, au père ou à la mère). Les femmes fonctionnaires y ont perdu de nombreux trimestres de validation, ce qui reste peu connu.

prélèvement proportionnel pèsera plus lourdement sur les retraités les plus modestes – en majorité des femmes –, qui consacrent la quasi-totalité de leurs revenus à la consommation.

Déjà, dans le classement des plus forts écarts de pension entre les sexes, la France occupe le sixième rang sur vingt-neuf pays européens, selon un rapport de la Commission européenne (8). L'évolution ne va pas dans le bon sens, puisque l'écart s'est creusé : +10 % en cinq ans. La Commission, qui n'en est plus à un paradoxe près, continue de préconiser l'allongement de la durée de cotisation, tout en attirant l'attention sur ses effets néfastes. Deux mesures, indique-t-elle, « *ont toutes les chances d'avoir un effet disproportionné sur les femmes* » : la retraite par capitalisation – encore peu développée en France – et l'augmentation du nombre d'années travaillées. Cette dernière « *pourrait avoir des effets indésirables à moyen terme et entraîner une réduction du montant des pensions* ». Un nouvel allongement a pourtant été annoncé par le gouvernement...

En réalité, les réformes menées un peu partout depuis vingt ans visent à réduire la part de la retraite publique basée sur la répartition (9) et à ouvrir un boulevard de plus en plus large au système assurantiel privé. La logique de ce dernier est de renforcer la contributivité du système, c'est-à-dire le lien de propor-



ADAGP PARIS

MARISOL ESCOBAR. – « LBJ », 1967

tionnalité entre le montant des cotisations versées au long de la carrière et celui de la pension cumulée au long de la retraite. L'augmentation de l'espérance de vie doit se traduire soit par plus de cotisations (par exemple, l'allongement de la durée de carrière exigée), soit par une baisse de la pension. Disparaît alors la question de la répartition de la richesse produite. En parallèle, on assiste à une baisse du poids relatif des mécanismes de solidarité – dispositifs familiaux, réversion (part de la pension du conjoint décédé) – qui opèrent une redistribution en faveur des plus faibles.

M^{me} Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé, envisage de réviser les dispositifs familiaux afin, dit-elle, de mieux les rediriger vers les femmes. Dans la situation actuelle, ils sont indispensables pour majorer les pensions ; il ne peut donc être question de les réduire, même si certains méritent d'être revus. Ainsi, la bonification de 10 % de la pension accordée aux parents de trois enfants, qui représente une somme importante (6 milliards d'euros), est doublement injuste. Calculée au prorata de la pension, elle rapporte plus aux hommes qu'aux femmes, alors que c'est la carrière féminine qui est pénalisée par les enfants. Proportionnelle, elle favorise les retraites les plus élevées, et elle n'est pas imposée. M^{me} Touraine envisage de la transformer en un forfait pour les seules mères... ce qui ne va pas inciter les pères à s'investir, et contrevient de plus à la législation européenne sur les discriminations selon le sexe.

Fondamentalement, ces dispositifs pérennisent l'assignation sociale des femmes aux tâches parentales. Une politique cohérente en faveur de l'égalité doit favoriser l'évolution vers un système de protection sociale qui rompe avec le modèle patriarcal. Cela implique non pas d'étendre les droits dérivés pour les femmes, mais de renforcer leurs droits directs à une pension.

C'est d'autant plus nécessaire que, le nombre de mariages diminuant, les personnes mariées ou veuves ne seront bientôt plus majoritaires parmi les retraités. Les célibataires, divorcés ou séparés, sans ou avec peu de droit à une pension de réversion, seront beaucoup plus nombreux, et surtout plus nombreuses. Seuls des droits directs assureront leur autonomie.

Il est donc indispensable de mettre en œuvre des politiques de lutte contre les discriminations professionnelles, d'inciter les pères à s'investir à égalité dans la vie domestique et de développer les crèches. Comme l'observe un rapport de l'Institut des politiques publiques, prendre en charge la petite enfance est plus efficace, à budget donné, que compenser a posteriori la pénalisation de la carrière des femmes (10). Il faudrait ainsi réorienter progressivement

une partie du montant des dispositifs familiaux, et les réduire ensuite, au fil des générations, à mesure que de telles politiques publiques produiraient leurs effets et diminueraient les pénalités de carrière à compenser.

Mais, sans attendre, renforcer le droit direct des femmes à une pension à taux plein implique de revenir sur les mesures passées qui l'ont compromis (11). En outre, pour que les carrières courtes ne soient plus pénalisées, il faudrait déterminer le nombre d'années prises en compte pour le calcul du salaire moyen non plus en absolu mais en relatif, sur la base d'un certain pourcentage (par exemple, un quart) du nombre d'années cotisées. Pour une carrière de quarante ans, le calcul retien-

drat ainsi les dix meilleures années ; pour une carrière de vingt ans, les cinq meilleures, etc. Pour les périodes à temps partiel, une surcotisation patronale serait justifiée, car ce type d'emploi est très avantageux pour les employeurs. Sans oublier que, si le taux d'activité des femmes se hissait au niveau de celui des hommes (il est actuellement plus bas de dix points), le financement des retraites serait grandement amélioré, tout comme leur droit direct à pension.

La réflexion sur la retraite des femmes n'ajoute pas simplement un argument féministe à la nécessité de rompre avec la logique actuelle : elle témoigne que cette logique est incompatible avec tout projet d'émancipation globale.

payer la crise aux retraités », *Le Monde diplomatique*, juin 2013.

(8) « The gender gap... », *op. cit.* En 2010, l'écart est de 39 % ; il concerne les pensions moyennes des hommes et des femmes de plus de 65 ans, ce qui donne une valeur différente des statistiques nationales.

(9) La répartition consiste à financer les pensions par les cotisations déduites au même moment par les actifs.

(10) « Réformer le système de retraite, les droits familiaux et conjugaux », Institut des politiques publiques, Paris, juin 2013.

(11) Un chiffrage et des solutions de financement sont présentés dans *Retraites, l'alternative cachée*, Attac - Fondation Copernic, Syllepse, Paris, 2013.

PUBLICITÉ

Déjà plus de 800 signataires
dénoncent
l'interdit professionnel
dont est victime
le producteur du film
« Les Nouveaux Chiens de garde »
à France Télévisions.

URGENT
Protestons ! Signons
Faisons signer la pétition

[www.avaaz.org/fr/
petition/sauvez_le_producteur_du_film_
Les_nouveaux_chiens_de_garde](http://www.avaaz.org/fr/petition/sauvez_le_producteur_du_film_Les_nouveaux_chiens_de_garde)

* Chercheuse, coauteure de *Retraites, l'alternative cachée*, Attac - Fondation Copernic, Syllepse, Paris, qui paraît ce mois-ci, et coordinatrice de l'ouvrage *Le Féminisme pour changer la société*, Attac - Fondation Copernic, Syllepse, 2013.

En Allemagne, les patrons votent

Propulsée au rang de modèle européen, l'industrie allemande ne correspond plus à l'image stéréotypée de son patronat réputé ingénieux et familial, social et conquérant. Les dirigeants d'entreprise germaniques représentent une force économique et financière qui pèse sur les arbitrages européens autant que sur la politique nationale. A l'approche des élections fédérales, prévues ce 22 septembre, à quoi pensent les patrons allemands ?

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
OLIVIER CYRAN *

AVEC son physique hollywoodien et son léger accent bavarois, M. Klaus Probst incarne la synthèse parfaite du citoyen du monde et de l'industriel ancré dans son château fort. Le « modèle allemand » si souvent invoqué a beau craquer aux coutures, aucun doute n'effleure cet ancien ingénieur devenu grand patron. « Notre système constitue bel et bien un modèle, assure-t-il d'une voix posée. Quand nous voyons la France et la manière dont les syndicats y réagissent aux suppressions d'emplois, nous mesurons l'avantage dont nous disposons ici, en Allemagne, où tout le monde réussit à s'entendre sur des solutions raisonnables. Le partenariat social qui règne dans notre pays me paraît d'une grande stabilité ; je ne vois pas de menace à l'horizon. »

Indestructible, l'optimisme de M. Probst est à la mesure de la multinationale qu'il préside : Leoni AG, le plus gros fournisseur européen de systèmes de câblage pour l'industrie automobile, a réalisé l'année dernière un chiffre d'affaires de 3,8 milliards d'euros et un bénéfice avant impôts de 236 millions, en nette progression par rapport aux années précédentes. C'est aussi l'un des membres les plus prestigieux de l'Association de l'industrie métallurgique et électronique de Bavière (VBM), qui représente six cents entreprises et plus de

sept cent mille emplois. « La VBM est une structure assez puissante, admet M. Probst. Elle défend les intérêts de notre branche auprès des politiques, en particulier auprès de Horst Seehofer, le président de la Bavière, mais aussi auprès de [la chancelière] Angela Merkel. Nous intervenons notamment sur les questions de politique énergétique, car l'électricité coûte de plus en plus cher, ce qui met en danger certaines de nos entreprises. »

Le but est de contourner les dispositions du « tournant énergétique », censé promouvoir les énergies alternatives, mais édulcoré par une série d'amendements consentis sous la pression des lobbys. Depuis une modification législative de juin 2011, plus de deux mille grandes entreprises ont été exonérées de l'écotaxe, un impôt prélevé sur les gros consommateurs d'énergie fossile. Le coût de ces accommodements pour le Trésor public est estimé à 4 milliards d'euros en 2013 (1).

En Allemagne, le lobbying prend aussi la forme d'espèces sonnantes et trébuchantes. De 2002 à 2011, la VBM a ainsi distribué 4,16 millions d'euros à différents partis, dont 3,7 millions à l'Union chrétienne-sociale (CSU) de M. Seehofer (2). Seuls BMW et la Deutsche Bank se sont montrés plus généreux.

Enfermés dans une bulle

FACE à ces chiffres, l'épidémie nationale de bas salaires et de précarité paraît soudain hors de propos. Que l'Allemagne fasse partie des trois pays européens – après la Bulgarie et la Roumanie – où l'écart de revenus entre les 20 % les plus aisés et les 20 % les plus pauvres s'est le plus creusé entre 2000 et 2010 (3) n'altère pas l'humeur affable de M. Probst. « Même si plusieurs études confirment ce que vous dites, autour de moi je ne vois rien de tel, assure le président-directeur général (PDG). Grâce aux aides sociales, chacun ici dispose d'une source de revenus qui lui permet de vivre décemment. J'ai moi-même deux enfants qui font des études ; je n'ai aucune crainte que la société dans laquelle ils vivent se fissure ou sombre dans le chaos. » M. Probst regarde sa montre. Dans quelques instants, il doit donner une conférence dans les luxueux salons du Club de la presse de Nuremberg sur le thème « Les innovations ne tombent pas du ciel ».

En matière d'innovations, le groupe Leoni a beaucoup donné au cours de sa longue histoire, où se reflète l'épopée du capitalisme rhénan. Fondé au XIX^e siècle, au mitan de la révolution industrielle, coté en Bourse depuis 1923, le fabricant de câbles se renforce durant la période nationale-socialiste en bénéficiant du travail obligatoire des déportés. Il s'épanouit ensuite à la faveur du « miracle allemand » de l'après-guerre et du boom de l'industrie automobile. L'euphorie de l'époque, conjuguée à l'interdiction des « grèves politiques » et à un anticommunisme d'autant plus robuste qu'il s'adosse au mur de Berlin, favorise l'émergence d'un consensus social inédit en Europe. La jeune République fédérale peut ainsi déléguer aux organisations patronales le soin de négocier elles-mêmes les conventions collectives, branche par branche.

L'Etat renonce à toute intervention : c'est aux employeurs de fixer, en accord avec les syndicats, les conditions de travail et de

rémunération. En contrepartie de ce droit souverain, ils s'engagent à associer étroitement les représentants du personnel à l'administration de leurs entreprises. C'est ainsi que naît le système de la cogestion paritaire, qui attribue aux syndicats la moitié des sièges dans les instances dirigeantes, que ce soit au conseil d'établissement (*Betriebsrat*) pour les entreprises petites ou moyennes ou au conseil de surveillance (*Aufsichtsrat*) pour celles comptant plus de cinq cents employés. Paritaire, le système ne l'est en réalité que dans la métallurgie : dans toutes les autres branches, la direction dispose d'une majorité d'une voix pour trancher en cas de conflit.

Jalouée par les patronats latins, la cogestion à l'allemande est pourtant en voie de dislocation. « Sur le papier, tout reste parfait, mais en réalité le partenariat social n'existe plus que dans les industries traditionnelles », déplore M. Jürgen Bothner, secrétaire général du syndicat Ver.di pour le Land de Hesse. La montée en puissance d'une industrie des services largement indifférente à ses charmes a fait fondre le « modèle allemand » comme neige au soleil. En 2012, seuls 58 % des salariés d'outre-Rhin bénéficiaient d'une convention collective : 60 % dans l'ouest du pays et 48 % dans l'est, contre respectivement 75 % et 63 % quinze ans plus tôt. Et dans les secteurs où elle s'applique encore, la délicate balance entre partenaires sociaux penche de plus en plus lourdement d'un seul côté. « Entre les centrales syndicales et les représentants du personnel qui siègent dans les directoires des entreprises, les liens sont de plus en plus distendus, quand ils ne sont pas rompus, soupire M. Bothner. Il n'est pas rare que les élus censés défendre les intérêts des salariés pactisent avec l'employeur. »

M. Probst, lui, salue le « sens des responsabilités » de ses partenaires sociaux. De fait, ces derniers savent se montrer accommodants : en 2000, puis entre 2008 et 2010, les représentants des salariés de la branche métallurgie et électronique, à laquelle est

GEORGE GROSZ.
– « Methusalem »,
1922

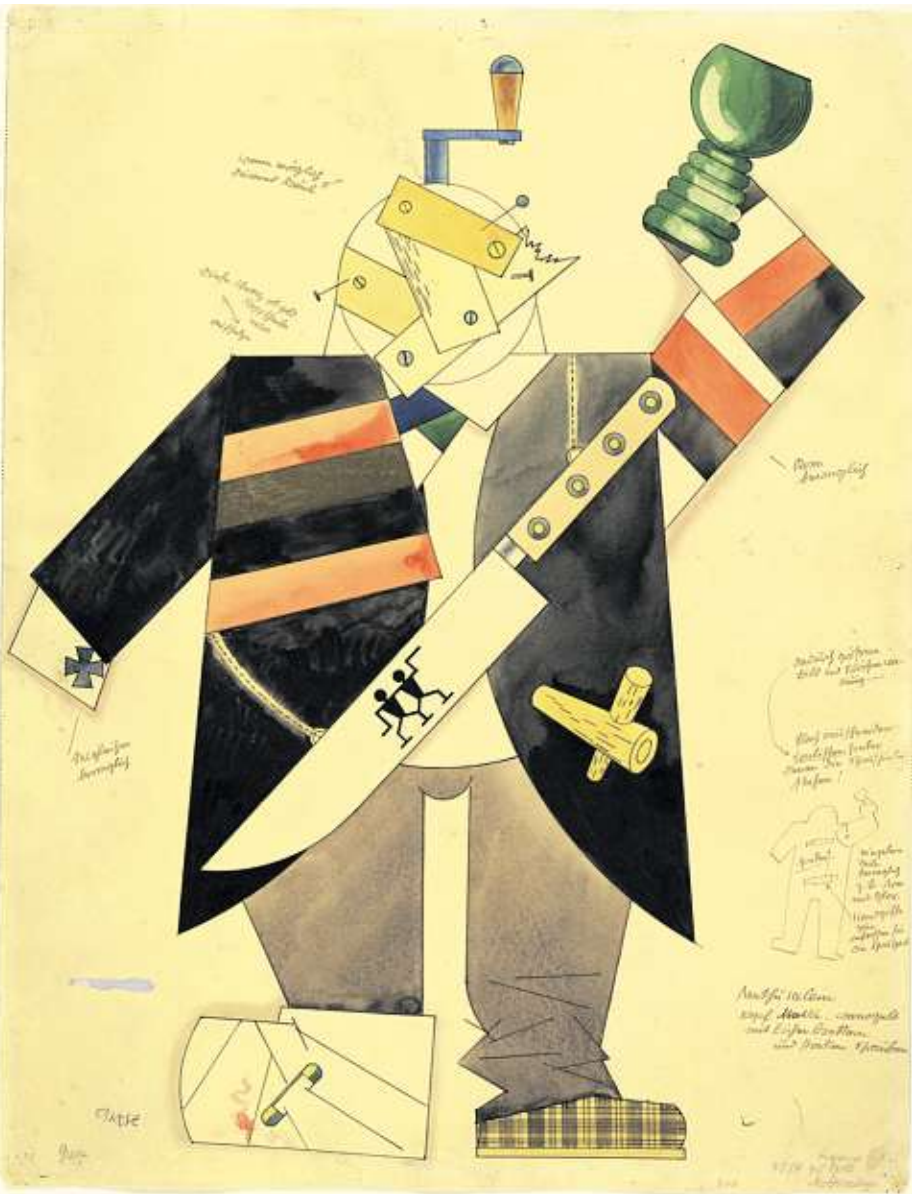


PHOTO SCALA, FLORENCE

affilié le groupe Leoni, ont accepté sans broncher l'exigence patronale d'un blocage des salaires. Moyennant quoi le fabricant de câbles a « surmonté la crise et se porte aujourd'hui fort bien, dans l'intérêt de tous ses employés », se félicite son PDG. Lequel s'est montré moins rigoureux avec lui-même, ses propres revenus ayant progressé de 8,8 % entre 2008 et 2009. Il est aujourd'hui classé cinquante-cinquième au palmarès des managers les mieux payés d'Allemagne, avec un salaire annuel de 1,87 million d'euros, auquel s'ajoutent ses revenus financiers (4).

Un autre facteur a contribué à vider le partenariat social de sa substance : les vagues de délocalisations qui ont balayé l'Allemagne depuis deux décennies. Dans ce domaine aussi, Leoni AG a fait partie des précurseurs. Sur les soixante mille employés du groupe, quatre mille seulement travaillent encore sur le sol allemand. « Quand le mur de Berlin est tombé, en 1989, se souvient M. Probst, nous avons décidé sur-le-champ de délocaliser une partie de notre production en Hongrie, en Pologne, en Slovaquie et en République tchèque. »

Après une deuxième vague à la fin des années 1990, vers l'Ukraine et la Roumanie, une troisième a suivi dans les années 2000, en direction cette fois de la Tunisie, du Maroc et de l'Égypte. Les révolutions arabes ont-elles affecté cette stratégie de compétitivité ? « Pas du tout, rétorque le patron. Le calcul est vite fait : en Allemagne, le coût du travail dans le secteur de l'électronique est de 25 euros de l'heure, cotisations sociales comprises, alors qu'il est de 6 euros en Pologne et de 2 euros en Tunisie. » Inutile de préciser que les douze mille ouvriers du site tunisien de Sousse, majoritairement des femmes payées 300 euros par mois, ne sont pas concernés par les avantages du « modèle allemand ». Pour M. Probst, leur embauche relève plutôt d'une « forme moderne d'aide au développement ».

« L'Allemagne va très bien. Nous n'avons jamais été aussi proches du plein-emploi », professe-t-il encore. Dans un pays où quatre millions de travailleurs – soit 12 % de la population active – touchent un salaire horaire brut inférieur à 7 euros (5), et où une agence pour l'emploi juge utile de publier une brochure conseillant aux chômeurs de boire de l'eau du robinet plutôt que de l'eau en bouteille (6), des propos aussi débonnaires peuvent surprendre. Ce serait oublier que les grands patrons allemands vivent dans une bulle de plus en plus étanche.

Professeur de sociologie à l'université de Heidelberg, Markus Pohlmann dirige depuis six ans une ambitieuse étude sur les élites économiques aux quatre coins du globe. En Allemagne, son équipe a mené quatre-vingt-deux entretiens avec des *top managers* (hauts dirigeants) de deux générations : ceux qui étaient en poste dans les années 1980 et 1990, et ceux qui tiennent les commandes aujourd'hui. Avec pour objectif, dit-il, d'« évaluer jusqu'à quel point les principes du néolibéralisme ont imprégné l'esprit des décideurs et leur gestion des affaires ».

Selon Pohlmann, les patrons allemands « se consacrent corps et âme à leur entreprise, beaucoup plus aujourd'hui qu'il y a

vingt ans. Leur temps de travail oscille en moyenne entre quatorze et seize heures par jour durant la semaine, puis encore entre dix et douze heures le week-end. L'entreprise est l'unique filtre à travers lequel ils perçoivent le monde social. » Le sociologue note un autre changement majeur : « Pour l'ancienne génération, il existait une sorte de pacte social en vertu duquel la recherche du consensus tempérait la froide obligation d'accumuler les profits. Cette conception a disparu. Ce qui prévaut désormais, c'est le principe du capital humain, selon lequel chaque individu est responsable de son sort. Ceux qui réussissent moins bien – les "personnes à performance limitée", comme on les appelle dans ce milieu –, on les écarte sans aucun scrupule. »

« La main-d'œuvre a un coût, comme le porc »

CETTE évolution se traduit dans les discours autant que dans les pratiques. Depuis quelques années, les professions de foi des grands patrons contrastent, par leur rudesse décomplexée, avec le ton plus patelin des barons de la vieille école. « En Allemagne, nous avons tendance à nous imaginer qu'il incombe au chef d'entreprise de verser au travailleur un salaire suffisant pour faire vivre toute sa famille. Mais c'est impossible sur le plan économique », lançait par exemple en 2005 Walter Norbert, alors économiste en chef de la Deutsche Bank (7). A la même époque, M. Michael Rogowski, alors président de la puissante Fédération de l'industrie allemande (BDI), recourait à une métaphore animalière pour expliquer le fonctionnement du marché du travail : « La main-d'œuvre a un coût, exactement comme le porc. Dans le cycle commercial, les prix sont élevés quand le porc est rare. Quand il y a beaucoup de porc, les prix baissent (8). » Depuis, l'amateur de cochonnailles est devenu consultant du groupe d'investissement américain Carlyle, puis animateur d'une émission sur la chaîne privée allemande N-TV.

Mais c'est sur le plan des « valeurs éthiques », selon l'expression de Pohlmann, que les dirigeants actuels se démarquent le plus franchement des générations précédentes. La retenue protestante traditionnellement associée au capitalisme rhénan semble avoir volé en éclats, comme torpillée par l'appât du gain. « Avec un revenu moyen de 2,9 millions d'euros, les principaux dirigeants des entreprises cotées au Dax [l'indice de la Bourse de Francfort] ont touché en 2010 des revenus quatre fois et

demie plus élevés qu'en 1995 : une hausse fulgurante en seulement quinze ans. En 2011, leurs revenus ont encore substantiellement grimpé, avec une moyenne de 3,14 millions d'euros par membre de direction », observe le sociologue Michael Hartmann dans son dernier ouvrage (9).

Autre marqueur de ce délitement : la multiplication, au cours des dernières années, des affaires de fraude fiscale. Non que la tricherie soit d'invention récente chez les gros contribuables : dans les années 1970, il était déjà « de bon ton d'abriter son argent à l'étranger », comme l'admet M. Albert Eickhoff, un industriel de la haute couture poursuivi en 2012 pour fraude fiscale avec plusieurs centaines

(1) « Diese Unternehmen sind von der Öko-Strom-Umlage befreit », Cicero Online, 23 janvier 2013, www.cicero.de

(2) Chiffres officiels du Bundestag.

(3) Source : Eurostat. Cité par Michael Dauderstädt, *Europas unterschätzte Ungleichheit*, Fondation Friedrich-Ebert, Berlin, 2010.

(4) Classement annuel des revenus patronaux établi par Manager Magazin Online, www.manager-magazin.de

(5) Source : Institut Arbeit und Qualifikation. Cité par Michael Hartmann, *Soziale Ungleichheit. Kein Thema für die Eliten ?*, Campus, Francfort, 2013.

(6) « Gehen Sie nie hungrig einkaufen », *Die Süddeutsche Zeitung*, Munich, 19 juillet 2013.

(7) Entretien au quotidien *Volksstimme*, Magdebourg, 11 février 2005.

(8) Cité par Norbert Blüm, ancien ministre du travail conservateur, dans *Ehrliche Arbeit. Ein Angriff auf den Finanzkapitalismus und seine Raffgier* (« Travail honnête, une attaque contre le capitalisme financier et sa rapacité »), Gütersloher Verlagshaus, Gütersloh, 2011.

(9) *Soziale Ungleichheit*, op. cit.

DU JEU EUROPÉEN

à droite mais remercient la gauche

d’autres millionnaires allemands (10). Ce qui a changé, constate Pohlmann, c’est l’ostentation avec laquelle les chefs d’entreprise affichent leur tolérance pour ces pratiques. *« En 2009, dit-il, après la condamnation du patron de la Deutsche Post, Klaus Zumwinkel, presque tous nos interlocuteurs s’accordaient à souligner que les 2 à 3 millions d’euros dissimulés par leur infortuné collègue n’étaient que de la petite bière, et qu’il n’y avait pas de quoi faire un scandale. »*

Membre du conseil de surveillance de DZ Bank, troisième établissement bancaire d’Allemagne avec un capital en fonds propres de 11 milliards d’euros, M. Sigmar Kleinert détonne dans le milieu ouaté des cols blancs par ses coups de colère contre ce qu’il appelle la *« berlusconisation »* du

pays. Depuis que M. Gerhard Schröder monnaie son carnet d’adresses auprès du groupe énergétique russe Gazprom, *« les digues ont lâché, il n’y a plus de limites aux conflits d’intérêts »*, dénonce-t-il. Et de citer en exemple le parcours de M. Wolfgang Clement, ministre de l’économie et du travail dans le gouvernement Schröder, devenu par la suite conseiller du géant de l’interim Adecco et de la banque Citigroup. Ou encore les *« ménages »* de M. Peer Steinbrück, le chef de file du Parti social-démocrate (SPD) aux prochaines élections législatives : entre novembre 2009 et octobre 2012, le candidat à la chancellerie a tenu soixante-quatorze conférences pour des établissements tels que la Deutsche Bank, Citigroup, BNP Paribas et JP Morgan. Il aurait empoché à chaque fois entre 15 000 et 25 000 euros.

Savoir tirer profit du malheur des autres

LE PANTOUFLAGE des secrétaires d’Etat (les directeurs de cabinet ministériel) illustre la porosité croissante entre le monde politique et les milieux d’affaires. Hartmann a calculé qu’entre 1949 et 1999, sur les vingt secrétaires d’Etat qui se sont relayés au ministère des finances, seuls cinq ont rejoint le privé après avoir quitté leur poste, soit un sur quatre ; une proportion restée stable durant un demi-siècle. Depuis 2000, en revanche, sept des huit personnes ayant occupé successivement ce même poste ont ensuite fait carrière dans les hautes sphères de l’économie ou de la finance.

Les passerelles entre public et privé se franchissent d’ailleurs allègrement dans les deux sens. Haut fonctionnaire au ministère des finances et membre du SPD, M. Axel Nawrath est recruté en 2003 par la Bourse de Francfort pour assurer la direction des relations publiques ; deux ans plus tard, il réintègre le service public au poste de secrétaire d’Etat du ministre des finances, M. Hans Eichel. Aujourd’hui, il siège au directoire de KfW, l’une des quinze plus grandes banques d’outre-Rhin.

On devine que les liens noués entre les pouvoirs publics et les puissances d’argent ne sont pas sans avantages pour ces dernières. Le cas de Heribert Zitzelsberger corrobore ce pressentiment. Ancien responsable financier du géant de l’industrie chimique Bayer, où il s’occupait notamment des stratégies d’optimisation fiscale, il est débauché en 1999 par le gouvernement rouge-vert de M. Schröder pour devenir le secrétaire d’Etat au ministère des finances. *« Nous avons envoyé notre meilleur fiscaliste à Bonn. J’espère qu’il a été suffisamment “infiltré” par Bayer pour qu’il engage les réformes nécessaires »*, annonce le PDG du groupe, M. Manfred Schneider, sous les vivats de l’assemblée des actionnaires (11).

Il ne sera pas déçu. Zitzelsberger pilotera une réforme fiscale consistant à abaisser l’impôt sur les sociétés de 34 % à 25 % et à défiscaliser les profits réalisés par les

entreprises cotées en Bourse sur leurs reventes d’actions. A l’annonce de ces mesures de *« soutien à la compétitivité »*, d’un coût de 23 milliards d’euros par an pour les caisses de l’Etat, l’indice Dax bondit de 4,5 %. Grâce à son ancien fiscaliste, le groupe Bayer empoche en 2001 une ristourne fiscale de 250 millions d’euros, qu’il reverse intégralement à ses actionnaires. Décédé deux ans plus tard, Zitzelsberger recevra les hommages du patronat allemand, peiné de voir disparaître l’homme qui lui a fait *« le plus gros cadeau de tous les temps »* (12).

M. Berthold von Freyberg reste lui aussi confondu de gratitude envers M. Schröder. Issu d’une vieille et puissante famille aristocratique – son frère, Ernst, préside la Banque du Vatican –, ce quinquagénaire aux allures de champion de tennis a fondé avec deux associés un fonds d’investissement de capital-risque, Target Partners, qui mise les millions de ses clients sur des start-up de haute technologie. Dans ses somptueux bureaux de Munich, il se désole de l’injustice qui frappe sa profession : *« Sur 100 millions que tu investis, tu touches pendant cinq ans une commission annuelle de 2,2 %, soit 2,2 millions. Or, depuis un an, les fonds d’investissement allemands doivent payer une taxe de 19 % sur ces commissions. L’Allemagne est le seul pays d’Europe à avoir mis en place cette mesure. Cela cause un tort immense à tout le secteur en décourageant les investisseurs. Du coup, nous prenons ces taxes à notre charge, ce qui se traduit par une perte de 19 % sur nos gains. C’est catastrophique. On doit se serrer la ceinture. »*

A entendre M. von Freyberg, ce n’est pas l’ancien chancelier social-démocrate qui aurait commis pareille indécatesse : *« M. Schröder a créé les conditions de la prospérité que nous connaissons aujourd’hui. Nous lui devons infiniment plus qu’à M^{me} Merkel, dont je ne critique pas la défense de l’euro, mais qui n’a pas réalisé le quart de ce qu’a accompli son prédécesseur en matière de réformes structurales du marché du travail. »*

Malgré cela, selon une étude réalisée par le groupe de conseil en management Kienbaum, une écrasante majorité des chefs d’entreprise allemands accordent leur confiance avant tout à l’Union chrétienne-démocrate (CDU) de M^{me} Merkel (78 %). Des patrons qui apprécient la gauche mais votent à droite : la spécificité allemande a décidément du plomb dans l’aile.

Le même sondage indique par ailleurs que la monnaie unique conserve la pleine confiance des milieux d’affaires, deux chefs d’entreprise sur trois la jugeant bénéfique pour leur pays. L’ancien dirigeant de la Fédération de l’industrie allemande (BDI) Hans-Olaf Henkel, engagé aux côtés de l’Alternative pour l’Allemagne (AfD) dans une tapageuse campagne contre la devise européenne, s’essouffle en vain à convaincre les siens : seuls 1 % des patrons souhaiteraient le retour au Deutsche Mark. *« Pour les entreprises allemandes, l’euro est un formidable succès. Malgré les incertitudes, elles ont confiance dans la monnaie unique et dans la politique de sauvetage du gouvernement Merkel »*, déclare un responsable de Kienbaum (13).

Avec sa franchise déconcertante, M. Probst, le patron de Leoni, confirme : *« La dépréciation de l’euro par rapport au dollar, consécutive aux mauvais résultats économiques de nos voisins européens, a évidemment donné un coup de fouet à nos exportations et conforté notre compétitivité sur les marchés*

mondiaux. Si l’Allemagne revenait au Deutsche Mark, cela provoquerait un renchérissement de notre monnaie qui serait désastreux pour l’industrie allemande. Il faut le reconnaître en toute honnêteté : la pression financière exercée sur l’Europe maintient l’euro à un niveau artificiellement bas qui nous avantage énormément. »

Savoir tirer profit du malheur des autres : serait-ce donc cela, le nouveau modèle allemand ? Pour en avoir le cœur net, on se tourne vers un « petit » industriel du *Mittelstand* – terme qu’affectionnent les Allemands pour désigner les petites et moyennes entreprises, mais aussi les valeurs de probité, de travail et de persévérance qui leur restent associées. M. Lothar Reininger dirige avec son frère la société Reininger AG, spécialisée dans la fourniture de matériels médicaux : fauteuils roulants importés de Chine, lits spéciaux fabriqués en Pologne, produits d’hygiène venus de Thaïlande, etc. Il emploie cent quatre-vingt-dix salariés. M. Reininger tique pourtant lorsqu’on le qualifie d’entrepreneur. Ancien ouvrier des chantiers Triumph-Adler, dont il fut évincé en 1994 à l’issue d’une grève « dure » contre la restructuration du groupe par un fonds d’investissement américain, il siège depuis 2006 au conseil municipal de Francfort dans les rangs de Die Linke, le parti de gauche. S’il incarne très imparfaitement les mythes du *Mittelstand*, il en connaît toutes les contradictions.

« Dans notre branche, explique-t-il, il y a beaucoup de travailleurs précaires, dits “indépendants”, qui gagnent 5 à 6 euros l’heure pour de petits boulots de livraison, de nettoyage, de désinfection, etc., que nos concurrents leur sous-traitent. Chez nous, ce sont nos propres salariés qui assurent ces tâches pour un minimum de 10 euros l’heure. Même dans un contexte de concurrence effrénée, et quoi qu’en disent les organisations patronales, il est encore possible d’assurer un revenu et un statut décents à ses employés. Mais pour combien de temps ? Seule l’instauration d’un salaire minimum de 9 ou 10 euros au niveau fédéral pourrait mettre un frein au dumping social. En s’y refusant, le gouvernement Merkel menace la survie des quelques employeurs qui souhaitent travailler correctement. » En 2012, la Reininger AG est parvenue à dégager une marge de 414 000 euros, redistribuée aux salariés actionnaires – *« l’équivalent de deux semaines de salaire par personne, pas de quoi partir aux Bahamas »*. Pas sûr qu’elle puisse rééditer cette performance en 2013.

OLIVIER CYRAN.

(10) Entretien à *Bild Zeitung*, Berlin, 13 novembre 2012.

(11) Cité par Hans Weiss et Ernst Schmiederer, *Asoziale Marktwirtschaft*, Kiepenheuer & Witsch, Cologne, 2005.

(12) « Das grösste Geschenk aller Zeiten », *Die Zeit*, Hambourg, 8 septembre 2005.

(13) « Deutsche Unternehmen vertrauen dem Euro », Kienbaum, Berlin, 26 juillet 2013.

Et si nous choisissions la stabilité du long terme plutôt que la fragilité du court terme ?

Quand une banque partage les valeurs de ses Sociétaires, leur confiance est réciproque et durable. Depuis 60 ans, la CASDEN s'engage, au quotidien, à leurs côtés afin qu'ils réalisent leurs projets en toute sécurité et aux meilleures conditions. Être une banque coopérative, c'est protéger avant tout les intérêts de ses Sociétaires.

Rejoignez-nous sur casden.fr ou contactez-nous au 0826 824 400 (0,15 € TTC/min en France métropolitaine)

L'offre CASDEN est disponible en Délégations Départementales et également dans le Réseau Banque Populaire.

casden
BANQUE POPULAIRE

CASDEN, la banque coopérative de l'éducation, de la recherche et de la culture

Un maquis d’organisations

EN Allemagne, le patronat se caractérise par une organisation décentralisée, voire fragmentée, qui entraîne parfois une certaine division, mais qui démultiplie aussi ses capacités d’intervention auprès du monde politique. A l’échelle régionale, il y a les chambres de commerce et d’industrie (IHK), qui défendent les intérêts des entreprises, fournissent du conseil juridique et interviennent sur les questions de formation. Il en existe quatre-vingts, inégalement réparties sur le territoire (seize en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, trois en Thuringe, une seule dans la Sarre). L’adhésion étant payante et obligatoire, les IHK sont parfois décriées en leur propre sein pour leur opacité et leur clientélisme.

Les fédérations économiques (*Wirtschaftsverbände*), qui rassemblent les employeurs par secteurs ou par branches, constituent le fer de lance le plus vigoureux du patronat. Au moins une quarantaine d’entre elles disposent d’un bureau à Bruxelles, où elles exercent un lobbying permanent auprès de la Commission européenne. Elles se distinguent aussi par leurs interventions sur la scène politique allemande. La « loi Struck », du nom d’un ancien ministre SPD de la défense, stipule que toute loi votée par le Bundestag (le Parlement) est d’abord relue ou amendée par une fédération économique. Issue de la volonté d’une trentaine de fédérations d’accroître leurs forces en les unissant, la Fédération de l’industrie allemande (BDI) est l’organisation patronale la plus influente et la plus visible dans les médias allemands.

A l’échelon supérieur règnent les associations d’employeurs. Ce sont elles qui négocient les accords tarifaires avec les syndicats dans le cadre du « partenariat social ». Elles apportent aussi une assistance juridique et politique aux chefs d’entreprise en conflit avec leurs employés. On en compte un millier, regroupées sous la puissante tutelle de l’Association des employeurs allemands (BDA).

O. C.

Pagaille diplomatique

Même conditionnelle, la libération de l’ancien président égyptien Hosni Moubarak est un symbole fort. Ce qui avait commencé par des mobilisations populaires contre M. Mohamed Morsi prend des allures de retour à l’ordre ancien. Non seulement le pouvoir veut en finir avec les Frères musulmans, mais il menace les avancées démocratiques de la révolte de 2011. Une situation qui rend les alliances internationales plus fluctuantes.

PAR ALAIN GRESH

C E « mercredi noir » du Caire, le 14 août 2013, restera sans doute dans les annales comme le plus grand massacre de manifestants commis en un jour par des forces de répression depuis celui de Tiananmen, en juin 1989 à Pékin (1). Bien sûr, on ne connaîtra jamais le bilan précis – un peu plus de six cents morts d’après les autorités égyptiennes, en réalité bien plus : selon les témoignages de journalistes, nombre de corps n’ont été rendus à la famille que lorsque celle-ci eut accepté de « reconnaître » que le décès était naturel ou dû à un suicide.

La haute-commissaire des Nations unies pour les droits de l’homme, M^{me} Navi Pillay, a exigé l’ouverture d’une enquête « indépendante, impartiale, effective et

crédible sur les agissements des forces de sécurité » ; une demande qui a peu de chances d’aboutir. Non seulement parce que les autorités du Caire, appuyées par la quasi-totalité des forces politiques « libérales » ou de gauche – à l’exception d’une petite coalition des Socialistes révolutionnaires, du Mouvement du 6 avril, du Courant égyptien et de partisans de l’ancien candidat à la présidence Abdel Moneim Aboul Fotouh (2) –, la rejettent, mais parce que la « communauté internationale » paraît une nouvelle fois paralysée.

Réuni à huis clos le 15 août, le Conseil de sécurité des Nations unies s’est contenté d’une déclaration lue par sa présidente, l’ambassadrice d’Argentine : « Les membres du Conseil expriment tout

d’abord leur sympathie pour les victimes et regrettent la perte de vies humaines. Il est important d’arrêter la violence en Egypte, que toutes les parties fassent preuve de retenue. Il faut avancer vers la réconciliation nationale. » Après avoir débité ce texte insipide, la diplomate a réitéré la position de son pays, qui souffre encore des stigmates de la répression militaire des années 1970 : elle a condamné le « coup d’Etat » contre un président élu et appelé la junte à « arrêter totalement et immédiatement la spirale de violence des derniers jours contre des citoyens non armés ».

De l’Indonésie au Brésil, de l’Afrique du Sud à la Malaisie, de la Bolivie au Nigeria, du Pakistan à l’Equateur, sans parler de l’Union africaine, qui a suspendu la participation du Caire à ses instances, l’immense majorité des gouvernements qui n’ont pas d’intérêts géopolitiques ou économiques significatifs en Egypte ont condamné sans ambages le renversement du président Mohamed Morsi et la répression. L’Inde et la Chine, elles – qui y ont des intérêts économiques importants –, se sont gardées de toute réprobation, la presse officielle de Pékin ironisant sur les résultats d’une démocratisation « à la mode occidentale (3) ». Divisées sur bien des sujets, l’une comme l’autre dénoncent le « terrorisme islamique », qu’elles disent affronter elles

aussi, respectivement au Cachemire et au Xinjiang.

Parmi les réactions des autres puissances directement impliquées, celle des Etats-Unis a été la plus scrupuleusement disséquée. A suivre les commentateurs égyptiens, on pourrait croire que Washington défend en même temps deux points de vue radicalement opposés. Selon

les médias officiels du Caire, la Maison Blanche aurait soutenu et continuerait à encourager les Frères musulmans ; pour ces derniers, au contraire, elle aurait cautionné l’opération de l’armée. On peut effectivement s’y perdre, tant les petites phrases et appréciations officielles antinomiques se sont entremêlées ; mais ce serait ignorer les fondements de la politique américaine en Egypte.

Préserver le traité de paix avec Israël

HENRY JOHN TEMPLE, premier ministre dans les années 1850-1860, énonça cette maxime cynique et percutante : « *L’Angleterre n’a pas d’amis ou d’ennemis permanents, elle n’a que des intérêts permanents*. » Cela s’applique admirablement à la politique des Etats-Unis, successeurs du Royaume-Uni dans le rôle de puissance mondiale. Le président Barack Obama a soutenu M. Hosni Moubarak durant le soulèvement de janvier-février 2011, puis s’est rallié au Conseil suprême des forces armées (CSFA) avant de jouer la carte du président Morsi et des Frères, espérant qu’ils auraient un rôle stabilisateur. Derrière ces atermoiements apparents, les Etats-Unis poursuivent un seul dessein : préserver le traité de paix entre Le Caire et Tel-Aviv. Ils y ont réussi. Si la politique de M. Morsi avait amorcé quelques infléchissements sur la question palestinienne

– allègement du blocus de Gaza, prises de position plus déterminées face à l’agression israélienne de novembre 2012 –, sur l’essentiel, elle restait calquée sur celle de ses prédécesseurs.

Pour M. Obama, il n’est pas question, sous prétexte de quelques centaines de morts, de rogner le lien avec les nouveaux maîtres de l’Egypte. S’il ne peut faire moins que de suspendre les manœuvres militaires conjointes et de reporter la livraison de quatre avions F-16, il n’ira

(1) Pour des comparaisons, cf. Olga Khazan, « The one chart that shows the importance of Egypt’s massacre », The Atlantic, 15 août 2013, www.theatlantic.com

(2) Cf. Mohamed El-Dahshan, « Finding sanity in Cairo », Foreign Policy, Washington, DC, 6 août 2013.

(3) Cf., par exemple, les commentaires rapportés par BBC Monitoring Service Egypt, Londres, 16 août 2013.



KHALED HAFEZ. – « Sketches for Tomb Sonata » (Esquisses pour sonate tombale), 2010

JEUNES SAOUDIENNES HABILLÉES

Trouble dans le genre

(Suite de la première page.)

Celles qui se définissent ou sont désignées par les autres comme *buya* ont généralement les cheveux courts et parfois des piercings dans le haut de l’oreille ou à l’arcade sourcilière ; certaines portent des parfums masculins et quelques-unes se font appeler par un prénom masculin. Celles avec qui j’ai discuté se faisaient appeler par leur prénom d’état civil. Au fil de la conversation, elles se définissaient spontanément comme des *buya*, une identité autour de laquelle ont été créés des forums en ligne ainsi que des pages et des groupes sur Facebook leur permettant de se rencontrer et d’échanger témoignages, photos, vidéos, etc.

Si la presse et les débats télévisés sur les chaînes du Golfe désignent parfois le phénomène par le terme pathologisant de « masculinisation » (*istirjal*) et l’associent aux « relations affectives entre filles », les jeunes Saoudiennes le décrivent le plus souvent comme un « style ».

Lorsque j’ai commencé à discuter du sujet avec des étudiantes, *buya* ou non, plusieurs ont évoqué la série télévisée américaine *The L Word*, accessible sur Internet (y compris avec des sous-titres arabes), qui a débuté en 2004 et raconte les tribulations de lesbiennes à Los Angeles. De nombreuses jeunes Saoudiennes ont signalé l’engouement de leurs pairs pour un personnage de la série : Shane McCutcheon, souvent décrite comme la plus androgyne avec sa coupe de cheveux effilée, devenue un modèle. Mais, malgré cette référence récurrente, le style *buya* ne correspond pas à la simple importation de pratiques venues des Etats-Unis. Des figures

transgressives des normes de genre dominantes sont également inventées et circulent à l’échelle de la péninsule Arabique. Ainsi, dans la série koweïtienne *Adil Ruh*, diffusée pour la première fois pendant le ramadan 2005 (donc peu de temps après le début de la diffusion de *The L Word*), la comédienne Shujun Al-Hajiri incarne un personnage de *buya*. Populaire parmi les jeunes Saoudiennes, cette série met en scène une famille koweïtienne aisée qui compte une *buya* parmi les enfants adultes vivant à la maison.

Plusieurs *buya* affirment que ces productions culturelles les ont marquées, non seulement parce qu’elles les ont visionnées mais aussi parce que ces séries ont été le point de départ de forums sur Internet. Dans le cadre de nos conversations, plusieurs justifient leur présentation de soi comme *buya* par le fait qu’elles auraient voulu être des hommes, notamment pour avoir accès à la liberté de mouvement (« *Je veux conduire, ne plus porter l’abaya* [robe islamique], *respirer* »), parce qu’elles en ont assez de devoir rendre des comptes à leurs parents concernant leurs allées et venues, ou demander l’autorisation de sortir (« *Les parents disent sans arrêt : “Tu es une fille ! Tu sors quand ? Tu rentres quand ?”, etc.* »). Certaines refusent de porter un voile sur leurs cheveux dans les espaces mixtes (1) et se plaignent de devoir revêtir l’*abaya*, qui les assigne directement à une catégorie de genre, alors que sans cela elles pourraient semer le doute dans les esprits, voire être identifiées comme garçons.

L’une d’entre elles déplore que les femmes saoudiennes soient convaincues d’être faibles physiquement et d’avoir besoin de l’aide des hommes de leur famille.

Certaines affirment qu’elles n’hésitent pas à se battre, et il y a parfois des bagarres entre étudiantes sur le campus. Certaines racontent avoir été des « garçons manqués » depuis leur enfance, tandis que d’autres disent être devenues *buya* depuis quelques années, souvent à partir du lycée ou de l’université. Les discours évoqués ici

Un « problème psychologique » ?

Si un personnage comme Shane dans *The L Word* est à la fois identifié comme « androgyne » et « lesbienne », ce lien entre présentation de soi et orientation sexuelle n’est bien évidemment pas inéluctable. De surcroît, le fait d’avoir des relations amoureuses ou sexuelles avec des personnes du même sexe n’est pas, dans le contexte saoudien, nécessairement considéré comme un fondement de l’identité individuelle devant être assumé en public (pour les hommes, cela peut être très durement réprimé). La plupart des *buya* avec lesquelles j’ai discuté ont confié qu’elles avaient eu des relations avec d’autres filles, mais que personne n’était au courant en dehors de leurs très proches amies.

C’est ce que m’a expliqué Suzan, 19 ans : « *Mes parents savent que je suis une buya et me font des problèmes. Je leur dis que je suis normale, que mon intérieur équivaut à mon extérieur. Ma mère sait pour mon apparence, mais ignore que je suis lesbienne. Elle dit que je fais semblant, que je joue, et moi je lui dis que c’est si je faisais la fille que je jouerais.* »

Les étudiantes, *buya* ou non, emploient différents mots pour qualifier leurs pratiques et leurs relations, comme le

traduisent non leurs raisons d’adopter une telle présentation, mais plutôt la manière dont elles la justifient a posteriori. Le « style » s’accompagne ainsi souvent d’une contestation du modèle dominant de féminité, ce qui ne signifie pas pour autant qu’il s’agisse d’une stratégie de la part de celles qui l’adoptent.

montre une conversation avec une bande d’étudiantes. Shaykha : « *Moi, je considère que c’est la liberté personnelle, je traîne avec tout le monde. Moi, je n’ai pas de relations, ni avec des garçons ni avec des filles.* » Badriyya : « *Moi, j’avais des relations avec des filles, et maintenant je n’ai plus de relations. J’ai arrêté, car c’est interdit en islam.* » Nura : « *Moi, je suis sortie avec des garçons, puis avec des filles, puis avec des garçons.* » Badriyya : « *Ce qu’on te dit là, personne ne le sait, sinon on aurait des problèmes.* » Shaykha : « *Mais, en fait, très peu de filles n’aiment ni les filles ni les garçons, sont straight, peuvent se sentir bien sans avoir de relation amoureuse.* » Nura : « *Désolée, Shaykha ! mais straight, ce sont celles qui aiment les garçons* » [rires].

On voit que différentes significations peuvent être données aux termes provenant de l’anglais et devenus du dialecte saoudien. Les locutrices citées ici ne parlent que très sommairement l’anglais. Shaykha se définit comme *straight* (« conventionnel », terme utilisé en général dans le sens d’« hétérosexuel »), parce qu’elle dit ne pas entretenir de relations amoureuses clandestines, ni avec des garçons ni avec des filles, et n’en ressent pas le besoin.

Elle utilise le mot dans un sens propre au contexte saoudien, où les relations hors mariage sont en principe proscrites. Nura l’utilise selon un cadre normatif différent, pour classer les orientations sexuelles.

Ce vocabulaire dialectal provenant en grande partie de l’anglais est propre à la jeune génération. Cela dit, un peu plus tard dans la conversation, Nura et Badriyya m’expliquent qu’elles utilisent aussi un ancien mot de dialecte aujourd’hui désuet, signifiant littéralement « l’amie » (*khawiyya*), pour désigner une relation intime. D’après une autre enquêtée, cela s’inscrit dans la continuité de formes anciennes de relations entre femmes allant au-delà de l’amitié – elle parle de la génération de sa grand-mère.

Sur le campus, quelques étudiantes se promènent main dans la main ou bras dessus bras dessous, l’une étant, selon les termes employés par les personnes interrogées, *buya* – cheveux courts, sweat-shirt ample, modèle masculin de baskets –, l’autre « féminine » ou *cute* (« mignonne ») – cheveux longs, brushing, vêtements moulants. Leur attitude correspond à une visibilisation des relations affectives, amoureuses ou sexuelles entre filles, le plus souvent stigmatisées et dissimulées ; certaines, mais pas nécessairement toutes, se définissent dans certaines situations comme *lesbian*.

(1) Il n’y a pas d’obligation légale de port du voile en Arabie saoudite, mais l’institution religieuse étatique a émis des fatwas en ce sens. Cela se traduit, dans les espaces publics mixtes, par des injonctions du Comité pour la promotion de la vertu et la répression du vice (sorte de police religieuse) aux femmes non ou « mal » voilées.

SEULEMENT DES INTÉRÊTS PERMANENTS »

au chevet de l’Egypte

pas bien au-delà. L’universitaire et analyste du Proche-Orient Juan Cole voit au moins dix raisons pour lesquelles Washington ne suspendra pas son aide militaire – 1,3 milliard de dollars contre 250 millions pour l’aide civile. La première est que cette manne sert d’abord à acquérir du matériel militaire américain et subventionne donc le complexe militaro-industriel, en particulier Lockheed Martin, Boeing, Raytheon. Motif encore plus déterminant : cette aide « a été octroyée, explique Cole, à l’élite égyptienne pour acheter ses bonnes grâces à l’égard d’Israël. Compte tenu du chaos qui règne dans le Sinaï et de l’instabilité en Egypte, le Congrès est plus inquiet qu’il ne l’a jamais été depuis quarante ans (4) ».

Hostilité saoudienne envers les Frères

À L’HEURE où reprennent, à leur instigation, les pourparlers entre Israël et une Autorité palestinienne vacillante – mais renforcée par l’affaiblissement du Hamas consécutif à la chute de M. Morsi –, les Etats-Unis ne peuvent se permettre d’isoler le pouvoir égyptien. D’autant qu’ils connaissent depuis plusieurs années un recul sensible de leur influence dans la région, notamment après leur défaite en Irak. En témoigne leur échec à conclure un compromis entre les militaires et les Frères qui aurait assuré le retrait de M. Morsi et le non-recours à la violence (8).

L’Union européenne a participé activement à cette tentative de médiation et a pu constater que c’est l’armée qui l’a rejetée. Mais si certains pays, comme le Danemark, prônaient une suspension de l’aide à l’Egypte, les Vingt-Huit se sont bornés, pour le moment, à stopper la livraison de tout matériel pouvant servir à la répression.

Le relatif retrait (et embarras) américain s’accompagne d’une montée en puissance des pays du Golfe. L’Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et le Koweït – auxquels il faut ajouter le royaume de Bahreïn, qui poursuit, loin des caméras, sa violente répression contre la contestation démocratique – n’ont été avarés ni de déclarations

Si les dirigeants israéliens se gardent d’exprimer publiquement leur point de vue, celui-ci transparaît à travers les confidences de responsables à la retraite. L’ancien premier ministre Ehoud Barak a insisté sur CNN : le général Abdel Fatah Sissi, l’homme fort du nouveau régime, « les libéraux et d’autres méritent le soutien du monde libre. Vers qui d’autre pourraient-ils se tourner (5) ? ». M. Danny Yatom, l’ancien chef du Mossad, confirme qu’« Israël préfère l’armée aux Frères musulmans et un régime laïque à un régime religieux (6) ». Cette inclination est d’autant plus irrésistible que le général, célébré dans les médias égyptiens comme un « nouveau Nasser », entretient depuis longtemps des relations étroites avec ses homologues israéliens (7).

ni de financements en faveur des dirigeants du Caire. Le roi Abdallah d’Arabie saoudite avait promis aux militaires, avant même les manifestations du 30 juin 2013, de généreux subsides s’ils renversaient M. Morsi (9) ; il a tenu parole.

Deux facteurs dictent ce soutien : l’abomination que représentent pour la famille royale les processus ouverts par les révolutions tunisienne et égyptienne ; et l’hostilité aux Frères musulmans, qui remonte à la guerre du Koweït (1990-1991), en raison de leur rôle dans les contestations des années 1990 dans le Golfe ainsi que de leur appui au « printemps arabe ». Les timides tentatives de M. Morsi de se rapprocher de l’Iran ont évidemment conforté cette animosité, partagée par les dirigeants syriens, qui se sont ouvertement réjouis de la chute du président égyptien.

Face à cette « contre-révolution » se dessine un front proche-oriental hétérogène qui regroupe la Turquie, l’Iran et le Qatar et, de manière plus distante, la Tunisie, dont les dirigeants suivent avec inquiétude les évolutions au Caire. Ankara a adopté les positions les plus tranchées, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan dénonçant le « terrorisme d’Etat (10) » en Egypte et rappelant son ambassadeur au Caire. On pourrait n’y voir qu’une solidarité

« islamiste » ; ce serait oublier que l’ensemble des forces politiques turques, y compris le Parti pour la paix et la démocratie (BDP) kurde, ont condamné le coup d’Etat.

On pourrait aussi estimer que M. Erdogan cherche à redorer son blason après la répression des manifestations du parc Gezi. Plus significativement, il essaie sans doute de reprendre l’initiative, alors que sa politique régionale s’est enlisée depuis plusieurs mois dans le conflit syrien et qu’elle a perdu une partie de sa force d’attraction. Il le fait en brandissant à la fois le drapeau de la démocratie et celui de la Palestine, plongeant ainsi dans l’embarras les pays du Golfe, peu mobilisés, c’est le moins qu’on puisse dire, sur ces deux sujets.

Que la Turquie se retrouve dans sa condamnation du coup d’Etat égyptien aux côtés de l’Iran – avec qui elle est en désaccord total sur la Syrie – indique-t-il un glissement des alliances régionales ? Le nouveau président iranien, M. Hassan Rouhani, s’installe, et doit se soucier avant tout du dossier nucléaire ; comme son prédécesseur, il n’oublie pas que l’Arabie saoudite est, avec Israël, la principale force régionale qui pousse les Etats-Unis à l’intransigeance. Mais il sait aussi que la Turquie, alliée au gouvernement autonome kurde d’Irak, s’oppose à son allié de Bagdad sur nombre de dossiers, dont celui de la Syrie. Enfin, troisième pilier du trépied, le Qatar, principal soutien des Frères musulmans dans la région, a dû céder à l’Arabie saoudite le contrôle de l’opposition syrienne. Le nouvel

émir, récemment installé, cherche encore sa voie, même s’il craint, comme son père, le puissant voisin saoudien.

Sur ce terrain régional mouvant, la Russie tente de reconquérir des positions. Isolée dans le monde arabe par son soutien au régime du président Bachar Al-Assad, hostile depuis leur déclenchement aux révolutions arabes, craintive face à la montée de l’islamisme qui la « menace » en son cœur même (que ce soit au Tatarstan ou dans le Caucase), elle cherche à profiter de la nouvelle conjoncture. La rencontre au Kremlin, le 31 juillet, entre le prince Bandar Ben Sultan, chef des services de renseignement saoudiens, et le président Vladimir Poutine a suscité beaucoup de spéculations (11). Les deux pays, bien que campant sur des positions antagonistes concernant la Syrie, partagent la même analyse sur l’Egypte. Ils pourraient trouver un terrain d’entente dans leur hostilité commune aux Frères, Riyad garantissant que tout changement à Damas ne conduira pas à leur arrivée aux affaires, ni à celle des groupes djihadistes liés à Al-Qaïda, que Moscou comme Riyad combattent. Le prince Bandar aurait aussi fait miroiter au Kremlin de juteux contrats d’armements. De spectaculaires renversements d’alliances seraient-ils en vue ? C’est peu probable, mais le jeu est plus ouvert avec le recul – relatif – des Etats-Unis.

Le 4 juin 2009, dans son fameux discours du Caire, le président Obama prétendait ouvrir une nouvelle page des relations entre son pays et le monde musulman. Quatre

ans plus tard, le bilan sur la Palestine comme sur la démocratisation est mince. M. Ayman Al-Zawahiri, le chef d’Al-Qaïda, l’a bien compris. Ce qui s’est passé en Egypte, a-t-il déclaré, « est la meilleure preuve de l’échec des moyens démocratiques pour atteindre l’Etat islamique ». Lui qui avait, à de nombreuses reprises, critiqué les Frères – et le Hamas – les a appelés à renoncer à la démocratie pour « rejoindre le djihad et établir un authentique Etat islamique (12) ». On peut craindre que cette exhortation ne soit entendue aussi bien par les proches des victimes de la répression en Egypte que par une partie des jeunes du monde arabe qui avaient mis leurs espoirs dans les révolutions.

ALAIN GRESH.

(4) « It’s not about democracy : top ten reasons Washington is reluctant to cut off Egypt aid », Informed Comment, 17 août 2013, www.juancole.com

(5) Cité par The Times of Israel, 13 août 2013, www.timesofisrael.com

(6) Cité par Isabel Kershner, « Israel watches the bloodshed in uneasy silence », *International Herald Tribune*, Neuilly-sur-Seine, 17 août 2013.

(7) Cf. David D. Kirkpatrick, Peter Baker et Michael R. Gordon, « How American hopes for a deal in Egypt were undercut », *The New York Times*, 17 août 2013.

(8) *Ibid.*

(9) Lire « L’armée, les Frères musulmans et l’Arabie saoudite », août 2013, www.monde-diplomatique.fr

(10) *Hürriyet*, Istanbul, 18 août 2003. Cité par BBC Monitoring Service Egypt, 18 août 2013.

(11) Theodore Karasik, « The Kingdom and the Kremlin : The strategic significance of the Bandar-Putin meeting », Institute for Near East and Gulf Military Analysis (Inegma), Dubaï, 5 août 2013.

(12) Déclaration du 3 août 2013 citée par Kavkaz Center, http://kaukazcenter.com

EN GARÇONS

à Riyad

Dans de nombreuses sociétés, les années 2000 ont été marquées à la fois par une publicisation croissante des revendications lesbiennes, gays, bisexuelles et trans (LGBT) et par une radicalisation des déclarations et des actes antihomosexuels, souvent au nom de la défense d’une supposée « authenticité », culturelle ou religieuse, contre l’« ingérence occidentale ». L’affaire du Queen Boat – une cinquantaine d’hommes avaient été arrêtés dans un club gay au Caire, puis jugés, en 2001 – est restée emblématique. Ce registre de l’authenticité menacée, juxtaposé à celui de la dénonciation, appuyée sur le référent islamique, de la « déviance (sexuelle) » (*shudhudh*) et de la « confusion (de genre) » (*tashabbuh*), a par exemple été utilisé à propos des *buya* dans l’émission du prédicateur Nabil Al-Awdi « Une heure de franchise », sur la chaîne koweïtienne Al-Rai. Ce n’est cependant qu’un des registres de discours possibles dans les émissions des chaînes émiraties et koweïtiennes.

En Arabie saoudite, où il n’y a pas de revendication publique en faveur des droits des personnes LGBT, les discours dans la presse concernant les « masculinisées » ou les « relations affectives entre filles », rares, empruntent le plus souvent un autre registre circulant au-delà des frontières : celui, psychologique, de la pathologie. C’est aussi celui qu’adoptent certaines prédicatrices en organisant sur le campus des conférences à propos de la « masculinisation ». « Sois fière de ta féminité : pardon, mais la masculinisation n’est pas pour toi ; nous nous élevons contre ce qui brouille ta nature féminine », pouvait-on

lire sur une affiche annonçant ce type d’événement en 2008. Certaines prédicatrices travaillent d’ailleurs directement avec des femmes psychologues et des spécialistes en « éducation des jeunes filles ».

Les enquêtées non *buya* reprenaient parfois ce registre en évoquant un « problème psychologique », le « manque affectif », ou l’« éclatement de la famille ». Mais elles insistaient le plus souvent sur le fait qu’une grande partie de celles qui adoptaient le style *buya* le faisaient à cause de la « mode ». Si certaines étudiantes avaient des mots très durs vis-à-vis des *buya* (« sales », « vulgaires », « déviantes »), le fait que cette présentation de soi soit en partie considérée comme une mode et intégrée par autant de jeunes Saoudiennes contribue à ce qu’elle ne soit pas totalement stigmatisée, en dépit de sa portée subversive.

Cette condition favorise en retour sa large diffusion sur un campus où les transgressions en public du règlement sont assez valorisées, quoique dans certaines limites. Ce modèle subversif peut être en partie adopté par des étudiantes qui ne revendiquent pas nécessairement le statut de *buya*, ou pour qui cela n’implique pas d’autres pratiques transgressives des normes dominantes de genre et de sexualité. Cette dimension induit une ambivalence entre résistance aux normes de genre dominantes et pratiques consuméristes ; une ambivalence par ailleurs cultivée par de nombreuses jeunes Saoudiennes au-delà des *buya*.

AMÉLIE LE RENARD.



LÉGUEZ MSF AU MONDE DE DEMAIN

Médecins Sans Frontières a résolument marqué son époque. Depuis plus de 40 ans, nos équipes sont présentes sur tous les terrains où les besoins sont les plus criants, prêtes à sauver des vies et parfois là où personne d'autre n'intervient. Mais demain ? Pour nous permettre de continuer et d'agir encore longtemps auprès de ceux qui souffrent, faites dès aujourd'hui un geste décisif pour l'avenir, léguez MSF aux générations futures.

LEGS - DONATION - ASSURANCE VIE

RECEVEZ VOTRE GUIDE GRATUIT ET SANS ENGAGEMENT !

- ✓ 40 ans d'histoire des Médecins Sans Frontières en images
- ✓ Tout ce qu'il faut savoir sur la transmission de patrimoine
- ✓ Un accès à des contacts privilégiés
- ✓ Des fiches pratiques et des conseils concrets

Legs23

☒ OUI, je souhaite recevoir le guide gratuit, en toute confidentialité.

Merci de me l'adresser par courrier : ☐ M. ☐ Mme

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Tél. (facultatif) : _____

E-mail : _____

A renvoyer à : MSF - Service relations testateurs
8, rue Saint-Sabin - 75011 Paris

Contactez-nous : Catherine Béchereau
au 01 40 21 57 00 ou par mail :
relations.testateurs@msf.org



Dur exil pour les Birmans en Thaïlande

Les Rohingyas, minorité musulmane persécutée en Birmanie, s'entassent dans des camps en Thaïlande et sont menacés d'expulsion. Mais l'immigration de travail, à la frontière entre les deux pays, continue d'alimenter les usines, les Birmans occupant des postes pénibles et mal payés. Comme à Ranong.

PAR NOTRE ENVOYÉ
SPÉCIAL XAVIER
MONTHÉARD

AU LARGE de Ranong, le principal port de pêche de la Thaïlande – troisième exportateur mondial de poisson et de produits halieutiques, avec seulement soixante-neuf millions d'habitants (1) –, les chalutiers sillonnent sans relâche la mer d'Andaman. Les milliers de tonnes de poisson qu'ils en extraient, dont les deux tiers partiront vers l'Asie orientale, l'Europe et les Amériques, sont aussitôt conditionnés dans les faubourgs. D'âcres relents émanent des usines, que protègent de hauts murs.

La raison d'une telle discrétion ? Les dirigeants de ces entreprises ne tiennent pas à faire de la publicité à leur principale source de rentabilité : les Birmans qui, un jour, ont franchi le mince bras de mer séparant les deux pays pour venir travailler sur leurs bateaux et dans leurs ateliers. Sont-ils en situation régulière ou irrégulière ? Correctement payés ? Respectés ? Adultes, même ? De telles questions n'enchantent pas les employeurs. Alors, parvenir à pénétrer dans les lieux paraît bien chimérique : les courriels restent sans réponse, et les vigiles veillent aux entrées.

C'est là qu'intervient comme miraculeusement M^{me} Naroumon Korapoom, l'élégante présidente de la chambre de commerce de Ranong. L'entretien est cordial ; le sujet de l'immigration birmane, soulevé délicatement. Finalement, une décision se prend. Elle compose un numéro. Son interlocuteur écoute, malgré peut-être, obéit assurément. Oui, une usine de mollusques vous recevra demain, à 10 heures. Non, je vous en prie, c'est un plaisir de régler ce malentendu.

Sans M^{me} Naroumon, M. Nachada Rangsiyanant, le sémillant responsable de Ranong Frozen Foods (RFF), n'aurait pas eu à faire la visite commentée de son entreprise. Pour satisfaire ses clients du Japon et de Singapour, explique-t-il, RFF doit acheminer chaque semaine trois conteneurs à Bangkok. Au préalable, la matière première quotidienne – cinq tonnes de calmars, seiches et poulpes emmagasinées dans un entrepôt à l'odeur inoubliable – est préparée pour le plus grand bonheur du consommateur.

Peut-on voir quelques-uns des quatre cent cinquante ouvriers birmans ? M. Nachada mène le visiteur vers un sas. Celui-ci communique avec un monde blanc et vert. Policé, froid, silencieux. Chacun y est affublé d'un tablier, coiffé d'une charlotte, ganté et botté. Certains trient les milliers de masses molles, d'autres touillent les cuves où un produit chimique blanchit les matières, les assaisonnent suivant la recette prescrite, les congèlent. Voici un binôme : mécaniquement, rapidement, inlassablement, elle coupe la tête d'un calmar, la jette dans un panier ; lui récupère le corps, enlève la peau sur ses deux faces, fait glisser la masse gélatineuse dans un autre panier. Petit bruit flasque. De 8 heures à 17 heures, avec une pause-déjeuner. Des travaux si rudes et si mal rémunérés – de 200 à 250 bahts par jour (2) – qu'aucun ouvrier de RFF n'est thaïlandais.

Un phénomène général : depuis le boom économique des années 1990, la plupart des tâches pénibles sont effectuées par des étrangers ; quelques dizaines de milliers de Cambodgiens et de Laotiens, mais surtout des Birmans – sans doute plus de deux millions. Pays industrialisé au cœur des dynamiques économiques de l'Asie du Sud-Est, bénéficiant

d'une croissance régulière et de ressources diversifiées, la Thaïlande domine de tout son poids un voisin qui s'extrait avec peine de cinquante ans de régime militaire et autarcique. Du travail, elle peut en fournir encore et encore, et d'autant plus que ses employeurs discriminent sans états d'âme les étrangers.

RFF n'est pas le plus mauvais endroit pour travailler à Ranong. Chaque jour, à l'aube, des camions de Siamchai International Food Company (Sifco), la plus importante société de la ville, ramassent chacun soixante-dix jeunes gens qui s'entassent debout, comme dans une bétailière, pour se rendre à l'usine. « *Ils ont une demi-heure de transport gratuit, mais on dirait des sardines !* », commente un badaud. Les ouvriers ont déjà revêtu l'uniforme et portent leur gamelle. A l'arrivée, ils pointent avec leur pouce sur un écran tactile avant de pousser les grilles. « *La sécurité d'abord* », proclame le panneau à l'entrée.

« C'est un très mauvais karma »

C'est la vie de M^{me} Aung Thee Oo, une travailleuse de Sifco, six jours sur sept. Dès 5 h 30, elle se dirige vers la rue où passe le camion, pour une embauche effective à 7 heures. Après le repas, de 11 heures à midi, c'est reparti jusqu'à 17 heures. Elle apprendra le jour même si elle doit rester pour les heures supplémentaires, qui commencent à 17 h 30 pour s'achever à 22 ou 23 heures, minuit parfois. « *Quelle vie de famille cela me laisse-t-il ?* »

A Golden Seafood International, on ne verse que 155 bahts pour neuf heures de présence. Depuis huit mois, M. Ye Httet Neug, 20 ans, jette des brassées de crevettes dans des cuves bouillonnantes, les sale, les ressort cuites, et recommence. Transformer des animaux vivants en denrées comestibles heurte ses convictions bouddhistes. « *Je passe ma journée à tuer... C'est un très mauvais karma, gémit-il. Mais je n'ai pas le choix.* »

M. Thmat Zin Moe, lui, peine dans une usine de fabrication de glace douze heures par jour pour 4 500 bahts mensuels. « *Il fait un froid épouvantable, et on ne nous fournit ni gants ni vêtements de protection.* » Les exemples abondent : l'un a dû acheter son uniforme sur ses propres deniers ; un autre se plaint de l'absence d'eau potable dans les ateliers. Pas de paiement en cas de maladie. Pas de vacances. Et, parce que leur salaire est trop bas, ils sont tous obligés d'accepter les heures supplémentaires imprévisibles, qui, au nom de l'adaptabilité totale aux variations de la pêche, étendent la journée au-delà du raisonnable.

Hors du travail, l'existence n'est guère plus plaisante. Tandis que les Thaïlandais résident sur les hauteurs de la ville, les Birmans s'agglutinent dans les quartiers bas, autour des quais. Ce ghetto transpire le poisson et le labeur, la prostitution la plus sordide, la souffrance. Les immigrés y ont leurs pagodes, leurs masures insalubres, leurs stands de noix d'arec,

bétel et chaux – une drogue légère qu'ils aiment chiquer et qui colore la bouche de rouge avant de maculer les trottoirs.

Quant aux femmes, elles n'abusent pas du *thanaka*, cette poudre jaune qui fait office de maquillage autant que d'écran solaire et qui signale une Birmane parmi toutes les femmes d'Asie du Sud-Est. « *Ainsi, elles sont moins visibles, et cela leur épargne des remarques méprisantes de la part des Thaïlandais* », explique M. Nai Line Htike, représentant d'une improbable organisation lesbienne, gay, bisexuelle et trans (LGBT), le Human Rights Education Institute of Burma. « *La Thaïlande du Sud est très conservatrice. Les gens ont à l'esprit l'opposition entre nos deux pays, toutes ces vieilles histoires d'affrontements entre rois. Cela leur est seriné à l'école, et est exploité par l'industrie cinématographique dans des films à grand spectacle bourrés de stéréotypes.* » Les guerres incessantes du XVI^e au XVIII^e siècle ont laissé des rancœurs que la cohabitation exacerbe régulièrement en brimades racistes.

Malgré leur extrême précarité, les ouvriers birmans jugent leur situation préférable à celle que leur réserve leur pays d'origine. A Ranong, ils sont sous-payés, mais, au moins, ils ont un toit. Brimés, mais avec un peu d'espoir. Contrairement à une idée reçue, le gouvernement de Naypyidaw n'interdit pas à ses citoyens de quitter le territoire. Mais l'immigration a longtemps emprunté des filières clandestines : au nord, celles mises en place pour les opposants politiques ou les réfugiés fuyant les guérillas, concentrés dans des camps et dépourvus de statut, puisque Bangkok n'a pas ratifié la convention onusienne de 1951 relative au statut des réfugiés ; au sud, celles de la contrebande et des trafics (3). Les candidats au départ se retrouvaient aux mains des passeurs de Kawthaung – la ville jumelle de Ranong, de l'autre côté du bras de mer –, qui opéraient tantôt avec la complicité fort bien rétribuée des douaniers, tantôt à leur insu. Beaucoup se sont noyés au cours de traversées nocturnes. Une fois à Ranong, il fallait encore éviter de tomber aux mains des policiers : ceux qui ne pouvaient pas présenter de papiers en règle ou s'offrir un laissez-passer en espèces sonnantes et trébuchantes étaient renvoyés en Birmanie.

La situation s'est normalisée au fil des années. « *Pour franchir la frontière*, précise Zaw, un conducteur de pirogue à moteur, *il suffit de présenter à l'immigration thaïlandaise le passeport temporaire permettant de séjourner une semaine à Ranong.* » Puis de se mêler à la foule de ceux qui ont obtenu un permis de travail en bonne et due forme. Cela n'empêche pas les policiers de continuer les contrôles d'identité. « *Ils regardent les yeux. Ils sont incroyablement bons pour ça* », explique le très débrouillard Paipai, 20 ans, qui a grandi dans le ghetto et en connaît toutes les ficelles. « *Hier, un de mes amis se promenait sans son permis de travail. Une erreur. Une toute petite erreur, n'est-ce pas ? La police l'a contrôlé, puis arrêté. Comme il parle mal thai, il m'a téléphoné. Les agents voulaient 3 000 bahts ; j'ai négocié pour descendre à 1 000 bahts.* »

Ils m'ont donné rendez-vous dans leur voiture, derrière un immeuble. » Pourquoi la voiture ? « *Pour éviter les photographies compromettantes.* » Et pourquoi pas au bureau de police ? « *Pour ne pas partager l'argent avec leurs collègues.* »

Ranong compte peu de travailleurs sociaux susceptibles d'aider cette population en difficulté, et encore moins d'organisations non gouvernementales (ONG) étrangères. Le père John, un Néo-Zélandais à l'œil perçant et à la parole claire, y a passé six ans comme coordinateur d'une structure éducative liée à l'Université catholique d'Australie. « *La situation des Birmans s'est améliorée au fil des années* », observe-t-il : en passant d'une immigration illégale de pêcheurs, aux conditions de travail quasi esclavagistes, à une immigration de travail avec regroupement familial, en faisant souche, ils ont été peu à peu protégés des abus les plus criants et ont obtenu la reconnaissance d'un minimum de droits. Depuis août 2005, la législation thaïlandaise prévoit même la scolarisation de leurs enfants. Mais ils se préoccupent peu de cette possibilité. Le père John y voit un facteur culturel : « *Idéalement, les jeunes devraient aller à l'école publique thaïlandaise, tout en conservant leurs traditions. Mais l'éducation n'est guère valorisée chez les Birmans. Nous essayons donc de tenir à l'écart du travail les enfants qui atteignent l'âge de 11-12 ans.* »

Exploitation institutionnalisée

Les immigrés sont également en mauvaise santé : « *Les travailleurs ne disposent guère de temps libre pour se faire soigner, et il nous est difficile d'entrer dans les usines. La prévention en est compliquée d'autant* », explique la docteure Mie Mie Han, spécialiste du VIH/sida et de la tuberculose. Un sérieux progrès a été accompli avec l'ouverture à cette population des consultations à 30 bahts (moins de 1 euro) ; mais le coût de cette inclusion dans le système de santé thaïlandais est critiqué par les opposants au gouvernement. Ils ont beau jeu de faire remarquer qu'à Ranong, par exemple, les Birmans sont désormais si nombreux qu'ils représentent plus de la moitié des quatre cent mille habitants de la ville.

Le 1^{er} janvier 2013, le gouvernement de M^{me} Yingluck Shinawatra a mis en œuvre une mesure historique : il a élevé le salaire minimum national à 300 bahts par jour, soit une augmentation de l'ordre de 40 % pour tous les travailleurs. Mais, selon la chercheuse japonaise Miwa Yamada, coauteure en 2010 d'une étude sur les Birmans de Ranong (4), « *le permis de travail thaïlandais ne fait qu'institutionnaliser l'exploitation des migrants. Précisément, ce n'est pas un permis de travail, mais une autorisation d'emploi. C'est donc l'employeur qui détient les clés de l'accès au travail* ». Et les patrons n'ont pas manqué d'inventivité, depuis le début de l'année, pour rogner la hausse : ici, on supprime l'allocation journalière pour la nourriture ; là, une prime de 200 bahts par quinzaine se voit recalculée à 300 bahts par mois ; ailleurs, on déduit du nouveau salaire des frais de nourriture ou de dossier.

« Tous sont égaux, mais certains plus que d'autres... » Une scène revient en mémoire. Il est 4 heures du matin, au port. Deux douzaines d'hommes, tous birmans à l'exception du capitaine, thaïlandais, déchargent un chalutier à l'aide de palans. Des centaines de Birmans trient les poissons à un rythme effréné. Seules prennent leur temps les comptables, l'air hautain. Thaïlandaises, à coup sûr. Qui d'autre pour porter des bottes roses ?

(1) « La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2012 », Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Rome, 2012.

(2) 40 bahts = 1 euro.

(3) Cf. Maxime Boutry et Jacques Ivanoff, *La Monnaie des frontières. Migrations birmannes dans le sud de la Thaïlande, structure des réseaux et internationalisation des frontières*, Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, Bangkok, 2009.

(4) « Myanmar migrant laborers in Ranong, Thailand », Institute of Developing Economies, Chiba (Japon), 2010.

COSMOS PHOTO



SUTHEP KRITSANAVARIN.
– Le réfugié birman
Ahmed Hussein,
pêcheur, Ranong,
Thaïlande, 2009

prép'art

La prépa privée
aux écoles d'art publiques



Prép'art (PARIS)
Tél. : 01 47 00 06 56

Prép'art (TOULOUSE)
Tél. : 05 34 40 60 20

Un an pour vous préparer à entrer
dans une grande école de :

Art • Architecture • Design •
BD/Animation • Graphisme...

Préparez les concours
des grandes écoles d'art...

Inscription sur entretien
jusqu'à fin septembre 2013
Cours du jour – Cours du soir

STAGES D'ORIENTATION ET DE DÉCOUVERTE ARTISTIQUE

Une semaine lors des vacances scolaires (Toussaint . Hiver . Printemps . Été)

www.prepart.fr

Établissement d'enseignement supérieur privé
légalement inscrit auprès du Rectorat.

EN 1998, LA RÉVÉLATION DU SYSTÈME ECHELON CRÉAIT LA STUPÉFACTION

Espionnage électronique, quinze ans d’inertie

Annulation d’une rencontre entre M. Barack Obama et M. Vladimir Poutine, pressions du gouvernement britannique sur un journaliste du « Guardian » : les informations livrées par M. Edward Snowden sur le système d’espionnage électronique américain n’en finissent pas de faire des vagues. Quinze ans plus tôt, un scandale analogue avait éclaté sans que les gouvernements en tirent de conséquences pratiques.

PAR NICKY HAGER *

INITIATEUR de l’une des fuites les plus retentissantes de notre époque, M. Edward Snowden restera dans l’histoire comme celui qui a révélé au monde la surveillance implacable et absolue qui s’exerce sur Internet. En l’espace d’une nuit, des mots comme « métadonnées » (informations sur les données personnelles) ou « Prism » (nom du programme de surveillance) sont entrés dans le langage courant.

Ce n’est pas la première fois que les « grandes oreilles » de l’Agence de sécurité nationale des Etats-Unis (National Security Agency, NSA) défraient la chronique. Il y a quinze ans, elles provoquaient déjà la consternation aux quatre coins du globe après la publication d’une étude du Parlement européen indiquant que « toutes les communications électroniques, téléphoniques et par fax [étaient] quotidiennement interceptées (1) ». Médusé, le grand public découvrait l’existence d’un programme de surveillance mondial

* Journaliste (Nouvelle-Zélande). Auteur du premier livre consacré au système de surveillance mondial Echelon, *Secret Power*, Craig Potton Publishing, Nelson (Nouvelle-Zélande), 1996.

baptisé « Echelon » (2). L’affaire fit les gros titres de la presse. On accusa le Royaume-Uni d’utiliser le Quartier général des communications du gouvernement (GCHQ) pour espionner ses voisins européens ;

Une funeste coïncidence

DANS ses conclusions de 2001, la commission d’enquête sur Echelon avançait quelques propositions concrètes en vue de protéger l’Europe contre l’espionnage anglo-saxon. Les pays membres de l’Union européenne se voyaient notamment invités à « *promouvoir, développer et produire une technologie de chiffrement* » accessible à tous leurs citoyens et institutions (4). Le moment paraissait historique : pour la première fois se profilait une action politique d’envergure pour assurer la sauvegarde de la vie privée à l’ère de la surveillance globale. Mais cet espoir se brisa sur une funeste coïncidence : présenté au Parlement européen le 5 septembre 2001, le rapport final de la commission d’enquête

Microsoft fut mis en cause pour sa collaboration avec la NSA. L’affaire culmina avec la création par le Parlement européen d’une commission temporaire d’enquête.

L’existence d’Echelon avait été rendue publique dès 1988 par le journaliste britannique Duncan Campbell (3). Son article décrivait un dispositif capable de capter un nombre inouï de communications à travers le monde et de repérer à l’aide de mots-clés les messages susceptibles d’intéresser les services de renseignement : la surveillance à l’échelle industrielle. Paru en 1996, mon livre *Secret Power* prolongeait ce travail. Mais un article isolé et un ouvrage publié dans la lointaine Nouvelle-Zélande ne suffisent pas à retenir l’attention du grand public. C’est deux ans seulement après la parution du livre qu’un membre du Parlement européen relayait l’information et qu’Echelon fit irruption dans le débat public.

fut balayé six jours plus tard par les attentats de New York et Washington.

Durant les années qui ont suivi, la surveillance a changé d’échelle. La guerre contre le terrorisme a optimisé les dispositifs de contrôle, mais les a aussi rendus – pour un temps – plus acceptables aux yeux du public. Douze ans après l’effondrement des tours jumelles, on en revient quasiment au point de départ. L’environnement politique d’aujourd’hui n’est pas sans points communs avec celui qui avait vu naître la polémique autour d’Echelon. Les preuves apportées par M. Snowden ont évidemment joué un rôle décisif ; leur révélation intervient de surcroît au moment propice, pour plusieurs raisons.

D’abord, une certaine inquiétude grandissait depuis quelque temps déjà chez les internautes au sujet de la surveillance de leurs réseaux. Ils manquaient toutefois d’éléments solides pour étayer leurs soup-

çons. La vie entière d’un individu étant désormais stockée électroniquement, toute intrusion dans ces données est potentiellement ravageuse. Mais comment réagir à ce viol virtuel s’il reste indécelable ?

La hantise d’autres WikiLeaks

À L’INSTANT même où la technologie numérique nous offrait la Toile et les médias sociaux, elle mettait au point les instruments servant à moucharder leurs contenus. A l’époque des premiers textes sur Echelon, les techniciens du renseignement balbutiaient encore dans leurs efforts pour intercepter les courriels. Les capteurs d’Echelon ciblaient les communications par satellite et micro-ondes, mais, jusqu’à M. Snowden, le monde ne savait presque rien de la capacité des « grandes oreilles » à épier aussi les flots d’informations échangées sur Internet.

Echelon, puis Prism, cet « Echelon pour Internet », visaient essentiellement les communications de pays à pays. Mais, à l’époque déjà, le Federal Bureau of Investigations (FBI) pesait de tout son poids pour obtenir l’outillage technique et juridique nécessaire à l’espionnage des communications au sein d’un même territoire. Beaucoup de législations nationales contraignent désormais les opérateurs du Web et des télécoms à installer des portes dérobées dans leurs équipements et à laisser les agences de renseignement y accéder à leur guise. Les révélations de M. Snowden sur l’assistance fournie à la NSA par Gmail, Facebook ou Microsoft aident à comprendre ces « interceptions légales », pour reprendre le nom un brin oxymorique que leur a donné le législateur.

L’offensive antiterroriste constitue le deuxième facteur déterminant. L’exploitation des peurs sécuritaires a abouti à une explosion des budgets de renseignement et à une expansion illimitée des capacités de surveillance.

Le troisième ingrédient est aussi le plus crucial : le précédent WikiLeaks. L’association de M. Julian Assange a ancré dans l’opinion publique l’idée que faire fuiter sur la Toile des documents confidentiels constituait un moyen redoutable de contrer les excès et les abus du pouvoir ; que divulguer les secrets d’un Etat irrespectueux de la vie privée de ses citoyens pouvait ouvrir un espace à l’action démocratique. Les Etats-Unis, suivis par d’autres gouvernements, n’ont pas lésiné sur les moyens pour dissuader quiconque de suivre l’exemple du « lanceur d’alerte » Bradley Manning, sans réussir à lui ôter son attractivité. En s’appuyant sur cet exemple, M. Snowden pourrait bien être en train de changer la donne.

(1) « An appraisal of technologies of political control », Scientific and Technological Options Assessment (STOA), Parlement européen, Strasbourg, 6 janvier 1998.

(2) Lire Philippe Rivière, « Le système Echelon », *Le Monde diplomatique*, juillet 1999.

(3) Duncan Campbell, « Somebody’s listening », *New Statesman*, Londres, 12 août 1988.

(4) « European Parliament resolution on the existence of a global system for the interception of private and commercial communications (Echelon interception system) », 5 septembre 2001.

PANIQUE AU SUD, OPTIMISME AU NORD

A Chypre, une chance pour la paix ?

Rattrapée par la crise financière mondiale, la République de Chypre subit les mesures d’austérité drastiques que lui dictent ses créanciers européens. Mais la situation actuelle pourrait constituer une aubaine : la possibilité de résoudre le conflit entre le Nord et le Sud qui déchire l’île, l’un des derniers pays de l’Union encore divisés.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
DAVID COURBET *

C’EST MATIN comme chaque lundi depuis bientôt trois mois, M. Georgio Kyriades se rend au centre de la Croix-Rouge, dans la banlieue de Nicosie, pour récupérer son sac de provisions. Dans le hall, une quinzaine de personnes attendent leur tour. Au bout d’une heure, le quadragénaire repart les bras chargés de deux sacs plastique remplis de biens de première nécessité qu’il dépose au fond du coffre de son énorme Mercedes (classe E). Comme beaucoup d’autres Chypriotes, ce père de famille a perdu son emploi à la mi-mars, au moment où le pays était rattrapé par la crise bancaire. Son entreprise, une société de transports, a fait faillite et a dû licencier ses sept salariés.

Sur l’île, le taux de chômage flirte dorénavant avec les 15 %. Jusque-là, les Chypriotes avaient été épargnés : le revenu annuel médian atteignait 16765 euros en 2008, pour une moyenne européenne de 14667 euros. Mais le nombre de familles aidées par les associations humanitaires ou par l’Eglise orthodoxe a bondi depuis quelques mois : quatre cents de plus pour la Croix-Rouge et six cents rien qu’à Nicosie pour l’Eglise, soit un total de quatre mille familles aidées.

Il y a bien un avant et un après le *haircut day*, le « jour de la tonte ». Ce fameux 16 mars 2013, Nicosie s’accordait avec la « troïka » – Commission européenne, Banque centrale européenne (BCE) et Fonds monétaire international (FMI) – pour exiger, en échange d’un prêt de 10 milliards d’euros, le pré-

* Journaliste.

lèvement sur tous les comptes bancaires d’une taxe de 6,75 % pour les dépôts de moins de 100000 euros et de 9,9 % au-delà. Avant de faire marche arrière et de ne cibler que les dépôts de plus de 100000 euros, y compris ceux des associations caritatives (1).

Nicosie doit réduire drastiquement son train de vie : augmentations d’impôts pour 600 millions d’euros, gel jusqu’en 2016 des salaires dans la fonction publique, non-remplacement de quatre fonctionnaires sur cinq partant à la retraite – l’âge de départ étant repoussé à 65 ans, avec une baisse des pensions –, vente de réserves d’or excédentaires pour 400 millions et privatisations pour au moins 1 milliard d’euros. Le produit intérieur brut (PIB) devrait régresser de 12,6 % sur la période 2013-2014, avec un plongeon de 8,7 % sur la seule année 2013... Une saignée.

Le soutien précieux de la Turquie

Cette situation contraste avec celle de la partie de l’île située au nord de la « ligne verte », sous tutelle d’Ankara depuis son invasion par l’armée turque en 1974. Reconnue uniquement par la Turquie, la République turque de Chypre du Nord (RTCN), sous embargo, reste politiquement et économiquement isolée sur la scène internationale. Avec un tiers de la surface de l’île, pour une population (environ 250000 habitants) trois fois moins importante que



PETER MARLOW.
– Partie nord de Nicosie, 2004

celle du Sud, le Nord est épargné par la crise. Son taux de croissance attendu pour 2013 est de 3,5 %, et de 4,2 % pour 2014. Le chômage est passé de 12,6 % en 2010 à 10,7 % en 2013.

Certes, le niveau de vie y est encore largement inférieur à celui des habitants de la République de Chypre, mais l’écart, d’environ 40 %, se réduit. Et pas seulement en raison des difficultés traversées par les Chypriotes grecs. En 2002, le PIB par habitant ne dépassait pas les 4409 dollars dans la république turque autoproclamée ; il atteint aujourd’hui 15942 dollars.

Le système financier a été relativement assaini après la crise turque de 2001, avec la mise en liquidation de sept banques locales. Et les autorités assurent qu’aucun esprit de revanche n’anime la RTCN devant la situation vécue par ses voisins du Sud. « *Nous sommes désolés pour les Chypriotes grecs, d’autant plus que nous avons traversé la même crise il y a dix ans* », déclare M. Hasan Güngör, conseiller spécial de la présidence. Cet ancien professeur d’économie incite le Sud à « *bien suivre les recettes du FMI, mais sans y adjoindre une politique populiste consistant à aider forcément les plus pauvres* ».

Consiente de sa dépendance envers la « mère patrie » – l’aide financière a atteint 297 millions d’euros en 2012 –, la RTCN ne semble pas pressée de s’émanciper. En atteste la construction d’un immense pipeline sous-marin reliant la Turquie au nord de l’île. Prévu pour mars 2014, le dispositif l’approvisionnera en eau douce à hauteur de 75 millions de

mètres cubes par an. De quoi stimuler l’agriculture et le commerce d’une économie « *en développement, mais toujours fragile* » – celle du Sud étant, elle, « *déclinante et... très fragile* », selon M. Güngör. Et fournir un argument de poids dans les négociations bipartites sur une hypothétique réunification de l’île, victime de sécheresses récurrentes.

Des appels du pied ignorés

L’exploitation des fonds marins pourrait aussi représenter un atout pour l’île. Selon les estimations, encore très incertaines, ils recèleraient entre 141 et 227 milliards de mètres cubes de gaz – le gouvernement du Sud parle même de 1700 milliards ! Sauf que des contraintes techniques et géopolitiques ternissent le tableau.

Aux investissements nécessaires en raison de la profondeur des gisements et du manque d’infrastructures s’ajoute l’exigence d’une collaboration avec la Turquie. Celle-ci représente un marché en pleine expansion, et la traversée de son territoire est indispensable pour raccorder le gaz chypriote au projet de gazoduc transadriatique (Trans Adriatic Pipeline, TAP) entre l’Asie et l’Europe. En outre, Ankara s’oppose toujours à la politique chypriote d’exploration, qu’il juge illégale : il a déjà envoyé des navires militaires lors d’opérations de prospection.

Voilà bientôt quarante ans que le pays est déchiré. La donne pourrait cependant changer si le Nord se posait non seulement en interlocuteur crédible, mais aussi en partenaire incontournable. D’autant que les Chypriotes grecs ne cachent pas leur déception à l’égard de cette Europe qui, lance Anna (2), politologue et économiste de Nicosie, « *nous a tendu les bras pour ensuite se servir de nous comme cobayes pour ses recettes libérales* ». Selon elle, après le rejet du plan Annan de 2004 qui visait à réunifier le pays, les Chypriotes ont tiré les leçons de leurs erreurs, et nul moment n’est plus propice à une sortie de crise qu’un choc systémique. Jusqu’à présent, la République de Chypre a toujours ignoré les appels du pied des dirigeants de la RTCN. Mais pourra-t-elle résister encore longtemps à l’argument financier ?

(1) Lire Serge Halimi, « La leçon de Nicosie », *Le Monde diplomatique*, avril 2013.

(2) Cette spécialiste qui travaille avec le Nord et le Sud a demandé à conserver l’anonymat.

Stratégie pour

(Suite de la première page.)

La victoire des néolibéraux depuis 2008 doit beaucoup au secours de la cavalerie des pays émergents. Car le « basculement du monde », ce fut aussi l’entrée dans la danse capitaliste des gros détachements de producteurs et de consommateurs chinois, indiens, brésiliens. Lesquels servirent d’armée de réserve au système au moment où il semblait à l’agonie. Rien que ces dix dernières années, la part de la production mondiale des grands pays émergents est passée de 38 à 50 %. Le nouvel atelier du monde est également devenu l’un de ses principaux marchés : dès 2009, l’Allemagne exportait davantage en Chine qu’aux Etats-Unis.

L’existence des « bourgeoisies nationales » – et la mise en œuvre de solutions nationales – se heurtent donc au fait que les classes dirigeantes du monde entier ont désormais partie liée. A moins de demeurer mentalement encalminé dans l’anti-impérialisme des années 1960, comment escompter encore, par exemple, qu’une résolution progressiste des problèmes actuels puisse avoir pour artisans des élites politiques chinoise, russe, indienne aussi affairistes et vénales que leurs homologues occidentales ?

Le reflux ne fut pourtant pas universel. « *L’Amérique latine*, relevait il y a trois ans le sociologue Immanuel Wallerstein, *a été la success story de la gauche mondiale pendant la première décennie du XXI^e siècle. Cela est vrai à deux titres. Le premier et le plus remarqué, parce que les partis de gauche ou de centre gauche ont remporté une succession impressionnante d’élections. Ensuite, parce que les gouvernements latino-américains ont pris pour la première fois de manière collective leurs distances avec les Etats-Unis. L’Amérique latine est devenue une force géopolitique relativement autonome* (2). »

Bien sûr l’intégration régionale, qui préfigure pour les plus audacieux le « socialisme du XXI^e siècle », pose les jalons, pour les autres, d’un des plus grands marchés du monde (3). Le jeu demeure néanmoins plus ouvert dans l’ancienne arrière-cour des Etats-Unis qu’à l’intérieur de l’ecto-

plasma européen. Et si l’Amérique latine a connu six tentatives de coup d’Etat en moins de dix ans (Venezuela, Haïti, Bolivie, Honduras, Equateur et Paraguay), c’est peut-être que les changements politiques impulsés par des forces de gauche y ont réellement menacé l’ordre social, transformé les conditions d’existence des populations.

Et démontré ainsi qu’il existe bien une alternative, que tout n’est pas *impossible*, mais que pour créer les conditions de la réussite il faut engager des réformes de structure, économiques et politiques. Lesquelles remobilisent des couches populaires que l’absence de perspective a enfermées dans l’apathie, le mysticisme ou la débrouille. C’est peut-être aussi comme cela qu’on combat l’extrême droite.

Comment refouler l’ordre marchand

DES transformations structurelles, oui, mais lesquelles ? Les néolibéraux ont si bien enraciné l’idée qu’il n’y avait « pas d’alternative » qu’ils en ont persuadé leurs adversaires, au point que ceux-ci en oublient parfois leurs propres propositions... Rappelons-en quelques-unes en conservant à l’esprit que plus elles semblent ambitieuses aujourd’hui, plus il importe de les acclimater sans tarder. Et sans jamais oublier que leur rudesse éventuelle doit être rapportée à la violence de l’ordre social qu’elles veulent défaire.

Cet ordre, comment le contenir, puis le refouler ? L’extension de la part du secteur non marchand, celle de la gratuité aussi, répondraient d’un seul coup à ce double objectif. L’économiste André Orléan rappelle qu’au XVI^e siècle « *la terre n’était pas un bien échangeable, mais un bien collectif et non négociable, ce qui explique la vigueur de la résistance contre la loi sur l’enclosure des pâturages communaux* ». Il ajoute : « *Même chose aujourd’hui avec la marchandisation du vivant. Un bras ou du sang ne nous apparaissent pas comme des marchandises, mais qu’en sera-t-il demain ?* » (4)

Pour contrecarrer cette offensive, il conviendrait peut-être de définir démocratiquement quelques besoins élémentaires (logement, nourriture, culture, communications, transports), de les faire financer par la collectivité et d’en offrir à tous la satisfaction. Voir, comme le recommande le sociologue Alain Accardo, d’« *étendre rapidement et continûment le service public jusqu’à la prise en charge “gratuite” de tous les besoins fondamentaux à mesure de leur évolution historique, ce qui n’est économiquement concevable que moyennant la restitution à la collectivité de toutes les ressources et toutes les richesses servant au travail social et produites par les efforts de tous* (5) ». Ainsi, plutôt que de solvabiliser la demande en augmentant fortement les salaires, il s’agirait de socialiser

l’offre et de garantir à chacun de nouvelles prestations en nature.

Mais comment éviter alors de basculer d’une tyrannie des marchés à un absolutisme d’Etat ? Commençons, nous dit le sociologue Bernard Friot, par généraliser le modèle des conquêtes populaires qui fonctionnent sous nos yeux, la Sécurité sociale par exemple, contre laquelle s’acharnent des gouvernements de toutes obédiences. Ce « *déjà-là émancipateur* » qui, grâce au principe de la cotisation, socialise une partie importante de la richesse, permet de financer les pensions des retraités, les indemnités des malades, les allocations des chômeurs. Différente de l’impôt perçu et dépensé par l’Etat, la cotisation ne fait pas l’objet d’une accumulation et, à ses débuts, fut principalement gérée par les salariés eux-mêmes. Pourquoi ne pas aller plus loin (6) ?

Délibérément offensif, un tel programme comporterait un triple avantage. Politique : bien que susceptible de réunir une très large coalition sociale, il est irrécupérable par les libéraux ou par l’extrême droite. Ecologique : il évite une relance keynésienne qui, en prolongeant le modèle existant, reviendrait à ce qu’« *une somme d’argent soit injectée dans les comptes en banque pour être redirigée vers la consommation marchande par la police publicitaire* (7) ». Il privilégie aussi des besoins qui ne seront pas satisfaits par la production d’objets inutiles dans les pays à bas salaires, suivie de leur transport en conteneurs d’un bout à l’autre de la Terre. Un avantage démocratique enfin : la définition des priorités collectives (ce qui deviendra gratuit, ce qui ne le sera pas) ne serait plus réservée à des élus, à des actionnaires ou à des mandarins intellectuels issus des mêmes milieux sociaux.

Une approche de ce type est urgente. En l’état actuel du rapport de forces social mondial, la robotisation accélérée de l’emploi industriel (mais aussi des services)

risque en effet de créer à la fois une rente nouvelle pour le capital (baisse du « coût du travail ») et un chômage de masse de moins en moins indemnisé. Amazon ou les moteurs de recherche démontrent chaque jour que des centaines de millions de clients confient à des robots le choix de leurs sorties, de leurs voyages, de leurs lectures, de la musique qu’ils écoutent. Libraires, journaux, agences de voyages en paient déjà le prix. « *Les dix plus grandes entreprises d’Internet, comme Google, Facebook ou Amazon*, relève M. Dominic Barton, directeur général de McKinsey, *ont créé à peine deux cent mille emplois*. » Mais gagné « *des centaines de milliards de dollars de capitalisation boursière* » (8).

Pour remédier au problème du chômage, la classe dirigeante risque par conséquent d’en venir au scénario redouté par le philosophe André Gorz, l’empiètement continu des domaines encore régis par la gratuité et le don : « *Où s’arrêtera la transformation de toutes les activités en activités rétribuées, ayant leur rémunération pour raison et le rendement maximum pour but ? Combien de temps pourront résister les bien fragiles barrages qui empêchent encore la professionnalisation de la maternité et de la paternité, la procréation commerciale d’embryons, la vente d’enfants, le commerce d’organes* (9) ? »

Le bus des « indignés »

S’entretenant avec Jean-Paul Sartre en 1971, l’écrivain américain John Gerassi résume de manière imagée le projet révolutionnaire de son interlocuteur dans son œuvre philosophique « *Critique de la raison dialectique* ».

C’EST dans cet ouvrage que vous avez expliqué que les révolutions naissent d’un groupe uni par la combinaison d’un rêve et d’un but. Une queue pour attendre le bus, longue, des types qui attendent, après une sale journée de travail de bureau aliénant et totalement dépourvu de sens. Un bus passe, plein à craquer, il n’y a plus de place, donc il refuse d’ouvrir ses portes. Puis vient un autre bus, tout aussi bondé, et il ignore les types qui attendent, amers. Puis, chose incroyable, un bus vide, portant la pancarte « hors service », arrive ensuite, et il est obligé de s’arrêter juste devant la queue à cause de la circulation. Tout le monde lui jette des regards concupiscents. Soudain, un des types en train d’attendre introduit sa main en travers de la porte d’entrée et force le passage. Le chauffeur hurle qu’il a fini son service. « *Où allez-vous ?* » lui demande l’agresseur. « *Au garage* », répond le chauffeur. Sachant qu’il habite sur le chemin du garage, le rebelle dit : « *Eh bien, vous n’avez qu’à me déposer au passage*. » Puis tous les autres gens de la queue viennent s’entasser à l’intérieur. Un groupe est en train de se constituer. Où habitez-vous ? D’accord, arrêtez-vous sur la 47^e Rue. Et vous ? D’accord, arrêtez-vous sur la 60^e. Et vous ? Sur la 96^e, mais quatre rues plus loin, à l’est ; il faut que j’attrape une correspondance, un autre bus, je ne peux pas marcher avec mes vieilles jambes. Eh, monsieur le conducteur, faites un détour, quatre rues plus à l’est. Mais je vais m’attirer des ennuis. Mais non, on vous fera un certificat. Et quelqu’un se met à

GUY FERRER.
– « Trois Etats du temps », 1995



écrire sur un bout de papier qu’ils sont tous responsables de la réquisition du bus, et que c’est ensemble qu’ils ont donné ordre au chauffeur de faire un petit détour pour les vieilles personnes, pour les pauvres et les nécessiteux. Ils signent tous. Et ils commencent à se parler. Où travaillez-vous ? Qu’est-ce que vous faites dans la vie ? Vous avez des enfants ? Et quand le bus a fini de déposer tous ses passagers illégaux, une toute nouvelle conception du monde est née. Une révolution ? Oui, mais très petite. Spontanée. Et extrêmement morale. Chaque passager a vu sa vie changée. Le chauffeur aussi. Lui aussi, à la fin, il riait, il chantait, il distribuait tous ses vœux de bonheur. (...)

Sartre, si on attend qu’un bus vide passe et qu’une poignée d’étrangers s’en emparent, il va falloir attendre un sacré bout de temps. Car quelle a été la suite de l’histoire ? Le lendemain, tous les passagers de ce bus étaient retournés au travail, conservant seulement le souvenir merveilleux d’avoir été un jour, ensemble, un « *groupe en fusion* », comme vous le dites, le souvenir d’avoir, un jour, conduit le bus ensemble.

John Gerassi, *Entretiens avec Sartre*, Grasset, Paris, 2011.



GUY FERRER. – « Vers l’en haut », 2008

London, *il n’y a de choix qu’entre l’ajustement structurel au service des créanciers et une forme ou une autre de leur ruine* (11). » L’annulation de tout ou partie de la dette reviendrait à spolier les rentiers et les financiers, quelle que soit leur nationalité, après leur avoir tout concédé.

Le garrot imposé à la collectivité se desserrera d’autant plus vite que celle-ci recouvrera les recettes fiscales que trente ans de néolibéralisme ont dilapidées. Pas seulement lorsque l’impôt et s’est accommodé de l’extension de la fraude, mais quand on a créé un système tentaculaire dans lequel la moitié du commerce international de biens et de services transite par des paradis fiscaux. Leurs bénéficiaires ne se résument pas à des oligarques russes ou à un ancien ministre français du budget : ils comptent surtout des entreprises aussi dorlotées par l’Etat (et aussi influentes dans les médias) que Total, Apple, Google, Citigroup ou BNP Paribas.

Optimisation fiscale, « prix de transfert » (qui permettent de localiser les profits des filiales là où les impôts sont bas), déménagement des sièges sociaux : les montants ainsi soustraits en toute légalité à la collectivité approcheraient 1 000 milliards d’euros, rien que pour l’Union européenne. Soit, dans de nombreux pays, une perte de revenus supérieure à la totalité de la charge de leur dette nationale. En France, soulignent plusieurs économistes, « *même en ne récupérant que la moitié des sommes en jeu, l’équilibre budgétaire serait rétabli sans sacrifier les retraites, les emplois*

(2) Immanuel Wallerstein, « Latin America’s leftist divide », *International Herald Tribune*, Neuilly-sur-Seine, 18 août 2010.

(3) Lire Renaud Lambert, « Le Brésil s’empare du rêve de Bolívar », *Le Monde diplomatique*, juin 2013.
(4) *Le Nouvel Observateur*, Paris, 5 juillet 2012.

(5) Alain Accardo, « La gratuité contre les eaux tièdes du réformisme », *Le Sarkophage*, n° 20, Lyon, septembre-octobre 2010.

(6) Lire Bernard Friot, « La cotisation, levier d’émancipation » ainsi que l’ensemble de notre dossier sur le revenu garanti, *Le Monde diplomatique*, respectivement février 2012 et mai 2013.

(7) Cf. « Pourquoi le Plan B n’augmentera pas les salaires », *Le Plan B*, n° 22, Paris, février-mars 2010.

(8) *Les Echos*, Paris, 13 mai 2013.

(9) André Gorz, « Pourquoi la société salariale a besoin de nouveaux valets », *Le Monde diplomatique*, juin 1990.

(10) De 116 % à 66 % du produit national brut entre 1945 et 1955 dans le premier cas, de 216 % à 138 % dans le second. Lire « Ne rougissez pas de vouloir la lune : il nous la faut », *Le Monde diplomatique*, juillet 2011.

(11) « En sortir », La pompe à phynance, 26 septembre 2012, <http://blog.mondediplo.net>

CHANGE DE CAMP

une reconquête

publics ou les investissements écologiques d'avenir (12) ». Cent fois annoncée, cent fois différée (et cent fois plus lucrative que la sempiternelle « fraude aux aides sociales »), la « récupération » en question serait d'autant plus populaire et d'autant plus égalitaire que les contribuables ordinaires ne peuvent pas, eux, réduire leur revenu imposable en versant des royalties fictives à leurs filiales des îles Caïmans.

On pourrait ajouter à la liste des priorités le gel des hauts salaires, la fermeture de la Bourse, une nationalisation des banques, la remise en cause du libre-échange, la sortie de l'euro, le contrôle des capitaux... Autant d'options déjà présentées dans ces colonnes. Pourquoi alors privilégier la gratuité, la remise à plat de la dette publique et la récupération fiscale ? Simplement parce que, pour élaborer une stratégie, imaginer son assise sociale et ses conditions de réalisation politiques, mieux vaut choisir un petit nombre de priorités plutôt que de composer un catalogue destiné à réunir dans la rue une foule hétéroclite d'indignés que dispersera le premier orage.

La sortie de l'euro mériterait à coup sûr de figurer au nombre des urgences (13). Chacun désormais comprend que la monnaie unique et la quincailleterie institutionnelle et juridique qui la soutient (Banque centrale indépendante, pacte de stabilité) interdisent toute politique s'attaquant à la fois au creusement des inégalités et à la confiscation de la souveraineté par une classe dominante subordonnée aux exigences de la finance.

Cependant, pour nécessaire qu'elle soit, la remise en cause de la monnaie unique ne garantit aucune reconquête sur ce double front, ainsi que le démontrent les orientations économiques et sociales du Royaume-Uni ou de la Suisse. La sortie de l'euro, un peu comme le protectionnisme, s'appuierait par ailleurs sur une coalition politique mêlant le pire et le meilleur, et à l'intérieur de laquelle le premier terme l'emporte pour le moment sur le second. Le salaire universel, l'amputation de la dette et la récupération fiscale permettent de balayer aussi large, voire davantage, mais en tenant à l'écart les convives non désirés.

Inutile de prétendre que ce « programme » dispose d'une majorité dans

quelque Parlement du monde que ce soit. Les transgressions qu'il prévoit incluent nombre de règles présentées comme intangibles. Toutefois, lorsqu'il s'est agi de sauver leur système en détresse, les libéraux n'ont pas manqué d'audace, eux. Ils n'ont reculé ni devant une hausse sensible de l'endettement (dont ils avaient assuré qu'elle ferait flamber les taux d'intérêt). Ni devant une forte relance budgétaire (dont ils avaient prétendu qu'elle déchaînerait l'inflation). Ni devant l'augmentation des impôts, la nationalisation des banques en faillite, un prélevement forcé sur les dépôts, le rétablissement du contrôle des capitaux (Chypre). En somme, « *quand les blés sont sous la grêle, fou qui fait le délicat* ». Et ce qui vaut pour eux vaut pour nous, qui souffrons trop de modestie... Ce n'est pourtant ni en fantasmant un retour au passé ni en espérant seulement réduire l'ampleur des catastrophes qu'on redonnera confiance, qu'on combattrà la résignation à n'avoir en définitive d'autre choix possible que l'alternance d'une gauche et d'une droite appliquant peu ou prou le même programme.

Oui, de l'audace. Parlant de l'environnement, Gorz réclamait en 1974 « *qu'une attaque politique, lancée à tous les niveaux, arrache* [au capitalisme] *la maîtrise des opérations et lui oppose un tout autre projet de société et de civilisation* ». Car il importait selon lui d'éviter qu'une réforme sur le front de l'environnement ne se paye aussitôt d'une détérioration de la situation sociale : « *La lutte écologique peut créer des difficultés au capitalisme et l'obliger à changer; mais quand, après avoir longtemps résisté par la force et la ruse, il cédera finalement parce que l'impasse écologique sera devenue inéluctable, il intégrera cette contrainte comme il a intégré les autres. (...) Le pouvoir d'achat populaire sera comprimé et tout se passera comme si le coût de la dépollution était prélevé sur les ressources dont disposent les gens pour acheter des marchandises* (14). » Depuis, la résilience du système a été démontrée quand la dépollution est à son tour devenue un marché. Par exemple à Shenzhen, où des entreprises peu polluantes vendent à d'autres le droit d'excéder leur quota réglementaire pendant que l'air vicié tue déjà plus d'un million de Chinois par an.

Réfléchir à l'assemblage des pièces

Si les idées pour remettre le monde à l'endroit ne manquent pas, comment les faire échapper au musée des virtualités inaccomplies ? Ces derniers temps, l'ordre social a suscité d'innombrables contestations, des révoltes arabes aux mouvements d'« indignés ». Depuis 2003 et les foules immenses rassemblées contre la guerre d'Irak, des dizaines de millions de manifestants ont envahi les rues, de l'Espagne à Israël, en passant par les Etats-Unis, la Turquie ou le Brésil. Ils ont retenu l'attention, mais n'ont pas obtenu grand-chose. Leur échec stratégique aide à baliser la marche à suivre.

Le propre des grandes coalitions contestataires est de chercher à consolider leur nombre en évitant les questions qui divisent. Chacun devine quels sujets feraient voler en éclats une alliance qui n'a parfois pour assise que des objectifs généreux mais imprécis : une meilleure répartition des revenus, une démocratie moins mutilée, le refus des discriminations et de l'autoritarisme. A mesure que la base sociale des politiques néolibérales se rétrécit, que les couches moyennes paient à leur tour le prix de la précarité, du libre-échange, de la cherté des études, il devient d'ailleurs plus facile d'espérer rassembler une coalition majoritaire.

La rassembler, mais pour quoi faire ? Les revendications trop générales ou trop nombreuses peinent à trouver une traduction politique et à s'inscrire dans le long terme. « *Lors d'une réunion de tous les responsables des mouvements sociaux* », nous expliquait récemment M. Artur Enrique, ancien président de la Centrale unique des travailleurs (CUT), le principal syndicat brésilien, « *j'ai regroupé les différents textes. Le programme des centrales syndicales comportait 230 points; celui des paysans,*

77; etc. J'ai tout additionné; ça nous faisait plus de 900 priorités. Et j'ai demandé : "On fait quoi, concrètement, avec tout ça ?" » En Egypte, la réponse a été donnée... par les militaires. Une majorité du peuple s'est opposée pour toutes sortes d'excellentes raisons au président Mohamed Morsi, mais, faute d'autre objectif que celui d'assurer sa chute, elle a abandonné le pouvoir à l'armée. Au risque d'en devenir aujourd'hui l'otage, et demain la victime. Ne pas avoir de plan de route revient souvent à dépendre de ceux qui en ont un.

La spontanéité et l'improvisation peuvent favoriser un moment révolutionnaire. Ils ne garantissent pas une révolution. Les réseaux sociaux ont encouragé l'organisation latérale des manifestations ; l'absence d'organisation formelle a permis d'échapper – pour un temps – à la surveillance de la police. Mais le pouvoir se conquiert encore avec des structures pyramidales, de l'argent, des militants, des machines électorales et une stratégie : quel bloc social et quelle alliance

Dans nos archives

- « Etat des lieux pour préparer une reconquête », *Serge Halimi* (mai 2013).
- « La dette, quelle dette ? », *Jean Gadrey* (juin 2012).
- « L'histoire ne repasse pas les plats », *Pierre Rimbert* (avril 2012).
- « La démondialisation et ses ennemis », *Frédéric Lordon* (août 2011).
- « La "rigueur" qu'il nous faut », *Laurent Cordonnier* (septembre 2010).

pour quel projet ? La métaphore d'Accardo s'applique ici : « *La présence sur une table de toutes les pièces d'une montre ne permet pas à quelqu'un qui n'a pas le plan d'assemblage de la faire fonctionner. Un plan d'assemblage, c'est une stratégie. En politique, on peut pousser une succession de cris ou on peut réfléchir à l'assemblage des pièces* (15). »

Définir quelques grandes priorités, reconstruire le combat autour d'elles, cesser de tout compliquer pour mieux prouver sa propre virtuosité, c'est jouer le rôle de l'horloger. Car une « *révolution Wikipédia dans laquelle chacun ajoute du contenu* (16) » ne réparera pas la montre. Ces dernières années, des actions localisées, éclatées, fébriles, ont enfanté une contestation amoureuse d'elle-même, une galaxie d'impatiences et d'impuissances, une succession de découragements (17). Dans la mesure où les classes moyennes constituent souvent la colonne vertébrale de ces mouvements, une telle inconstance n'est pas surprenante : celles-ci ne s'allient aux catégories populaires que dans un contexte de péril extrême – et à condition de recouvrer très vite la direction des opérations (18).

Toutefois, se pose aussi et de plus en plus la question du rapport au pouvoir. Dès lors que nul n'imagine encore que les principaux partis et les institutions actuelles modifient si peu que ce soit l'ordre néolibéral, la tentation s'accroît de privilégier le changement des mentalités sur celui des structures et des lois, de délaisser le terrain national, de réinvestir l'échelon local ou communautaire dans l'espoir d'y créer les quelques laboratoires des futures victoires. « *Un groupe parie sur les mouvements, les diversités sans organisation centrale, résume Wallerstein; un autre avance que si vous n'avez pas de pouvoir politique, vous ne pouvez rien changer. Tous les gouvernements d'Amérique latine ont ce débat* (19). »

On mesure cependant la difficulté du premier pari. D'un côté, une classe dirigeante solidaire, consciente de ses intérêts, mobilisée, maîtresse du terrain et de la force publique ; de l'autre, d'innombrables associations, syndicats, partis, d'autant plus tentés de défendre

leur pré-carré, leur singularité, leur autonomie qu'ils redoutent d'être récupérés par le pouvoir politique. Sans doute aussi sont-ils parfois grisés par l'illusion Internet qui leur fait imaginer qu'ils comptent parce qu'ils disposent d'un site sur la Toile. Leur « organisation en réseau » devient alors le masque théorique d'une absence d'organisation, de réflexion stratégique, le réseau n'ayant d'autre réalité que la circulation circulaire de communiqués électroniques que chacun fait suivre et que personne ne lit.

L'utopie libérale a brûlé sa part de rêve

Il importera toutefois d'exiger aussitôt d'elles que les électeurs puissent, par référendum, révoquer leurs élus avant le terme de leur mandat ; depuis 1999, la Constitution vénézuélienne comporte une telle disposition. Nombre de chefs de gouvernement ont en effet pris des décisions majeures (âge de la retraite, engagements militaires, traités constitutionnels) sans en avoir préalablement reçu mandat de leur peuple. Celui-ci obtiendrait ainsi le droit de prendre sa revanche autrement qu'en réinstallant au pouvoir les frères jumeaux de ceux qui viennent de tromper sa confiance.

Suffit-il ensuite d'attendre son heure ? « *Début 2011, nous n'étions pas plus de six personnes encore adhérentes au Congrès pour la République* [CPR], rappelle le président tunisien Moncef Marzouki. *Cela n'a pas empêché que le CPR obtienne le deuxième score aux premières élections démocratiques organisées en Tunisie quelques mois plus tard* (21)... » Dans le contexte actuel, le risque d'une attente trop

Le lien entre mouvements sociaux et relais institutionnels, contre-pouvoirs et partis, a toujours été problématique. Dès lors que n'existe plus un objectif principal, une « ligne générale » – et moins que jamais un parti ou un cartel qui l'incarnerait –, il faut « *se demander comment créer du global à partir du particulier* (20) ». La définition de quelques priorités mettant directement en cause le pouvoir du capital permettrait d'armer les bons sentiments, de s'attaquer au système central, de repérer les forces politiques qui y sont elles aussi disposées.

passive, trop poétique (*lire l'encadré page 10*) serait pourtant de voir d'autres que soi – moins patients, moins hésitants, plus redoutables – s'emparer du moment pour exploiter à leur profit une colère désespérée qui se cherche des cibles, pas forcément les meilleures. Et comme, le travail de démolition sociale ne s'interrompt jamais sans qu'on l'y aide, des points d'appui ou des foyers de résistance d'où partirait une éventuelle reconquête (activités non marchandes, services publics, droits démocratiques) risquent d'être alors anéantis. Ce qui rendrait plus difficile encore une victoire ultérieure.

La partie n'est pas perdue. L'utopie libérale a brûlé sa part de rêve, d'absolu, d'idéal, sans laquelle les projets de société se fanent puis périment. Elle ne produit plus que des privilèges, des existences froides et mortes. Un retournement interviendra donc. Chacun peut le faire advenir un peu plus tôt.

SERGE HALIMI.

- (12) « "Eradiquer les paradis fiscaux" rendrait la rigueur inutile », *Libération*, Paris, 30 avril 2013.
- (13) Lire Frédéric Lordon, « Sortir de l'euro ? », *Le Monde diplomatique*, août 2013.
- (14) André Gorz, dans *Le Sauvage*, Paris, avril 1974. Republié sous le titre « Leur écologie et la nôtre », *Le Monde diplomatique*, avril 2010.
- (15) Alain Accardo, « L'organisation et le nombre », *La Traverse*, n° 1, Grenoble, été 2010, www.les-reseignements-generaux.org
- (16) Expression de M. Wael Ghonim, cyberdissident égyptien et responsable marketing de Google.

- (17) Thomas Frank, « Occuper Wall Street, un mouvement tombé amoureux de lui-même », *Le Monde diplomatique*, janvier 2013.
- (18) Lire Dominique Pinsolle, « Entre soumission et rébellion », *Le Monde diplomatique*, mai 2012.
- (19) *L'Humanité*, Saint-Denis, 31 juillet 2013.
- (20) Cf. Franck Poupeau, *Les Méaventures de la critique*, Raisons d'agir, Paris, 2012.
- (21) Moncef Marzouki, *L'invention d'une démocratie. Les leçons de l'expérience tunisienne*, La Découverte, Paris, 2013.



IL N'Y A PAS SANS d'HUMANITÉ SOLIDARITÉ

Parce que tout ce qui est humain est nôtre, nous agissons toute l'année, en France et dans le monde, au plus près des besoins de chacun pour l'accès à l'alimentation, à la culture, aux loisirs, aux soins...

Aidez, donnez sur secourspopulaire.fr

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

roseshocking



Soutenez-nous toute l'année en devenant donateur régulier...

Coupon à remplir et à retourner au Secours populaire français, 9/11, rue Froissart - 75140 Paris cedex 03 ou au Secours populaire le plus proche de votre localité (adresses sur www.secourspopulaire.fr).

☐ **Oui, je souhaite vous soutenir régulièrement toute l'année.**
Merci de m'adresser par courrier une documentation sur le prélèvement automatique.

☐ **Je ne peux pas m'engager à long terme pour l'instant, mais je souhaite faire un don ponctuel de**
☐ 20€ ☐ 40€ ☐ 60€ ☐ autre _____ €
Je joins à ce coupon, un chèque libellé à l'ordre du Secours populaire français.

☐ **Je souhaiterais recevoir (par courrier et en toute discrétion) une documentation sur les legs, les donations et les assurances vie en faveur du Secours populaire français**

Votre don ouvre droit à une réduction d'impôt égale à 75% du montant de votre versement, dans la limite du plafond de 521€. Au-delà de ce plafond, la réduction est de 66% dans la limite de 20% du revenu imposable. Si vos dons excèdent la limite de 20%, l'excédent est reportable sur les 5 années suivantes.

Mes coordonnées*

Nom	Prénom
Adresse	
CP	Ville
Tél.	e-mail

*Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de suppression et de rectification aux données personnelles vous concernant en vous adressant à notre association, Secours populaire français - 9/11, rue Froissart - 75140 Paris cedex 03

Dons en ligne sur www.secourspopulaire.fr

PROJET MARZOUKI DE COUR CONSTITUTIONNELLE INTERNATIONALE

Obliger les Etats à tenir parole

Sanglante répression en Egypte et en Syrie, espionnage généralisé aux Etats-Unis, droit d’asile maltraité en Europe, écrasement de l’opposition en Chine : on ne compte plus les Etats qui transgressent allègrement les principes juridiques qu’ils ont ratifiés dans des traités. Sans doute le temps est-il venu de faire appliquer ces règles, non pas avec des canonniers, mais en recourant à l’arme du droit.

PAR MONIQUE CHEMILLIER-GENDREAU *

L’UN des fruits les plus étonnants et les plus inattendus du « printemps arabe » est sans doute le projet d’une Cour constitutionnelle internationale. Cette idée est née de l’amertume ressentie par M. Moncef Marzouki, actuel président de la République tunisienne (dans l’attente des institutions stables dont la Constituante doit doter le pays), face aux impasses du droit international. Sous la dictature de M. Zine El-Abidine Ben Ali, il a vu se succéder des élections organisées dans un contexte de fraude et de terreur, sans que les grands textes internationaux censés garantir les libertés publiques et la démocratie offrent un recours efficace.

Il est vrai que dans la société internationale, bien que la démocratie soit proclamée valeur universelle, il n’existe pas de moyen de la faire appliquer. C’est pourquoi il faut aujourd’hui replacer la bonne foi au centre de la politique, et obliger les représentants des Etats à mettre leurs actes en accord avec leurs engagements (1). Pour cela, un mécanisme judiciaire permettant de contrôler les dispositions et pratiques constitutionnelles

des Etats par rapport aux normes internationales en matière de droits de l’homme et de libertés démocratiques est nécessaire. Cela irait dans le sens des nombreuses Constitutions qui affirment la supériorité du droit international sur le droit interne.

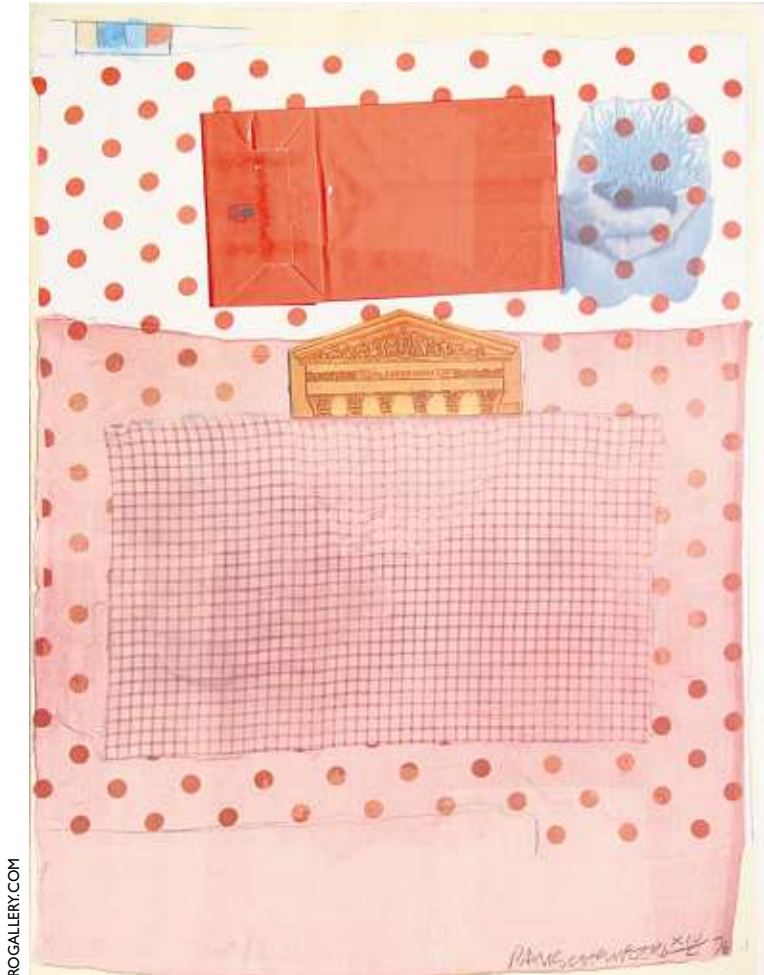
Si la bonne foi a un sens, cela implique certainement qu’on ne puisse vouloir à la fois une chose et son contraire. Si les Etats ont majoritairement adhéré à des conventions internationales disposant, par exemple, que « tout citoyen a le droit : a) de prendre part à la direction des affaires publiques, soit directement, soit par l’intermédiaire de représentants librement élus ; (...) c) d’accéder, dans des conditions générales d’égalité, aux fonctions publiques de son pays (2) », alors les dispositions constitutionnelles ou législatives nationales doivent entériner ce droit, et non y faire obstacle. Il en va de même pour le droit de toute personne à la « liberté de pensée, de conscience et de religion ». A partir de ce principe, toutes les religions doivent être respectées, mais aucune ne doit être imposée à quiconque.

Culture de l’impunité

OUBLIANT qu’ils sont engagés par ces textes qu’ils ont ratifiés, les Etats les ont considérés jusqu’ici comme des formules incantatoires. Et cela en dépit de la large adhésion à ces pactes, où se côtoient les démocraties que l’on nommait « populaires » à l’époque de la guerre froide, certains Etats plus soucieux d’endoctrinement religieux que de libertés, ou encore des dictatures caractérisées. Quant aux pays occidentaux, si fiers d’avoir été à

l’origine de ces textes, ils y voient d’ailleurs une vitrine leur permettant de passer pour vertueux qu’un véritable engagement ayant des conséquences sur leurs politiques nationales.

La dégradation des conditions dans lesquelles se déroulent les élections partout dans le monde, notamment à travers la manipulation des résultats ou le financement discutable des campagnes, la situation dans les prisons, laquelle est, dans le monde entier, une atteinte fondamentale au principe de la dignité humaine, la



ROBERT RAUSCHENBERG. – « Equal Justice Under Law » (Tous égaux devant la loi), 1976

manière dont sont traités les étrangers, si souvent en violation des principes posés par les textes sur les droits de l’homme : tout cela résulte de mesures constitutionnelles, législatives ou réglementaires édictées par les Etats dans une superbe ignorance des traités auxquels ils ont souscrit.

Le droit international ne permet pas d’empêcher cette situation. Cela tient à la forte contradiction sur laquelle est construite la Charte de l’Organisation des Nations unies (ONU), laquelle a empêché l’essor d’une communauté mondiale fondée sur des valeurs. D’un côté, elle prône le développement du droit international, mais, de l’autre, elle garantit une conception de la souveraineté qui s’oppose à tout progrès d’un droit international universel. Et lorsque ce dernier tente de s’imposer aux Etats souverains, c’est timidement, en sachant que ceux-ci ont le dernier mot, de sorte que la culture de l’impunité, assise sur le principe d’immunité, a prospéré dans le monde entier. Aucun organe judiciaire international n’est chargé de contrôler l’application des principes démocratiques par les Etats. Les organes judiciaires qui existent n’ont pas précisément cet objet, et ont une portée limitée.

La Cour internationale de justice de La Haye n’est saisie que si les deux Etats concernés par un différend ont exprimé leur accord, et rien ne peut les forcer à le faire. La Cour pénale internationale, vue comme un grand progrès, n’a pour objet que de sanctionner les crimes internationaux, et elle reste limitée par le fait que des pays parmi les plus puissants n’ont pas adhéré à son statut. Seule la Cour européenne des droits de l’homme est une instance obligatoire pour les Etats et détient le pouvoir de les condamner pour leurs violations de la Charte européenne des droits de l’homme. Mais il s’agit d’une cour régionale, à portée géographique limitée. Ainsi un vide se dessine-t-il dans l’architecture institutionnelle du monde. Le projet tunisien vient à point pour le combler sous certains aspects.

L’originalité de la cour projetée tient à ce qu’elle est centrée sur les libertés publiques – celles-là mêmes qui sont constitutives de la démocratie – en même temps que sur les droits de l’homme, dont la garantie est en elle-même un principe démocratique. Ainsi la défense de la démocratie est-elle au cœur du projet.

Les organismes internationaux existants – eux-mêmes assez peu démocratiques – n’ont fourni que des efforts bien limités pour faire mieux respecter les obligations prises par les Etats. Le Conseil des droits de l’homme, le Comité des droits de l’homme, sans oublier les organismes régionaux, n’ont pas de réels pouvoirs juridictionnels. Pourtant, les normes résultant des pactes des Nations unies ou d’autres conventions, comme celle sur les droits de l’enfant ou sur les droits des migrants, sans compter les très nombreuses résolutions des Nations unies consacrant le principe de légitimité démocratique et détaillant les obligations qui incombent

aux Etats pour le réaliser, forment aujourd’hui une véritable normativité constitutionnelle internationale. La cour imaginée par le projet tunisien a pour but de la mettre en œuvre.

Cette cour appliquerait les principes et règles relatifs à la démocratie et aux libertés publiques à travers une double fonction, consultative et contentieuse. Sur le premier plan, elle pourrait être interrogée par divers acteurs inquiets de voir se préparer une situation contraire aux principes démocratiques : les gouvernements eux-mêmes, des organisations internationales universelles ou régionales, des organisations non gouvernementales (ONG), des partis politiques, des associations nationales ou des organisations professionnelles. Tous auraient donc la possibilité de soumettre des projets de texte ou des textes en rapport avec la démocratie et les droits de l’homme à la cour. Celle-ci rendrait un avis motivé évaluant si le texte qui lui est soumis est conforme ou pas aux principes et aux règles relatifs à la démocratie et aux libertés publiques.

Sur le plan contentieux, elle pourrait être saisie par des individus (à condition qu’ils aient un soutien pétitionnaire), des organes pléniers d’organisations internationales universelles ou régionales, des ONG. Ceux-ci lui soumettraient toute atteinte grave (des faits ou des actes juridiques) aux principes démocratiques et aux conditions démocratiques des élections. L’Etat concerné serait tenu de donner suite aux décisions de conformité ou de non-conformité qu’elle rendrait.

Les juges seraient au nombre de vingt et un – ou plus, si le succès de la cour l’exigeait. Pour les mettre à l’abri de l’influence politique des Etats, ils seraient choisis au terme d’un processus en trois étapes. Les Etats auraient un rôle dans l’élaboration d’une première liste de candidats, chacun étant prié de proposer un nom. Cette liste serait soumise à un collège composé des juges à la Cour internationale de justice, de ceux à la Cour pénale internationale et des membres de la commission de droit international des Nations unies, c’est-à-dire de personnes ayant la meilleure connaissance à la fois du droit international et du milieu des juristes internationaux. Ce collège sélectionnerait sur la liste préalable quarante-deux noms parmi les plus compétents et les plus intègres. Enfin, il reviendrait à l’Assemblée générale des Nations unies de choisir les vingt et un juges parmi ceux figurant sur cette liste restreinte.

Pas de menace sur la souveraineté

AN’EN pas douter, les esprits chagrins invoqueront de multiples obstacles. Sans doute objectera-t-on qu’il existe déjà, de manière variable selon les pays et les grandes régions du monde, des recours internes et régionaux. L’argument ne saurait convaincre de l’inutilité de la nouvelle cour, dans la mesure où, à ce jour, aucune sanction juridictionnelle des violations de la normativité constitutionnelle internationale n’a été organisée. Les unions régionales (africaine ou interaméricaine) ont prévu des sanctions politiques (suspension ou exclusion de l’organisation), mais elles sont limitées aux coups d’Etat. L’Union européenne va plus loin : les articles 2 et 7 du traité sur l’Union européenne prévoient des sanctions en cas de violation des principes démocratiques en général, et les accords d’association avec les pays tiers comportent une clause démocratique dont la violation entraîne – du moins théoriquement – la suspension de l’accord. Le projet devra donc articuler le nouveau mécanisme judiciaire à ceux existant déjà. Il va de soi que la nouvelle cour ne pourra être saisie que si les justiciables ont préalablement épuisé les voies de recours que le système interne de l’Etat concerné peut leur offrir. De même, il faudra prévoir une articulation avec les procédures régionales là où il en existe.

On opposera sans doute l’argument du nécessaire respect de la souveraineté des Etats. Mais, en réalité, dans de nombreux pays où les citoyens sont tentés par des idéologies dangereusement nationalistes,

on oublie cette vérité : ce qui peut le mieux les protéger, ce sont des progrès bien contrôlés du droit international, et non sa régression. D’autant que, il faut le rappeler, si le droit international, en s’affirmant, limite le champ de la souveraineté, ce droit international est lui-même le produit d’un accord entre les souverainetés. Avec le projet de Cour constitutionnelle internationale, il n’y a pas de menace sur la souveraineté, mais seulement l’exigence que des engagements pris en toute souveraineté soient respectés.

L’Union africaine a déjà voté une résolution de soutien à ce projet. Il sera présenté à l’Assemblée générale des Nations unies à l’automne 2013. Les citoyens du monde soucieux de voir progresser réellement la démocratie ont une grande responsabilité : celle d’obtenir le soutien de ce que l’on nomme la « société civile », mais aussi des instances nationales et des partis politiques attachés au progrès véritable de la démocratie. Il ne restera plus aux Etats qu’à l’adopter, sauf à afficher, toute honte bue, leur choix de la mauvaise foi.

(1) Article 26 de la convention de Vienne sur le droit des traités du 29 mai 1969 : « Pacta sunt servanda [« les conventions doivent être respectées »]. Tout traité en vigueur lie les parties et doit être exécuté par elles de bonne foi. » Cette convention a été ratifiée par cent treize pays, mais elle est considérée comme ayant codifié des règles coutumières, qui ont donc une valeur normative même pour ceux qui n’y ont pas adhéré formellement.

(2) Article 25 du pacte des Nations unies pour les droits civils et politiques.

LA RÉSISTANCE SPIRITUELLE

Témoignage

Chrétien

www.temoignagechretien.fr

Supplément mensuel spécial été

Penser le bonheur aujourd’hui

Parce qu’un monde sans témoignages est un monde qui meurt, *Témoignage chrétien* agite les consciences depuis 72 ans.

Changez de regard avec le nouveau *Témoignage chrétien*.

OFFRE SPÉCIALE DÉCOUVERTE

12 hebdos + 3 suppléments + accès web en renvoyant ce coupon + règlement à TC : 28 rue Raymond Losserand – 75014 Paris

3 mois 30€ au lieu de 38€

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Téléphone _____ Courriel _____

☐ Je fais découvrir gratuitement à un proche un exemplaire du supplément d’avril 2013 consacré à la fraternité (TC l’enverra à l’adresse indiquée ci-dessous) :

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

MDV613

Imprimerie du Monde
12, r. M.-Gunsbourg
98852 IVRY

OJD
PRESSE PAYANTE
2009

IMPRIM'VERT

Commission paritaire des journaux et publications : n° 0514 1 86051
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts :
Paris : 0 805 050 147
Banlieue/province : 0 805 050 146.

LA BOURSE DE TORONTO SÉDUIT LES SOCIÉTÉS DE PROSPECTION ET D'EXTRACTION

L'industrie minière reine du Canada

La frénésie extractive qui conduit à fouiller le sous-sol canadien pour en tirer hydrocarbures, charbon et métaux défraie régulièrement la chronique, comme en juillet dernier, après l'explosion à Lac-Mégantic d'un train gorgé de pétrole. Mais Toronto s'est également spécialisé dans une facette moins connue de cette activité : la cotation boursière des géants miniers mondiaux, à l'abri d'un paradis fiscal et judiciaire.

PAR ALAIN DENEAULT
ET WILLIAM SACHER *

« **D**E manière générale, dans l'industrie minière, les capitaux à risque viennent du Canada », assène, sur le ton de l'évidence, l'ingénieur belge René Nollevaux, gestionnaire d'une mine de cuivre dans la province congolaise du Katanga (1). De fait, 75 % des sociétés minières mondiales (diamants, or, cuivre, cobalt, uranium...) choisissent ce pays comme lieu d'enregistrement, et 60 % de celles qui émettent des actions en Bourse s'inscrivent au Toronto Stock Exchange (TSX). Entre 2007 et 2011, 220 milliards de dollars canadiens (près de 157 milliards d'euros) y ont été consacrés au financement par actions du secteur minier – plus du tiers du total mondial –, ce qui place Toronto loin devant son concurrent direct, le London Stock Exchange (LSE). En 2011, 90 % des actions émises par cette industrie dans le monde ont été administrées par le TSX (2).

Cette prouesse, que le gouvernement fédéral présente comme un « *moteur de la prospérité canadienne* » (3), met à mal l'image complaisante que le pays s'attache à donner de lui-même depuis des décennies : celle d'une contrée paisible œuvrant pour le bien de l'humanité. A travers le monde, des commissions parlementaires, des cours de justice, des panels d'experts de l'Organisation des Nations unies (ONU), des observateurs indépendants et des reporters chevronnés s'évertuent à dénoncer les abus, sinon les crimes, commis ou soutenus par les compagnies minières implantées au Canada. Corruption, évasion fiscale, pillage institutionnalisé, pollution massive, atteintes

à la santé publique, expropriations violentes, meurtres de manifestants, complicité dans le viol et l'assassinat d'opposants aux projets miniers, poursuites-bâillons, criminalisation de la contestation politique, trafic d'armes... la liste n'en finit pas.

Le Canada accueille l'industrie minière à bras ouverts. Mieux : il aménage sa réglementation et sa fiscalité de façon à favoriser son financement et à la protéger sur les plans judiciaire et diplomatique. C'est ainsi qu'Australiens, Israéliens, Suédois, mais aussi Belges, Américains, etc., viennent y enregistrer leurs sociétés d'exploration ou d'exploitation. Pas seulement pour profiter des richesses naturelles du pays, mais aussi pour exploiter celles qu'ils ont acquises en Equateur, au Chili, en Zambie, au Burkina Faso, en Indonésie ou en Roumanie. Près de la moitié des projets miniers cotés au TSX se trouvent hors du Canada, et de nombreuses sociétés inscrites à Toronto ne possèdent aucune concession dans le pays.

Ce qui attire tant les sociétés minières, c'est tout d'abord la facilité avec laquelle une entreprise peut coter en Bourse et mettre en valeur des gisements présumés. Une très large majorité des mille six cents sociétés minières de Toronto sont des *juniors*, autrement dit des sociétés qui se consacrent exclusivement à l'exploration et à l'identification de nouveaux gisements. Souvent de petite taille, elles ne possèdent pas les ressources financières, techniques, humaines et politiques nécessaires pour exploiter des mines industrielles. Elles tirent donc leurs profits de la spéculation boursière autour de leurs gisements présumés.

Escrocs jamais condamnés

Au Sud, les *juniors* ont bénéficié des réformes impulsées par la Banque mondiale dans les années 1980 et 1990, qui ont instauré le système du libre-service minier (ou *free mining*), garantissant aux entreprises un accès illimité aux sous-sols. Lorsque, après un dur labeur de prospection, ou plus souvent grâce à l'achat d'informations auprès d'acteurs locaux, une *junior* découvre un gisement rentable, elle finit le plus souvent par se vendre à une *major*, une société d'exploitation, lui cédant ainsi un projet « prêt à développer » au terme d'une juteuse opération boursière. Cette pratique est mondialement intégrée, au point que des entreprises d'Etat chinoises, au même titre que les *majors* occidentales, achètent aujourd'hui des *juniors* torontoises en Amérique latine et en Afrique.

Depuis le début de l'activité autour de titres miniers canadiens, au milieu du XIX^e siècle, Toronto a été le théâtre de nombreuses fraudes et scandales liés à des *juniors*. Dans les années 1960, des rumeurs sans fondements à propos d'une découverte de cuivre, d'argent et de zinc suscitèrent un emballement pour le titre de la société Windfall, mettant la Bourse sens dessus dessous ; dans les années 1990, Bre-X, une société d'exploration de Toronto, saupoudra d'or ses échantillons de roches pour faire croire qu'ils provenaient d'un gisement de grande qualité... Les responsables de ces escroqueries n'ont jamais été condamnés par la justice canadienne.

Toronto se révèle ainsi pour ces sociétés un véritable temple du capital-risque

* Auteurs de *Paradis sous terre. Comment le Canada est devenu une plaque tournante pour l'industrie minière mondiale*, Ecosociété - Rue de l'Echiquier, Montréal-Paris, 2012.



LOUIS-PIERRE BOUGIE. – « Paysage troué », 2007

Des règles particulièrement ambiguës favorisent la conquête de nouveaux espaces d'exploitation minière, dans un contexte où la montée en puissance des pays émergents a fait exploser la demande en ressources minérales – la Chine a par exemple multiplié sa consommation par dix-sept au cours des vingt dernières années. Il arrive que les *juniors* investissent davantage dans des campagnes marketing auprès d'éventuels investisseurs que dans la recherche de nouveaux gisements – un procédé qui ouvre la porte aux escroqueries déjà évoquées.

Autre avantage pour les sociétés minières : les autorités canadiennes, fédérales et provinciales, incitent les petits épargnants à investir dans le secteur par des politiques fiscales sur mesure. Les « actions accréditives », qui permettent aux détenteurs de titres miniers de bénéficier de niches fiscales exceptionnelles, ont constitué le fer de lance de la promotion par le gouvernement du secteur de l'exploration. Les fonds de retraite, les compagnies d'assurances, les banques – c'est-à-dire les institutions auxquelles les épargnants canadiens confient leurs avoirs – et les particuliers, soutenus par le gouvernement, investissent massivement dans les activités minières, fournissant les capitaux qui permettent de financer des projets d'exploration et d'exploitation dans le monde entier. Quelque 185 sociétés torontoises sont actives en Afrique, 286 en Amérique latine, 315 en Europe et 1275 aux Etats-Unis (4).

La diplomatie et les diverses agences de coopération canadiennes, elles aussi, multiplient les services rendus à l'industrie minière. Elles ne ménagent pas leurs efforts pour mettre sous pression les autorités des pays où agissent les sociétés torontoises afin qu'elles participent – en recourant à la violence, s'il le faut – aux expropriations nécessaires. Elles les incitent également à créer des codes miniers sur mesure, à aménager le territoire conformément à leurs intérêts, à leur donner accès aux ressources énergétiques et hydrauliques ainsi qu'aux réseaux de transport. S'il est difficile de mesurer précisément cette influence, certains exemples sont parlants. L'Agence canadienne de coopération internationale a ainsi financé la réforme du code minier au Pérou et en Colombie, ou encore un grand barrage au Mali, lequel alimente en énergie les exploitations minières de l'ouest du pays...

Pour l'industrie, le Canada s'apparente enfin à un paradis judiciaire. Certes, selon les règles de la Bourse de Toronto, les compagnies minières doivent divulguer publiquement toute information relative à l'instabilité politique et aux méfaits environnementaux qu'elles provoquent... mais seulement si ces faits sont de nature à affecter la valeur de leur action. De façon plus marquante encore, les possibilités d'obtenir justice auprès des tribunaux canadiens pour les nombreux abus des sociétés minières sont réduites, ce qui suscite l'ire de plusieurs organisations internationales. L'Oxford Pro Bono Publico s'étonne des difficultés rencontrées par les citoyens qui veulent poursuivre des entreprises canadiennes au civil hors des frontières nationales (5). L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), quant à elle, reproche au

gouvernement canadien de ne pas sanctionner comme il s'y était engagé les entreprises installées à Toronto qui se révèlent coupables de corruption politique à l'étranger.

Des experts de l'ONU enjoignent même au Canada d'enquêter sur les entreprises qui ont contrevenu aux principes directeurs de l'OCDE en matière éthique : « *Les principes directeurs de l'OCDE offrent (...) un mécanisme qui permet de porter à l'attention des gouvernements des pays d'origine, c'est-à-dire des pays où ces entreprises sont enregistrées, les violations, par elles, de ces principes. Les gouvernements dont la juridiction s'exerce sur ces entreprises se rendent coupables de complicité en ne prenant pas les mesures correctives nécessaires* », écrivent sans équivoque les observateurs onusiens (6). Pour toute réponse, le gouvernement conservateur de M. Stephen Harper (7) a émis en mars 2009 une directive intitulée « Renforcer l'avantage canadien », qui prévoit la mise à disposition d'un « conseiller en éthique » privé de tout pouvoir...

Dans l'organisation de cette industrie, les *juniors* servent à défricher le terrain, non seulement au sens propre, mais aussi sur le plan politique et économique. Véritables « poissons-pilotes », ces petites entreprises sont les premières à se heurter aux résistances que peuvent susciter la présence et l'activité de sociétés minières. La législation canadienne les protège donc contre d'éventuelles poursuites. Mais elle offre aussi un havre au secteur de l'explo-

tation et à ses *majors* : elle leur permet de répondre à la tendance au gigantisme minier et d'ignorer impunément les lourdes conséquences socio-environnementales et sanitaires que celui-ci implique.

Les méga-exploitations à ciel ouvert produisent en effet des déchets toxiques en masse et peuvent ainsi saccager des régions pour des siècles. Mais jamais les investisseurs de la Bourse de Toronto ne seront informés de ces conséquences, puisque les règles de celle-ci garantissent le silence en la matière. Et quand les citoyens, à force d'une lutte acharnée, réussissent à rendre ces faits visibles dans les médias internationaux, les géants miniers peuvent être sûrs que les tribunaux canadiens ne donneront jamais suite à d'éventuelles poursuites judiciaires intentées contre eux.

(1) Citation tirée du film de Thierry Michel *Katanga Business*, Les Films de la Passerelle, Liège, 2009.

(2) « A Capital Opportunity : Mining », Toronto Stock Exchange, 2012, www.tmx.com

(3) « Renforcer l'avantage canadien : stratégie de responsabilité sociale des entreprises (RSE) pour les sociétés extractives canadiennes présentes à l'étranger », ministère des affaires étrangères et du commerce international, Ottawa, mars 2009, www.international.gc.ca

(4) *Ibid.*

(5) « Obstacle to justice and redress for victims of corporate human rights abuse », Oxford Pro Bono Publico, université d'Oxford, 3 novembre 2008.

(6) « Rapport final du groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo », S/2002/1146, § 170, ONU, 16 octobre 2002, www.un.org.

(7) Lire Marc-Olivier Bherer, « La diplomatie belliqueuse d'Ottawa », *Le Monde diplomatique*, février 2009.



CENTRE D'ÉTUDES
DIPLOMATIQUES ET STRATÉGIQUES

Organisme doté du statut consultatif auprès du Conseil Économique et Social des Nations Unies

Cycle d'Enseignement
Diplomatique Supérieur

• Diplomates, fonctionnaires internationaux, membres du corps consulaire, officiers et cadres supérieurs.

• Enseignement spécialisé en diplomatie le mardi matin et le mercredi après-midi.

• Formation sanctionnée par un MA in Diplomacy.

De novembre 2013 à juin 2014

www.ceds.fr - contact@ceds.fr

54, avenue Marceau • 75008 Paris • Tél : +33 (0)1 47 20 57 47

Santiago en

« Nous ne devons pas laisser l’Amérique latine penser qu’elle peut emprunter ce chemin sans en subir les conséquences », martèle le président américain Richard Nixon devant le Conseil national de sécurité le 6 novembre 1970. L’avant-veille, le président socialiste Salvador Allende a pris ses fonctions. La coalition qui a porté la gauche au pouvoir est fragile, et la Maison Blanche bien décidée à « faire hurler » l’économie du pays. Après des mois de déstabilisation (manœuvres institutionnelles, grèves patronales, manifestations, tentatives de coup d’Etat, etc.), l’armée chilienne intervient. Elle est soutenue par la presse, par l’organisation fasciste

Patrie et Liberté, par le Parti national et par les Etats-Unis. Le 11 septembre 1973, elle bombarde le palais présidentiel. Quelques heures avant sa mort, au cours d’une ultime allocution radiophonique, Allende déclare : « Ils ont la force, ils pourront nous asservir ; mais on n’arrête pas les mouvements sociaux, ni par le crime ni par la violence. » Débute alors l’une des dictatures les plus brutales qu’ait connues l’Amérique latine : plus de trois mille morts, près de trente-huit mille personnes torturées et des centaines de milliers d’exilés. Quelques jours après le coup d’Etat, le réalisateur Bruno Muel se rend sur place, pour témoigner...

PAR BRUNO MUEL *

J’AI APPRIS la nouvelle du coup d’Etat par la radio, le matin du 12 septembre 1973, et j’ai pris la décision de partir filmer au Chili. J’ai appelé Théo Robichet, avec la certitude qu’il serait d’accord. Théo était preneur de son, j’étais preneur d’images. Nous étions à l’époque engagés dans l’aventure des groupes Medvedkine, lancée en 1967 à Besançon par Chris Marker et qui se poursuivait à Sochaux. Avec nos amis, ouvriers à la chaîne chez Peugeot, comme dans tous les groupes militants, nous parlions souvent du Chili. Ce qui se passait là-bas nous était proche.

Arrivés à Buenos Aires, nous avons pris le premier avion pour Santiago, aux côtés des opposants à l’Unité populaire ravis de regagner leur pays. En passant la cordillère des Andes enneigée, ils ont sablé le champagne en hurlant et en chantant.

Sur du papier à en-tête d’une télévision anglo-saxonne, nous avons rédigé une belle accréditation et nous avons bardé d’auto-collants caméra et magnéto. Heureusement, le service de presse de l’armée chilienne était novice en la matière et nous a délivré sans poser de questions une carte de presse bricolée sur un carton.

Nous n’avions que quelques numéros de téléphone, dont ceux de Pierre Kalfon, correspondant du *Monde* à Santiago, d’un jeune avocat chilien dont je n’ai pas retenu le nom et d’une Française expatriée.

Les militaires gardaient la sortie de Santiago et quadrillaient la ville. Si l’ordre avait été « rétabli », l’ambiance était lourde. La ville était soumise à un couvre-feu intégral, et, du coucher du soleil à l’aube, nous étions consignés dans le vaste hôtel où des journalistes du monde entier arrivaient de plus en plus nombreux. La junte organisa une visite guidée à l’intérieur du Stade national. Le lendemain nous sommes revenus filmer devant les grilles les visages angoissés des familles.

Pour rencontrer ceux qui acceptaient de témoigner, nous devions nous déplacer discrètement, notre matériel dissimulé dans des sacs de voyage. C’est ainsi que notre ami avocat nous a fait entrer dans un immeuble de bureaux déserté où nous avons retrouvé deux jeunes femmes brésiliennes. Avec pour seule lumière l’angle d’une fenêtre, je m’étais assis par terre. En regardant ces beaux visages avec l’œil de ma caméra et en écoutant ce qu’elles nous disaient, il me semblait m’enfoncer dans le sol sous le poids de leurs paroles.

Celles et ceux qui prenaient le risque de parler à visage découvert avaient un message à délivrer, et les mots leur venaient avec la

* Réalisateur avec Théo Robichet et Valérie Mayoux de *Septembre chilien* (inclus dans le coffret DVD *Les Groupes Medvedkine*, Montparnasse, Paris, 2006).



force de la nécessité : il ne s’agissait pas d’interviews, mais de déclarations. Le soir, confinés dans notre hôtel, nous ne parlions pas de ce que nous avions vu et entendu dans la journée ; nous ne pouvions pas en parler. C’était, dans nos têtes aussi, le black-out.

Au bout d’une dizaine de jours, il est devenu difficile de tourner dans les rues. De plus en plus souvent, les militaires nous arrêtaient, nous demandaient nos papiers, regardaient avec méfiance notre ridicule carte de presse. Un matin, après un entretien filmé dans la minuscule cour d’une maison avec deux étudiants de l’Université technique, j’ai dit à Théo : « Je crois que nous avons mis notre film en boîte. Il est temps de partir. »

La veille, nous avons filmé l’enterrement de Pablo Neruda. Nous ne savions pas que nous allions assister à la première manifestation publique d’opposition aux militaires putschistes. Une demi-heure avant la cérémonie, nous attendions devant le cimetière quand deux camions bourrés de soldats en armes sont passés au milieu des gens qui commençaient à s’approcher ; puis ils sont repartis, et la foule a grossi.

Bien sûr, tout le monde s’est demandé s’ils n’allaient pas revenir et tirer. La présence de nombreuses caméras et de

Les étudiants dépo

En septembre 2011, les étudiants chiliens, soutenus par de larges pans de la société, se révoltaient contre le coût exorbitant de l’éducation supérieure. Et mettaient fin à un long reniement.

PAR CAMILA VALLEJO *

DURANT des décennies, les forces progressistes chiliennes ont traité Salvador Allende en icône. On soulignait ses qualités personnelles et humaines ; on louait son attitude héroïque lors du coup d’Etat du 11 septembre 1973 : n’était-il pas mort les armes à la main ? Mais une telle célébration s’employait généralement à taire les volontés – et les réussites – de son gouvernement de l’Unité populaire (UP), une coalition allant des communistes aux sociaux-démocrates.

Or les manifestations étudiantes de 2011, les plus importantes depuis le retour à la démocratie en 1990, et l’émergence de nombreux mouvements sociaux (syndicaux, écologistes, etc.) à travers le pays (1) ont bousculé la gauche. Elles ont remis au goût du jour la nécessité de transformations structurelles profondes et élargi l’horizon de ce qu’il était possible d’exiger. Non seulement une éducation « gratuite et de qualité », mais également les moyens de l’obtenir : réforme fiscale, renationalisation du cuivre et surtout fin du modèle néolibéral inscrit dans la Constitution de 1980 – approuvée sous la dictature par la convocation d’une

* Présidente de la Fédération des étudiants de l’université du Chili (FECH) lors des manifestations de 2011. Candidate à un siège de député pour le Parti communiste chilien aux élections générales du 17 novembre 2013.



15 septembre



« Septembre chilien » ressortira sur les écrans le 2 octobre prochain. Il est programmé avec « Les Enfants des mille jours » de Claudia Soto et Jaco Bidermann. Avant-première le 11 septembre au Nouveau Latina (20, rue du Temple, 75004 Paris).

diplomates étrangers les a sans doute conduits à y renoncer. Et, au-dessus de cette masse humaine qui avait chanté *L'Internationale*, d'entre les tombes ont jailli des lambeaux de poèmes de Neruda, déclamés à tue-tête.

P our notre dernière soirée au Chili, ceux qui s'étaient risqués à nous guider ont voulu nous organiser une petite fête – en dépit du couvre-feu. Ils décidèrent qu'au lieu d'une soirée, ce serait une nuit entière. Chacun apportant à boire et à manger, nous nous sommes retrouvés à nouveau dans un immeuble désert dont tous les bureaux étaient fermés. Quelqu'un s'était muni d'un tourne-disque, et nous avons écouté Víctor Jara (1) et ceux dont la musique avait accompagné l'Unité populaire. Ceux que les militaires se préparaient à interdire.

Et puis, un peu avant la fin du couvre-feu, un tremblement de terre fit tinter verres et bouteilles. Il y eut un peu de vaisselle cassée, des portes battirent, notre équilibre devint très instable. Ce n'était pas une grosse secousse, et les Chiliens sont habitués. Mais nous sommes descendus en formant une file indienne un peu zigzagante, et nous avons ouvert la lourde porte vitrée

donnant sur la rue. Un spectacle étrange nous attendait. Les rares habitants du quartier étaient sortis comme nous, en pyjama, en chemise de nuit, une robe de chambre ou un manteau enfilé à la va-vite, et les soldats qui étaient censés tirer sur tout ce qui bougeait ne savaient plus quoi faire, tournant eux-mêmes en rond dans la lumière blafarde de l'aube naissante.

A l'aéroport de Santiago, nous avons passé la douane, enregistré les caisses de matériel, les cartons de pellicules et de bandes-son de nos derniers tournages – nous avions pu confier à des pilotes d'Air France nos premières bobines. Nous attendions dans la salle d'embarquement lorsque mon nom fut appelé par haut-parleur. J'y allai, pas très rassuré. Je le fus encore moins en voyant nos caisses et nos cartons entassés sur un comptoir derrière lequel trônaient trois officiers de l'armée chilienne. Sans chercher à voir ma carte de presse ou mes accréditations, le plus haut gradé me demanda gravement ce que nous avions vu au Chili. Je bredouillai que nous avions trouvé Santiago très calme...

BRUNO MUEL.

(1) Chanteur et compositeur communiste, soutien du gouvernement de Salvador Allende, Jara fut torturé et assassiné quelques jours après le coup d'Etat militaire.



Mille jours

4 septembre 1970

Candidat de l'Unité populaire (UP), Salvador Allende est élu à la présidence du Chili avec 36,3 % des voix contre 35 % au démocrate-chrétien Jorge Alessandri.

22 octobre 1970

Tentative d'enlèvement du général loyaliste René Schneider, qui succombera à ses blessures.

26 octobre 1970

L'élection d'Allende est ratifiée par le Congrès.

4 novembre 1970

Prise de fonctions d'Allende et mise en œuvre des « quarante mesures du gouvernement populaire ».

15 juillet 1971

Nationalisation des mines de cuivre.

Décembre 1971

Première grande mobilisation des « casseroles vides » orchestrée par la droite.

Octobre 1972

Les manœuvres de déstabilisation s'intensifient et fragilisent l'unité du gouvernement. Elles culminent par une grève des camionneurs qui paralyse le pays.

Novembre 1972

Grâce à la mobilisation populaire et aux efforts déployés, la crise est surmontée. Allende entame une tournée dans le monde qui le mènera jusqu'à la tribune des Nations unies. Il y dénonce les attaques que subit son gouvernement, notamment de la part d'entreprises américaines.

Mars 1973

L'UP obtient 43,4 % des votes aux élections législatives.

29 juin 1973

Un régiment d'artillerie se soulève et assiège le palais du gouvernement (au moyen de tanks et autres véhicules lourds) : c'est le *tanquetazo*, un échec qui aura servi de répétition...

Août 1973

La Démocratie chrétienne dénonce la nature « anticonstitutionnelle » du gouvernement de l'UP.

11 septembre 1973

Coup d'Etat mené par Augusto Pinochet, avec le soutien de Washington.

ussièreent une icône

assemblée constituante. De nouveau, on a vu l'effigie d'Allende dans les rues. Mais, cette fois, il ne s'agissait plus de saluer une icône : les manifestants affirmaient se reconnaître dans le projet politique qu'il incarnait et qu'il incarne toujours.

Allende parvient au palais présidentiel de La Moneda, en 1970, après trois tentatives électorales infructueuses. Militant socialiste, il a toujours œuvré à la plus ample convergence des forces populaires opposées aux forces impérialistes et à l'oligarchie. Dans une Amérique latine déchirée par les guérillas, il propose d'ouvrir une « voie pacifique » vers la transformation sociale, alors même que son propre parti a pris acte, lors du congrès de Chillán, en 1967, du verrouillage de la voie institutionnelle, préférant appeler à la lutte armée.

Cette vision distingue Allende et lui a finalement permis d'amorcer un ambitieux programme politique : « Nous avons triomphé avec pour mission de renverser définitivement l'exploitation impérialiste, d'en finir avec les monopoles, de réaliser une réforme agraire profonde et digne de ce nom, de contrôler le commerce d'importation et d'exportation et de nationaliser, enfin, le crédit. Autant de piliers qui soutiendront le progrès au Chili, créant le capital social susceptible d'impulser notre développement », devait-il déclarer au balcon de la Fédération des étudiants de l'université du Chili (FECH), le soir de sa victoire.

Les mille jours de l'UP constituent à la fois un processus inédit d'ouverture politique et un grand sacrifice pour le peuple chilien. Ce sont mille jours au cours desquels partis politiques, syndicats, cordons industriels (organes autogérés des travailleurs) (*lire dans notre dossier en ligne l'article de Franck Gaudichaud*) et comités d'approvisionnement et de contrôle des prix (Juntas de Abastecimiento y Precios, JAP) ont uni leurs forces pour faire éclore un pouvoir populaire en mesure de répondre aux tentatives de déstabilisation du capital étranger et des intérêts impérialistes (*lire dans notre dossier en ligne l'article d'Armand Mattelart*).

L'expérience de l'UP n'a pas échoué : elle a été interrompue. Et la figure d'Allende n'est pas celle d'un président idéaliste laissant derrière lui un processus politique condamné. Elle incarne l'audace politique : celle qui a affirmé la modernité



du projet de transformation révolutionnaire de la société, non seulement au Chili, mais sur tout le continent. Et elle a tracé ainsi une voie qu'a depuis empruntée une grande partie de l'Amérique du Sud, quoique dans un autre contexte, marqué par d'autres rapports de forces géopolitiques. Chaque avancée de ces gouvernements progressistes les rapproche un peu plus d'Allende.

Car évoquer le nom de Salvador Allende, ce n'est pas seulement parler du passé. C'est penser le présent, et préparer l'avenir.

CAMILA VALLEJO.

(1) Lire Victor de La Fuente, « En finir (vraiment) avec l'ère Pinochet », La valise diplomatique, 24 août 2011, www.monde-diplomatique.fr, et Hervé Kempf, « Au Chili, le printemps des étudiants », *Le Monde diplomatique*, octobre 2011.

Notre dossier « Chili 1973 » est à lire sur le blog Americas <http://blog.mondediplo.net/-Americas->

JOURNALISTES OU ANIMATEURS ?

Forums locaux pour renflouer la presse nationale

Le rachat du vénérable « Washington Post » par M. Jeffrey Bezos, fondateur du site de vente en ligne Amazon, met en lumière la vulnérabilité de la presse écrite. En France, des journaux vendent des prestations événementielles aux collectivités locales pour tenter d'équilibrer leurs comptes.

PAR JULIEN BRYGO *

VENDREDI 29 MARS 2013. La nuit tombe sur le Théâtre national de Bretagne (TNB), au cœur de Rennes. La première journée du forum de *Libération* se termine. Jusqu'au lendemain, l'équipe du quotidien anime plus de cinquante rencontres sur le thème « La confiance règne ? ». A 20h 10, devant l'entrée du théâtre gracieusement prêté par la municipalité, arrive le président-directeur général de Total. M. Christophe de Margerie est hilare. Il s'apprête à rencontrer son « opposante » du lendemain, la journaliste américaine Alison Smale, membre du club de Davos et directrice de la rédaction de l'*International Herald Tribune*. « *Moi, j'adore les forums de Libé !*, nous déclare-t-il. *La dernière fois, à Rennes, j'ai été opposé à Erik Orsenna. Bon, ça n'était pas une opposition... Mais j'ai fait le forum de Lyon aussi, contre M^{me} Duflot. Et puis je me suis coltiné le moustachu aussi, oui, M. Bové...* » On ne peut plus l'arrêter. « *Le but est de participer et d'aider* », explique-t-il. A l'évocation de la donation du groupe Total au journal *Libération*, il est pris d'un fou rire : « *Sans nous, ils sont morts, à Libé ! Oui, c'est dans cette fourchette : 50 000 euros. Nous, on aime bien Libé, alors on aide !* » Les portes du TNB se referment.

« On a l'impression que le monde vient à nous »

La formule du forum consiste pour les collectivités locales à acheter à un journal parisien l'organisation d'un événement public susceptible de propulser leur ville, le temps d'un week-end, au rang de capitale intellectuelle régionale où débattent des politiques, des savants, des journalistes... Pour les titres engagés dans cette activité riche en subventions publiques, il s'agit certes de mettre en valeur leur « marque », mais surtout de générer des recettes susceptibles de contrebalancer la baisse de leurs ventes (1).

« *Sans les forums, nous serions en dépôt de bilan* », a admis M^{me} Anne Lauvergeon, présidente du conseil de surveillance de *Libération* (*Les Echos*,

19 avril 2013). En 2009, le quotidien n'en avait organisé que deux, à Rennes et à Grenoble. En 2013, il en aura planifié pas moins de onze, d'ampleur variable, à Grenoble, Rennes, Marseille, Strasbourg, Lille, Montpellier, Nancy, Bobigny, Vitry, Toulouse ou encore Avignon. Ajoutée aux quelque 9,9 millions d'euros d'aide directe à la presse (2) perçus en moyenne chaque année depuis 2009, cette manne maintient le journal à flot et rassure ses créanciers.

Les forums se sont révélés si fructueux que l'idée, lancée par *Libération* en 2007, a été copiée par les hebdomadaires *Le Nouvel Observateur*, *Marianne* et *Le Point*. Premier temps : proposer aux collectivités locales l'organisation d'une prestation événementielle de portée nationale sous la forme d'un débat politico-mondain ouvert au public – animé par des personnalités en vue et relayé dans les colonnes du journal –, en la présentant comme un atout précieux dans la concurrence territoriale entre métropoles. Deuxième temps : utiliser son carnet d'adresses journalistique pour réunir plusieurs dizaines d'hommes politiques nationaux, d'intellectuels et d'experts (souvent habitués des pages « débats »), sans oublier un dirigeant syndical ou un essayiste radical, autour d'un « thème panier » croisant actualité, généralité et action publique : « la jeunesse », « l'alimentation », « l'innovation », « la crise »...

Lorsqu'il accroche un client, un titre de presse peut espérer drainer des subventions lucratives, mais aussi des donations de sponsors privés, à charge pour ses salariés de mener les « débats ». Les guillemets sont ici de mise, car, pour les formations politiques locales minoritaires, ces ambitieuses rencontres sont davantage une « opération politique », voire une « mascarade », qu'une véritable confrontation d'idées (3).

Le soutien des collectivités locales se traduit d'abord par l'achat d'encarts publicitaires. Rennes Métropole, la communauté urbaine de Rennes, a ainsi déboursé 300 000 euros par an, dont 200 000 euros de publicité pour annoncer les cinq forums de *Libération* dans les pages de... *Libération*. Soit 1,5 million d'euros en cinq ans. A Grenoble, l'organisation du forum représente chaque année depuis 2007 entre 130 000 et 150 000 euros d'argent public, selon le cabinet du maire. Et Rennes et Grenoble ne sont plus des cas isolés : la région Ile-de-France a versé 1,5 million d'euros au quotidien pour la tenue de cinq forums entre 2012 et 2014.

Peu importe si les « grands noms » réunis par *Libération* attirent des milliers de personnes, comme à Grenoble, ou moins d'une centaine, comme à Nanterre en 2012 : les fonds publics et le sponsoring demeurent. L'accès aux salles de débat, sur réservation, n'est pas payant, ce qui permet de maintenir l'illusion d'un événement gratuit, bien qu'il soit largement financé par les impôts locaux.

C'est d'abord dans la presse anglo-saxonne et japonaise que cette pratique s'est répandue ces dernières décennies. « *C'est ce qu'on appelle le hors-média, c'est-à-dire une activité journalistique ailleurs que dans le journal*, résume, à la cafétéria du TNB, M. Pierre Hivernat, directeur du développement de *Libération*. *L'Asahi Shimbun* [journal nippon dont les deux éditions quotidiennes dépassent les dix millions d'exemplaires] est pour moi la référence. Il produit de l'événement sportif, de l'événement culturel, et ses départements dédiés à ces events sont aussi grands que des ministères ! Je ne dis pas que c'est la panacée, mais c'est un vrai modèle de croissance. »

Le magazine américain *Forbes Afrique* organise également des forums, mais de calibre international. En juillet 2013, il s'en est tenu un à Brazzaville sur le



JEAN HÉLION. – « Scène journalière », 1947

thème des « classes moyennes africaines ». M. Jean-François Copé, président de l'Union pour un mouvement populaire (UMP), s'est d'ailleurs vu reprocher d'avoir touché un chèque de 30 000 euros pour y participer à une rencontre animée par Christine Ockrent (*Le Journal du dimanche*, 28 juillet 2013).

Libération ne rémunère pas les participants et limite ses ambitions à l'Hexagone. Sous la houlette de M. Hivernat, le quotidien a recruté douze salariés à plein temps pour rechercher de nouvelles villes clientes ; soit un investissement annuel interne de près de 500 000 euros pour récupérer plusieurs millions d'argent public aux quatre coins de la France. Interrogé sur le paradoxe qui consiste à redresser les comptes d'un journal parisien grâce aux impôts des citoyens provinciaux, M. Hivernat s'agace : « *Oui, c'est le contribuable rennais qui paye. Mais nous faisons venir des intellectuels, des ministres et des débats d'idées ! Quel journal peut prétendre rassembler autour d'une même table Luc Ferry et Vincent Peillon actuellement ? Aucun !* »

La qualité d'un forum se mesure en effet au nombre de noms connus qu'il parvient à réunir. A Rennes, la tête de gondole se compose de vingt-deux hommes politiques, parmi lesquels le socialiste Michel Rocard, l'ancien premier ministre UMP Jean-Pierre Raffarin et huit membres du gouvernement de M. Jean-Marc Ayrault (4). Au rayon des intellectuels, on trouve le philosophe Alain Finkielkraut, l'économiste Daniel Cohen ou encore le journaliste Bernard Guetta. Côté gauche, le secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT), M. Thierry Le Paon, ou encore l'« ancien résistant guévariste » Miguel Benasayag. Déjà présents dans la sphère médiatique, ces invités, défrayés mais non rémunérés, sont supposés répondre à l'« attente » du public. « *Ce sont des hommes intelligents et connus, qui rendent intelligent*, se réjouissent M. et M^{me} Bernard, un couple de retraités dans la file d'attente de la rencontre avec M. Raffarin. *On a l'impression que le monde vient à nous.* »

Pour M. Daniel Delaveau, le maire socialiste de Rennes, la tenue de ces forums « *s'inscrit dans la stratégie d'une ville de recherche et d'universitaires. Les contribuables locaux ne financent pas un journal mal en point : ils financent des débats auxquels ils participent. Ces forums sont un investissement efficace et utile, c'est du rayonnement* ». Le retour sur investissement résiderait dans les « vingt mille personnes » qui se seraient pressées au forum – un chiffre invérifiable, mais qui laisse perplexe compte tenu de l'assistance clairsemée du TNB. « *Libération nous fait un bon prix sur les publicités, et on met à disposition les locaux, la logistique, les moyens de communication.* »

Du parrainage à la prestation

AVANT que les journaux ne lancent leurs forums, ils nouaient des partenariats lors de manifestations qui leur apportaient un rayonnement, mais pas de gain financier. En 1985, *Libération* s'associait ainsi à SOS Racisme à l'occasion d'un concert parisien. En 2006, à Grenoble, le think tank social-libéral La République des idées proposait le forum « La nouvelle critique sociale », en partenariat avec la municipalité et une demi-douzaine de médias dont le quotidien *Le Monde*, les hebdomadaires *Le Nouvel Observateur* et *Les Inrockuptibles*, le mensuel *Alternatives économiques*, la radio France Culture ou encore la revue *Esprit*. L'année suivante, après la victoire de la droite à l'élection présidentielle, Grenoble accueillait le premier forum *Libération*, organisé cette fois par le quotidien dans un but lucratif.

J. B.

L'événementiel de presse est devenu un marché soumis à une rude concurrence. A Toulouse, l'équipe municipale « *s'est inquiétée en 2008 de voir les forums Libé fleurir un peu partout en France : Toulouse n'apparaissait pas sur cette nouvelle carte de la réflexion* », explique M. Thierry Charmasson, directeur adjoint de la communication au conseil régional Midi-Pyrénées. « *On a donc commencé à réfléchir à un thème local qui permettrait d'attirer un grand média pour se positionner sur ce marché de l'image des territoires. Le président du conseil régional Martin Malvy, trois fois ministre sous François Mitterrand, a décidé avec Franz-Olivier Giesbert, qu'il fréquente, de réfléchir à l'innovation, un sujet qui intéresse Toulouse et Le Point* » – hebdomadaire que dirige Giesbert. Ainsi est né Futurapolis, le forum toulousain du *Point*, organisé à grand renfort de fonctionnaires locaux et dont l'affiche proclame qu'il se tient « *sous le haut patronage du président de la République* ».

Curieusement, le succès de la formule ne fait pas le bonheur de son concepteur initial, M. Max Armanet. Ancien cadre dirigeant de *Libération* débauché par *Marianne*, celui qui se vante d'avoir « *inventé* » les forums fulmine contre M. Nicolas Demorand, le président du directoire du quotidien, qu'il accuse d'avoir « *perverti* » le système. « *Les forums font sans doute partie des paramètres d'invention d'un modèle de sortie de crise pour la presse écrite*, nous dit-il dans son bureau parisien. *Mais pour moi, soit on fait du débat d'idées, soit on fait de l'argent. Et Libération, qui organise maintenant des débats payants au Théâtre de la Ville, ne fait cela que pour redresser ses comptes.* »

« Si pour vous un bon journal est un journal mort... »

En 2011, après que M. Laurent Joffrin a quitté la direction du quotidien pour celle du *Nouvel Observateur*, l'hebdomadaire organise son propre forum, Les Journées de Nantes. « *Une ville avec laquelle j'avais négocié pour Libération, s'étrangle M. Armanet. Joffrin est parti avec des photocopies de tous les contrats !* » Chargé désormais des « assemblées » de *Marianne* (Nice et Poitiers en 2013 ou encore Marseille en 2012), le « pape » des forums de presse paraît regretter de ne pas avoir fait breveter sa trouvaille.

Lors de la séance de clôture du forum de Rennes, on lève le doigt pour poser une question à M. Demorand : veut-il transformer le journal qu'il dirige en agence d'événementiel financée par des subventions ? « *Si pour vous un bon journal est un journal mort, il fallait commencer par là !*, s'emporte-t-il. *Ensuite, au risque de vous étonner, nos métiers changent. Et un certain nombre d'activités qui n'existaient pas par le passé existent aujourd'hui et se développent. Les activités des journaux sont des activités commerciales, je n'ai pas de problème avec ça. Et quand un certain nombre de nos activités anciennes sont frappées par la crise, il faut en trouver d'autres pour que ces activités anciennes puissent continuer à exister, tout simplement.* »

(1) Début 2013, le quotidien *Libération* vendait moins de quarante mille exemplaires en kiosques, soit une baisse de 40 % par rapport à 2012.
(2) Le coût total des aides directes à la presse a représenté 5 milliards d'euros entre 2009 et 2011. « Le plan d'aide à la presse écrite 2009-2011 : une occasion de réforme manquée », Cour des comptes, Paris, février 2013, www.ccomptes.fr
(3) « Forum *Libération* : pourquoi nous refusons d'y participer », Association démocratie écologique solidarité (ADES), Grenoble, 2007, www.ad-es-grenoble.org
(4) Membres du gouvernement de M. Ayrault, M^{me} Dominique Bertinotti, M. Bernard Cazeneuve, M^{me} Valérie Fourneyron, M. Guillaume Garot, M^{me} Marylise Lebranchu, M. Vincent Peillon, M^{me} Najat Vallaud-Belkacem et M. Alain Vidalies ont répondu à l'invitation du forum *Libération* de Rennes en 2013.

MANUELS SCOLAIRES, LE SOUPÇON

Prononcez le mot « école » et son image surgit immanquablement : le manuel scolaire est devenu si central dans les salles de classe qu'on n'imagine plus s'instruire sans son aide. Initialement utilisé par les jeunes Etats-nations européens pour déterminer les savoirs légitimes, il ne se contente pas d'organiser des connaissances : il les trie, afin de s'adapter aux attentes du pouvoir (pages 20-21) ; il reflète les présupposés des sociétés qui le produisent,

comme les rapports hommes-femmes (page 19) ou le rôle des entreprises dans l'économie (pages 18-19). Si les enseignants jouissent encore d'une certaine autonomie vis-à-vis de ses prescriptions (page 18), la concentration du secteur de l'édition scolaire autour d'une poignée de grands groupes soulève une question : les conditions sont-elles réunies pour que l'école puisse former des citoyens dotés d'un sens critique ?

Entre instruction et politique

PAR PAOLO BIANCHINI *

TEL que nous le concevons aujourd'hui, le manuel scolaire apparaît au début du XIX^e siècle, au moment où les Etats européens s'emploient à diffuser l'instruction par le biais de l'école. Jusque-là, les livres utilisés pour l'étude n'étaient pas expressément pensés à cet effet. Et les citoyens n'étaient pas formés sur les bancs de la salle de classe, mais sur ceux de l'église. Catéchismes, ouvrages pieux et tous ces recueils disponibles sans coût supplémentaire ont donc offert à des élèves plus ou moins jeunes un moyen d'accéder aux mystères de la lecture et de l'écriture.

Un manuel est explicitement pensé pour un usage scolaire, donc pour être utilisé en classe, avec l'aide directe ou indirecte d'un enseignant. Cet usage oblige l'auteur à tenir compte du caractère progressif de l'apprentissage, ainsi que des différences d'âge et de capacités cognitives des élèves. A l'inverse, le livre d'instruction s'adressait à un public indifférencié.

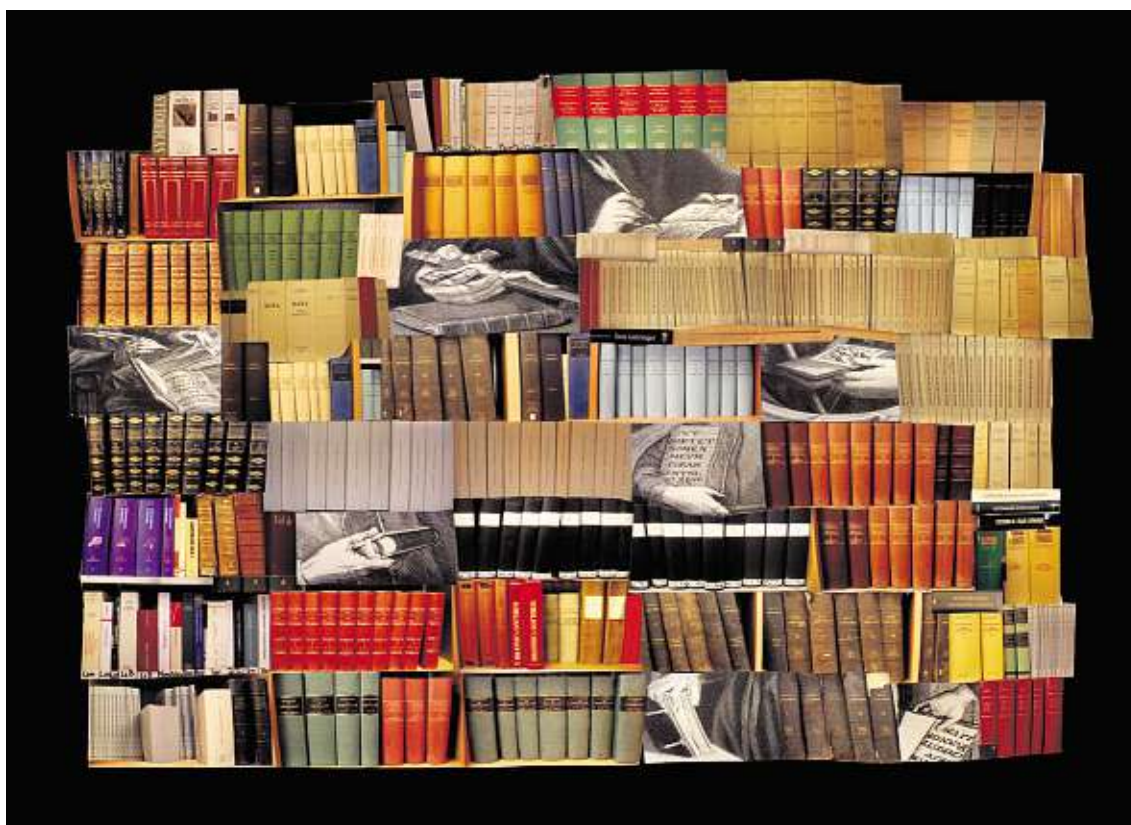
Ce n'est alors peut-être pas un hasard si le livre avec lequel la plupart des enfants, riches ou pauvres, ont appris à lire avant la naissance de l'école était le catéchisme : celui-ci présentait le double avantage de les initier à l'alphabet au moyen de mots simples, rassemblés en une succession de questions et de réponses, et d'insuffler dans leurs tendres esprits les préceptes leur permettant de devenir des chrétiens dévots et des sujets obéissants.

En Europe, le manuel s'est imposé lentement et s'est diffusé à des couches de plus en plus vastes de la population avec l'élargissement de la scolarité obligatoire, ainsi qu'avec la mise au point – qu'il a souvent suscitée – de programmes scolaires plus détaillés et plus soignés. « *L'existence du manuel scolaire nécessite (...) un ensemble de conditions qui ne sont pas toutes remplies avant la fin de l'Ancien Régime : des classes recevant un enseignement commun (l'enseignement dit simultané), une structuration des contenus en disciplines autonomes, la possession d'un livre par l'élève (1) »*, remarque l'historien Alain Choppin au sujet de la France.

Une nouvelle conception de l'école était nécessaire. Il fallait que les gouvernements d'abord, l'opinion publique ensuite, lui confient la tâche de transmettre aux jeunes générations leurs principes et leurs idéaux, et lui accordent une valeur presque sacrée. Devenue une obligation, après avoir été un droit durant la Révolution française, l'instruction a fait l'objet d'une attention croissante. Les pouvoirs publics ont très vite identifié le livre scolaire comme le principal véhicule des valeurs transmises par l'école, ce qui explique que les gouvernements se soient toujours souciés de le tenir sous contrôle en en réglementant le contenu, en le censurant parfois, et en en gérant souvent directement la fabrication.

Le recours nécessaire, même pour le meilleur et le plus soigné des manuels, à une certaine simplification représente à la fois le défaut majeur du genre et sa principale caractéristique. Aujourd'hui comme hier, il intègre un biais dans la sélection et la présentation des contenus. Dans des disciplines telles que l'histoire, la géographie et les sciences humaines en général, les choix s'opèrent logiquement sur la base des intérêts politiques du moment. Par exemple, le jésuite Jean-Nicolas Lorient, dans sa célèbre *Histoire de France*, a changé plusieurs fois de point

* Professeur d'histoire de l'éducation à l'université de Turin.



Toutes les images qui accompagnent ce dossier sont de Muriel Pic. – Elles sont extraites de la série « Les Désordres de la bibliothèque », 2007

de vue sur Napoléon, en fonction de la couleur du gouvernement en place. Dans les éditions antérieures à 1814, Bonaparte était présenté comme un « *général déjà fameux par ses exploits* », capable de « *délivrer la France des tyrans qui la couvraient de sang, de ruines et de terreur, [d']apaiser les dissensions intérieures et [de] repousser les ennemis du dehors* ». Après la bataille de Waterloo, l'histoire est quelque peu différente : le même général est désormais présenté comme un « *nouvel Attila* » en proie « *à toutes les fureurs de l'ambition jusqu'au moment marqué par la Providence où les peuples vaincus, reprenant leur ancien courage, se réunissent pour l'accabler. La main de Dieu le frappe, il succombe et disparaît* ». Des exemples de ce type existent par dizaines (lire l'extrait de *History Lessons* page 20).

Dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), environ 29 % de la population abandonne les études à la fin de la scolarité obligatoire. Conséquence : pour presque trois personnes sur dix, la connaissance du monde (histoire nationale et internationale, géographie, fonctionnement de l'Etat, etc.) dépend de ce qu'elles ont appris dans les manuels et que complètent de façon souvent lacunaire la télévision, Internet, les discussions en famille, etc. Dans d'autres pays, la situation est encore plus critique : en 2010, une enquête gouvernementale a révélé que près de neuf familles égyptiennes sur dix ne possédaient pas d'ouvrages autres que scolaires.

ON pourrait estimer que l'école obligatoire et les livres de classe remplissent bien leur fonction, puisqu'ils fournissent à tous une instruction de base. Toutefois, une formation de ce genre soulève deux problèmes d'envergure : d'une part, elle est rapidement oubliée, donnant naissance à ce qu'on considère désormais comme la nouvelle plaie des pays industrialisés, l'« *analphabétisme de retour* » (l'oubli de la lecture et de l'écriture faute de pratique extérieure et postérieure à l'école) ; d'autre part, elle cristallise des savoirs partiels, des préjugés, des mythes, voire des contre-vérités difficiles à éradiquer.

C'est avant tout la scolarisation de masse, intervenue en Europe à des périodes différentes selon les pays, mais en général à partir du milieu du XIX^e siècle, qui a contribué à faire du manuel un objet sur lequel s'est focalisé l'intérêt des dirigeants politiques, mais aussi des pédagogues et, plus encore, des éditeurs. Intellectuels et enseignants ont cherché à répondre aux exigences des maîtres et des élèves en expérimentant de nouvelles méthodologies et de nouveaux outils. Les gouvernements se sont attachés à mettre au point des programmes en cohérence avec le modèle de citoyen – ou plus souvent de sujet – qu'ils entendaient façonner, et à passer régulièrement au crible les manuels mis en vente, afin d'en censurer les contenus potentiellement dangereux ou tout au moins non conformes aux prescriptions ministérielles. Les régimes non démocratiques, en particulier, aujourd'hui comme hier, leur réservent une attention minutieuse, en imposant pour tous les mêmes ouvrages, dont la rédaction fait l'objet d'un contrôle scrupuleux.

Pour les éditeurs, enfin, le marché scolaire, théoriquement inépuisable, offre de grandes potentialités, avec des exigences de mise à jour fortes, mais relativement faciles à satisfaire. Les manuels représentent en effet des produits de consommation dont la vie est à peine plus longue que celle du contenu d'une trousse : on s'en sert pendant un an ou à peine plus, ils sont fréquemment actualisés et, n'étant pas considérés comme des objets de valeur, ne sont ni conservés ni traités avec égards, contrairement aux romans ou aux essais. On les revend dans des « bourses de livres », quand des associations caritatives ne les collectent pas pour les envoyer dans des pays en développement – pour lesquels on considère sans doute qu'il n'y a aucun problème à travailler avec des manuels anciens. Par ailleurs, le rythme des rééditions, même lorsqu'elles ne sont pas vraiment indispensables, ajouté à la présence d'exercices à réaliser directement sur la page décourageant le marché d'occasion, poussant au contraire à de nouvelles acquisitions.

EN fait, c'est dans le domaine de la production et de la vente que les livres scolaires ont probablement connu les transformations les plus significatives. Autrefois,

ils restaient en vente pendant des décennies, jusqu'à ce qu'ils deviennent inutilisables à force d'usure. Ils ne coûtaient pas cher aux imprimeurs et, d'un point de vue technique, n'étaient pas plus exigeants que d'autres types d'ouvrages, puisqu'ils ne comportaient ni images, ni caractères particuliers les distinguant d'un bréviaire ou d'un roman.

Tout cela explique que, pour une bonne part, le manuel ait échappé aux maisons d'édition spécialisées : mis à part quelques éditeurs très qualifiés apparus au milieu du XIX^e siècle, le marché était occupé par des centaines de typographes, imprimeurs, libraires, petits éditeurs qui, pendant des siècles, l'ont utilisé comme l'un des multiples genres servant à équilibrer leurs comptes. Comme celui de leurs collègues modernes, leur intérêt pour l'école ne correspondait pas à un projet éducatif ou culturel : il s'agissait de satisfaire les exigences d'interlocuteurs locaux – de publier les cours d'un professeur du lycée ou de réimprimer pour la énième fois un livre en usage depuis des décennies dans un collège géré par un ordre religieux. Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale au moins, ce sont les éditeurs occasionnels qui ont constitué l'ossature de ce marché.

Mais, dès les années 1840-1850, des maisons d'édition apparaissent qui se consacrent prioritairement, sinon exclusivement, à l'enseignement, avec des projets d'ordre culturel et pédagogique, voire politique. C'est ainsi qu'est né l'éditeur scolaire, au profil purement entrepreneurial, promoteur d'initiatives culturelles et éditoriales plus ambitieuses (Larousse et Dunod en France, Macmillan au Royaume-Uni). Il était généralement porté à nouer des liens privilégiés non seulement avec les collaborateurs les plus prestigieux, pédagogues de renom ou enseignants spécialisés dans la production de livres de texte, mais aussi avec des lobbys influents, comme les associations professionnelles et les écoles normales. La publication de manuels est alors devenue, pour l'éditeur scolaire, une activité parmi d'autres, à côté de l'impression de périodiques et de bulletins destinés aux enseignants et aux étudiants, de la production de matériel comme les tableaux, les bancs et les panneaux muraux, de la gestion de librairies, de l'organisation d'événements culturels et de formations.

Ce n'est que dans les dernières décennies du XX^e siècle que ce marché, qui avait jusque-là constitué une source de revenus sûre pour tous ceux qui s'y consacraient, mais désormais soumis à une concurrence effrénée, a vu sa croissance ralentir. D'où une sélection des éditeurs à l'avantage des plus forts et des plus spécialisés.

Plus récemment, on a assisté à la naissance de colosses de l'édition regroupant plusieurs maisons spécialisées dans les livres éducatifs et scolaires. Citons Hachette Education, Albin Michel et Editis pour la France, Springer et Verlagsgruppe Georg von Holtzbrinck pour l'Alle-

(Lire la suite page 20.)

(1) Alain Choppin, « Le manuel scolaire, une fausse évidence historique », *Histoire de l'éducation*, n° 117, Paris, janvier-mars 2008.

SOMMAIRE DU DOSSIER

PAGES 18 ET 19 : A l'école de l'entreprise, par Sylvain Leder.

Manipulant ou manipulé ?, par Laurence De Cock.

L'arithmétique au masculin, par Carole Brugeilles et Sylvie Cromer.

PAGES 20 ET 21 : Changer de pays, changer d'histoire.

Entre instruction et politique, suite de l'article de Paolo Bianchini.



Le marché en France

« Par bien des côtés, le marché du livre scolaire est dans l'industrie éditoriale la queue qui, selon le proverbe, remue le chien » (Philip G. Altbach)

— Nombre de manuels scolaires vendus en France en 2011: 40,5 millions (soit 9 % des ventes de livres).

— Chiffre d'affaires : 336,5 millions d'euros (soit 12 % du chiffre d'affaires global du secteur de l'édition). Le livre scolaire se classe ainsi en troisième position, derrière les secteurs « jeunesse » (14 %) et « loisirs, vie pratique, tourisme, régionalisme » (13 %). Six éditeurs se partagent l'essentiel du marché : Bordas et Nathan (groupe Editis), Hachette et Hatier (groupe Lagardère), Magnard (groupe Albin Michel) et Belin. Hachette International contrôle en outre 85 % du chiffre d'affaires de l'édition scolaire en Afrique subsaharienne francophone.

— Temps moyen de création d'un manuel : un an.
— Durée de vie moyenne : cinq ans.
— Prix moyen d'un manuel : 10 euros dans le primaire, 18 euros au collège et 26 euros au lycée.

— Répartition du prix d'un manuel : 30 % de « remise libraire », 25 % pour la fabrication, 15 % pour la diffusion et la distribution (une part élevée en raison du poids important de ces livres), 10 % pour les auteurs, illustrateurs et droits divers, 10 % pour l'éditeur et 10 % pour la promotion.

Sources : « Le secteur du livre : chiffres-clés 2011-2012 », *direction générale des médias et des industries culturelles, ministère de la culture et de la communication, mars 2013* ; Le Monde, 16 septembre 2011 ; Alain Choppin, « Le manuel scolaire, une fausse évidence historique », Histoire de l'éducation, n° 117, Paris, janvier-mars 2008.

Manipulant ou manipulé ?

Qui, du manuel ou de l'enseignant, est le maître dans la classe ? Dans la pratique, les professeurs gardent leurs distances avec les supports pédagogiques.

PAR LAURENCE DE COCK *

B IEN qu'il n'ait plus grand-chose à voir avec ses ancêtres de l'époque des tableaux noirs et de l'encre violette, le manuel scolaire continue de nourrir une certaine suspicion. Laquelle naît d'une question légitime : quel type d'enseignement assure-t-on aux enfants ?

Il serait excessif de prétendre qu'aucun rapport n'existe entre le contenu d'un manuel d'histoire et ce qui est transmis en classe. Mais, comme n'importe quelle source, le manuel mérite d'être interrogé dans une triple dimension : en amont (les modalités et les acteurs de sa confection), en aval (ses usages par les enseignants et les élèves) et dans son contenu (récit d'histoire, activités proposées, ressources mobilisés). D'ailleurs, de nombreuses enquêtes à son sujet existent en histoire ou en sociologie de l'éducation (1), et elles pointent, aujourd'hui comme hier, un décalage important entre le récit prescrit et le récit transmis.

Jusqu'au milieu des années 1970, date à laquelle l'enseignement de l'histoire s'ouvre aux pédagogies actives, le manuel était conçu comme un long récit linéaire, illustré par quelques documents. Il était par là adapté aux cours, majoritairement magistraux et

centrés sur le récit du maître. L'enseignement de l'histoire relevait surtout d'une transmission descendante, favorisant une posture d'adhésion à un discours. Il se « racontait » d'abord, se « récitait » ensuite.

Cette forme initiale peut laisser supposer une équivalence entre le récit du manuel et celui de l'enseignant. La réalité était tout autre. Ainsi, on ne peut plus sérieusement prétendre que les petits indigènes des colonies annonçaient du « Il y a deux mille ans, notre pays s'appelait la Gaule et ses habitants les Gaulois » : les recherches montrent au contraire les adaptations systématiques des instituteurs colons, appelés officiellement à valoriser l'héritage autochtone (2).

PAS LE MÊME LIVRE POUR TOUS LES ÉLÈVES

D'autres recherches sur les pratiques en primaire ou dans le secondaire sous la III^e République, en métropole, témoignent elles aussi de la multiplicité des situations locales. Elles permettent de relativiser la puissance homogénéisante du roman national dans une République en construction, et l'influence du fameux « petit Lavisse » ou des « Malet et Isaac », ouvrages traditionnellement emblématiques de l'histoire scolaire (3). Longtemps, par exemple, les élèves d'une classe n'ont pas tous possédé le même livre d'histoire. Dans ce cas, la relation qu'ils entretenaient avec lui varie : outil de préparation de cours pour les uns, lecture individuelle pour les autres. Il est l'un des vecteurs de la transmission, sans que l'on puisse en faire le pivot de l'enseignement. L'intérêt de ces recherches historiques est de déconstruire en partie les représentations encore bien vivaces d'une école de Jules Ferry dotée d'un arsenal propagandiste au service de la fabrication de jeunes patriotes dociles et biberonnés au culte du national.

L'histoire scolaire répond désormais à de nouvelles logiques, tant dans son contenu que dans ses méthodes. Il lui est demandé plus fermement d'accompagner l'ap-

On suspecte les manuels d'économie tantôt de dénigrer entreprises et patrons, tantôt de les glorifier. Comparer deux ouvrages édités à quatre décennies d'intervalle s'avère éclairant.

PAR SYLVAIN LEDER *

D'UN CÔTÉ, un manuel de sciences économiques et sociales (SES) vendu en 2011. Quel que soit l'éditeur — ils sont sept à l'heure actuelle (1) —, il frappe par ses couleurs chatoyantes. Ici la photographie d'un boulanger, là le logo d'une marque connue... Les images et dessins abondent et donnent à l'ensemble un abord engageant. Les textes, extraits d'ouvrages de référence ou reproductions d'articles de presse, sont courts. A l'évidence, l'ensemble se veut pratique, didactique et surtout guilleret.

De l'autre, un second manuel, épais d'environ mille trois cents pages, en six volumes : trois pour le cours, trois pour les documents. Quelques photographies, de rares schémas, parfois des graphiques, et surtout, de (très) longues citations d'ouvrages de référence. Il s'agit du manuel Dunod, typique de ceux qui étaient en usage dans les années 1970.

Premier constat : les manuels scolaires reflètent ce que Régis Debray a défini comme le passage de l'ère de la graphosphère (celle de l'écrit) à l'ère de la vidéosphère (celle de l'image). Mais que l'on s'intéresse un instant à la façon dont les deux ouvrages présentent le monde de l'entreprise, et une autre différence saute aux yeux. Alors que le premier met en avant la « responsabilité sociale », le « dialogue » ou la « diversité », le second invite ses lecteurs à s'intéresser à quelques notions oubliées : antagonisme capital-travail, conflictualité, patronat. Sur ce dernier point, le manuel de 1970 s'autorise même un accès d'enthousiasme lorsqu'il suggère qu'on peut se passer de certaines hiérarchies : les coopératives « *forme[nt] dans le mouvement ouvrier un type d'homme dont les qualités de militant et de travailleur se trouvent portées à leur plus grande perfection* ».

Depuis 1966, date de la création de la filière de SES, le ministère de l'éducation nationale modifie le programme officiel tous les cinq ans. Les enseignants doivent donc choisir un nouveau manuel avec la même régularité.

* Enseignant en sciences économiques et sociales.

A l'école

Bien qu'il soit difficile, puisque ces ouvrages ne sont pas considérés comme des livres d'importance, d'effectuer une recherche systématique à la Bibliothèque nationale de France (BNF), on ne recense que trois manuels publiés dans les années 1970 entre ses rayonnages et ceux de l'Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) de Paris. Ceux de 2013 sont deux fois plus nombreux, mais ils n'ont guère gagné en variété. Entre les deux périodes ? Moins de données ans, une éternité en ce qui concerne la présentation des faits économiques et sociaux.

Si les ouvrages scolaires d'hier et d'aujourd'hui présentent tous des informations sur la façon dont l'entreprise fonctionne — éléments de comptabilité, mécanismes microéconomiques, variétés possibles des combinaisons de production —, les premiers s'intéressent également à la façon dont elle s'insère dans la société. Et ce, dans une approche historique.

A en croire l'économiste François Perroux (1903-1987), qui a désigné Raymond Barre comme son héritier théorique, « *l'entreprise est le microcosme capitaliste, l'institution cardinale du capitalisme* (2) ». Elle fait l'objet depuis une trentaine d'années d'un effort de réhabilitation et de promotion sans précédent, et les manuels scolaires reflètent ce phénomène. Depuis quelques années, des organisations patronales telles qu'Ethic, dirigée par M^{me} Sophie de Menthon, enjoignent aux salariés d'« *aimer [leur] boîte* », et on prolonge ce travail dans les lycées en invitant les élèves à considérer l'entreprise comme une évidence naturelle.

« LA PRODUCTIVITÉ, UN CONCEPT MAJEUR », « RÉDUIRE LES COÛTS POUR ACCROÎTRE LES PROFITS »...

Il n'en a pas toujours été ainsi. Les manuels des années 1960 avaient le souci de la situer dans l'histoire économique en général. Cette démarche visait à souligner qu'elle découlait de processus sociaux et, surtout, qu'elle ne relevait pas d'une nécessité économique. Les manuels contemporains partent d'un postulat opposé : l'existence de l'entreprise capitaliste n'est que rarement interrogée. On préférera s'intéresser aux « contraintes » qu'elle affronte, plutôt qu'aux conflits qui l'ont vue naître.

Si les manuels d'hier la caractérisent par la présence d'un « patron », le terme a disparu cinquante ans plus tard. On lui préfère ceux d'« entrepreneur » ou de « producteur » (en référence au modèle néoclassique). Bref, un vocabulaire qui dépersonnifie la fonction en la renvoyant à des dimensions techniques. On trouve, par exemple, un grand nombre de titres du type : « Réduire les coûts pour accroître les profits », « Les



EDITIONS FLUGRANES, PARIS, 2009

prentissage de l'esprit critique, notamment par des activités d'analyse de documents à la manière des historiens. Parallèlement, le marché scolaire, soumis à une forte concentration, devient l'un des plus florissants du monde de l'édition. Les petites maisons disparaissent et la concurrence transforme progressivement l'outil en produit ; le document iconographique supplante le texte, à la fois comme illustration et comme support d'activité ; le panel d'auteurs se diversifie en accordant une large place aux enseignants du secondaire, signe du profilage didactique du manuel. Ce dernier devient un objet tiraillé entre une multiplicité de commandes : celles des programmes, du marché, des enseignants et des élèves.

CONCURRENCE DU POWERPOINT

L'arrivée plus récente du numérique à l'école et l'injonction à utiliser les technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement (TICE) continuent d'influencer les usages du manuel, parfois dénigré comme un outil un peu obsolète. Les ouvrages consacrés à l'histoire se plient à un impératif d'attractivité, et le récit des événements est souvent mineur par rapport aux multiples pages d'activités. Il est donc devenu quasiment impossible d'y repérer une ligne idéologique dominante, tant leur contenu est diffracté.

Le manuel n'a plus rien d'un simple livre de lecture. Concurrencé par l'engouement généralisé pour le

PowerPoint, il continue néanmoins de trôner sur les pupitres, mais on l'utilise de façon intermittente, pour illustrer un moment du cours ou pour laisser les élèves autonomes en leur donnant des exercices.

Il existe par ailleurs, dans le petit monde de l'histoire-géographie, une tradition de distance vis-à-vis des activités didactiques proposées par le manuel. La plupart des enseignants préfèrent les concevoir eux-mêmes, en utilisant certes les ressources du livre, mais en adaptant le questionnement. Rares sont ceux qui admettent en transposer une page sans retouches personnelles. Beaucoup disent pratiquer une compilation de plusieurs ouvrages pour composer leurs cours.

C'est sans doute parce que le manuel reste l'un des rares livres d'histoire à transiter de l'école à la maison qu'il nourrit l'illusion de représenter la « boîte noire » de la classe. Mais cet objet plus volontiers manipulé que manipulant ne constitue qu'un des maillons du vaste dispositif de fabrique scolaire de l'histoire.

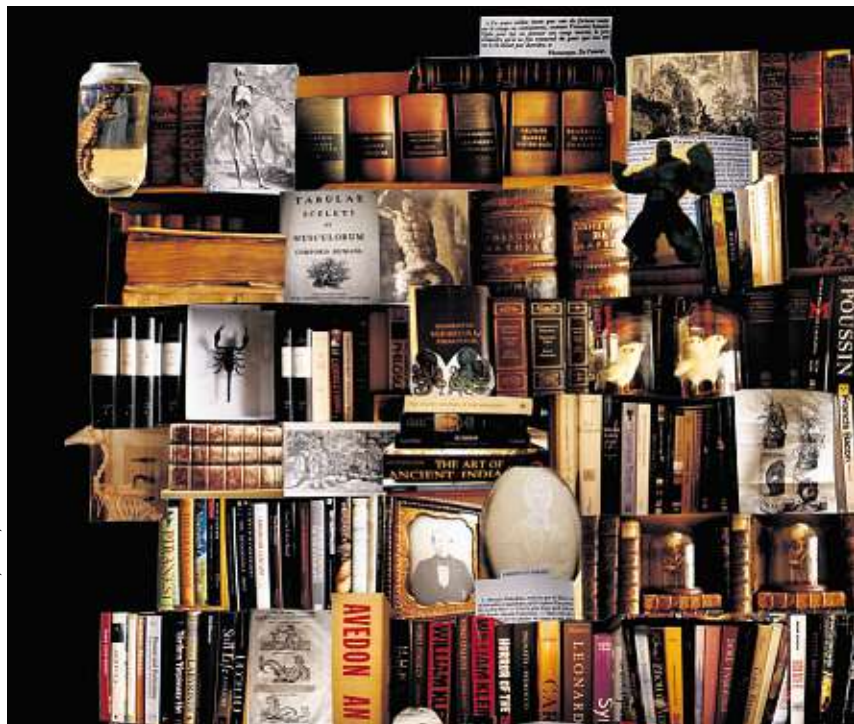
(1) Michel Berré, Florence Brasseur, Christine Gobeaux et René Plisnier (sous la dir. de), *Les Manuels scolaires dans l'histoire de l'éducation : un enjeu patrimonial et scientifique*, Centre international de phonétique appliquée, Mons, 2013 ; Eric Bruillard (sous la dir. de), *Manuels scolaires, regards croisés*, CRDP de Basse-Normandie, coll. « Documents, actes et rapports sur l'éducation », Caen, 2005.

(2) Cf. Gilles Boyer, Pascal Clerc et Michèle Zancarini-Fournel (sous la dir. de), *L'École aux colonies, les colonies à l'école*, ENS Editions, Lyon, 2013.

(3) Jean-François Chanet, *L'Ecole républicaine et les petites patries*, Aubier, Paris, 1996.

* Professeure d'histoire-géographie en lycée. Coauteure, avec Emmanuelle Picard, de *La Fabrique scolaire de l'histoire*, Agone, coll. « Passé & présent », Marseille, 2009.

de l'entreprise



ÉDITIONS FLUGRANES, PARIS, 2009

recettes et les coûts de production », « La productivité, un concept majeur », « Des combinaisons productives qui utilisent plus ou moins de capital » ou « Comment produit l'entreprise ? » – comme si celle-ci n'était plus composée d'individus.

LA QUESTION DE LA PROPRIÉTÉ DES MOYENS DE PRODUCTION A CÉDÉ LA PLACE À L'« ÉTHIQUE DES AFFAIRES »

Oubliée, également, l'invitation faite aux élèves d'hier de réfléchir aux moyens de gérer les entreprises de façon moins verticale. En classe de première, les utilisateurs du manuel Dunod apprenaient par exemple que « la participation à la gestion économique de l'entreprise est un problème très sérieux qui (...) postule la représentation ouvrière au sein du conseil d'administration de l'entreprise et le partage de la direction. (...) Cela impliquerait des conséquences profondes non seulement à l'intérieur de l'entreprise mais encore au sein du capitalisme sous ses

formes actuelles ». L'auteur avançait même qu'« il serait nécessaire que les ouvriers eussent entre leurs mains une forte proportion du capital de l'entreprise »...

Les manuels des années 2000 ne témoignent pas d'une telle préoccupation. L'histoire de l'entreprise a disparu au profit de la narration de « grandes réussites » (Apple, Facebook, Renault...) ou de la présentation de figures renommées du patronat, comme M. Mark Zuckerberg, fondateur de Facebook.

Certes, l'élève saura comment l'entreprise fonctionne, sur quels critères de coûts y est fixée la quantité produite ; mais elle lui apparaîtra comme une boîte noire faite d'« entrants » (le capital et le travail) et d'« extrant » (la production). Il sera même capable de calculer des coûts pour un produit réel, de lire le compte de résultats de Renault ou de... créer « sa » petite société.

« L'entreprise a pour but le plus grand gain monétaire possible. (...) [Elle] ne se propose pas de satisfaire les besoins du plus grand nombre de consommateurs. (...) Il ne paraît pas exagéré de dire que l'entreprise est amoral. » Les formulations des manuels des années 1960 ne séduiraient sans doute pas M. Pierre Gattaz, le nouveau président du Mouvement des entreprises de France (Medef). A l'époque, elles ne soule-

vaient pourtant pas de protestations. Désormais, la question de la quête du profit, de la formation des salaires ou de la propriété des moyens de production a cédé la place à des interrogations sur l'« éthique des affaires » ou la « responsabilité sociale des entreprises », celle-ci étant illustrée par la place réservée aux handicapés ou par le souci de la « diversité »...

Extraire l'entreprise de l'histoire pour mieux en célébrer les petites histoires : tel semble être le propos des nouveaux manuels de SES. Pour l'hebdomadaire libéral *The Economist*, ce n'est pas encore assez. Le 6 juillet dernier, le magazine britannique se gaussait des ouvrages proposés aux Français, où « l'étude des conflits sociaux demeure prédominante (3) ».

SYLVAIN LEDER.

(1) Belin, Bordas, Bréal, Hachette, Hatier, Magnard et Nathan.

(2) François Perroux, *Le Capitalisme*, Presses universitaires de France, Paris, 1951.

(3) « Class struggle », *The Economist*, Londres, 6 juillet 2013.

L'arithmétique au masculin

Les élèves qui apprennent à compter assimilent en même temps une vision biaisée des rapports entre hommes et femmes. Exemple en Afrique francophone.

PAR CAROLE BRUGEILLES
ET SYLVIE CROMER *

EN DÉPIT de la neutralité apparente de la matière, les manuels de mathématiques éclairent, autant que ceux d'histoire ou de science économique, les rapports sociaux. Afin de rendre plus concrets et attractifs les apprentissages, les cours et les exercices mettent en scène des individus, acteurs d'histoires embryonnaires – des enfants comparent leur nombre de billes, un adulte fait des achats ou s'interroge sur sa consommation d'essence – qui donnent une certaine représentation du rôle de chaque sexe.

Dans les six volumes de la collection *Mon livre de mathématiques*, éditée par Hatier International, diffusée en Afrique francophone et destinée aux élèves de primaire (1), on recense ainsi 1 375 personnages dont le genre peut être identifié (1 014 dans les textes et 361 dans les images). Leur répartition est fort peu paritaire. Tandis que le jeune garçon apparaît comme la figure de prédilection (39 % des personnages dans les textes et 58 % dans les illustrations), les femmes sont complètement marginalisées : elles arrivent après les fillettes et les hommes avec 10 % des personnages des textes, 5 % de ceux des images et une présence qui diminue au fil de la progression scolaire.

Représentés à l'école, garçons et filles peuvent paraître fort semblables ; c'est à la maison qu'éclatent les différences. Tous les enfants prennent en charge les tâches domestiques, mais la couture n'incombe qu'aux filles, le bricolage, qu'aux garçons. Les premières sont pourvues d'attributs qui suggèrent un rôle d'apparat (bijoux, rubans), quand les seconds sont associés à des attributs ludiques (jeux, jouets...) ou à l'argent. D'ailleurs, l'achat est une activité plus fréquente chez les garçons, qui les place en rapport avec le monde extérieur.

La figure des femmes s'avère monolithique : près de 60 % d'entre elles sont identifiées par leur fonction familiale (mère de..., épouse de...), 23 % par leur patronyme et 10,8 % par un statut professionnel (pour l'essentiel, des marchandes de produits alimentaires, mais aussi

deux institutrices et une secrétaire). La plupart des autres femmes présentes dans la sphère publique sont des clientes, préposées aux achats de la maisonnée en matière d'alimentation (pour la moitié d'entre d'elles) ou d'habillement (pour un tiers). La fonction nourricière apparaît ainsi comme une caractéristique féminine : 44 % des femmes sont présentées en lien avec la nourriture. En revanche, aucune ne pratique un loisir. Elles sont des personnages numériquement marginaux, aux possibles restreints.

A l'inverse, les manuels proposent une large palette de modèles masculins. Plus d'un homme sur deux est défini par son statut professionnel, selon une gamme de métiers très diversifiée : commerçants et artisans arrivent en tête ; puis viennent les maîtres et directeurs d'école, les agriculteurs, les ouvriers, les employés, les représentants de professions intellectuelles et artistiques... Sur les dix-neuf enseignants figurant dans les illustrations, dix-huit sont des hommes. Cette répartition ne reflète en rien la réalité : en 2009, d'après l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), les femmes représentaient 42 % des enseignants en Afrique subsaharienne (2). Et pourtant, à en croire les manuels de mathématiques, l'école, la détention du savoir, la transmission des connaissances constituent une chasse gardée masculine.

LA PRÉSENCE FÉMININE ASSUJETTIE À CELLE D'UN GARÇON OU D'UN HOMME

Les hommes s'intègrent à la sphère domestique – ils peuvent s'épanouir dans tous les champs de la société –, mais leur participation est bien spécifique : ils s'occupent surtout d'achats engageant une somme d'argent importante (électroménager, moyen de transport...) ; ils jardinent ou bricolent, des activités présentées comme valorisantes et, en principe, non quotidiennes. De surcroît, ils possèdent des attributs qui témoignent de leur autonomie et de leur pouvoir symbolique. Propriétaires de champs, d'équipements professionnels ou de matériel de bureau, ils détiennent souvent de l'argent, des moyens de transport, des outillages.

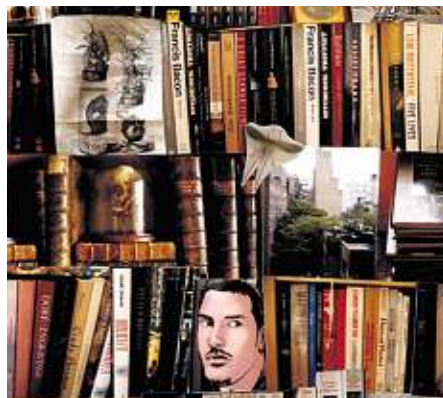
Le système de genre serait incomplet s'il ne prescrivait pas le « commerce » acceptable entre les sexes, comme entre les enfants et les adultes. Les relations formées par les personnages (214 dans les textes et 50 dans les images) dessinent un monde de ségrégation selon l'âge et le sexe, où les jeux de séduction prédominent. L'univers des hommes, généralement homosexué, diffère de celui des femmes, marqué par la cohabitation entre les sexes, ce qui confirme l'hypothèse de l'autonomie de la gent masculine et l'existence d'une société masculine. A contrario, il n'existe pas de société féminine. Les trois quarts des femmes repré-

sentées prennent place dans une relation mixte ; cette proportion s'élève même à 80 % pour les filles. La présence féminine semble assujettie à celle d'un personnage masculin.

Enfin, les mathématiques facilitent un type particulier de mise en relation : la comparaison. On en dénombre 87 au total, opposant le plus fréquemment (34) garçons et filles. Leur nature évolue selon le sexe des protagonistes. On compare les garçons en fonction – dans l'ordre – de leur possession de tel ou tel objet, de leurs caractéristiques physiques, de leurs résultats scolaires, de l'argent dont ils disposent ou de leurs performances sportives. Les comparaisons entre filles, bien plus rares, sont basées sur les caractéristiques physiques (un tiers des cas), avant celles concernant la possession d'objets divers ou d'argent. Elles ne reposent jamais sur des résultats scolaires ou sportifs. Les confrontations fille(s)-garçon(s), quant à elles, portent sur les résultats scolaires et les caractéristiques physiques. Toute comparaison implique la possibilité d'un classement et, dans la majorité des cas, les filles sont dévalorisées : seules six comparaisons sur trente-quatre montrent les filles en situation gratifiante ; dix-neuf les montrent en situation dévalorisante.

(1) Ces manuels ont été édités une première fois en 1997-1998. Une nouvelle édition, analysée ici, a été diffusée à partir de 2002-2003. Contrairement à d'autres collections de cet éditeur, elle n'est pas destinée à un pays particulier. Les auteurs ne sont pas connus, mais désignés sous le terme : « un groupe d'enseignants ».

(2) « La demande mondiale d'enseignants au primaire », Institut de statistique de l'Unesco, fiche d'information n° 6, 2011, www.uis.unesco.org



Exercices

– Aux Etats-Unis, dans un manuel scolaire texan :

Expliquez comment le rejet par les Arabes de l'Etat d'Israël a mené au conflit actuel.

Évaluez les efforts des organisations internationales pour amoindrir la souveraineté américaine.

Newsweek, *New York*, 20 mai 2010

– En Arabie saoudite, dans un livre de religion pour l'école primaire :

Remplissez les blancs avec les mots appropriés (« islam », « feu de l'enfer ») : « Toute religion autre que... est fausse. Quiconque meurt hors de l'islam brûlera dans le ... »

Time, *New York*, 8 septembre 2010

– En Afghanistan, dans un manuel de mathématiques des années 1980 produit avec l'aide de fonds américains et édité par une Alliance des partis moudjahidins installée à Peshawar (Pakistan) :

Une balle de kalachnikov a une vitesse de 800 mètres par seconde. Un moudjahidin a dans son viseur le front d'un Russe situé à 3 200 mètres. Combien de secondes la balle mettra-t-elle à atteindre le front du Russe ?

Un groupe de moudjahidins attaque cinquante soldats russes. Dans cette attaque, vingt Russes sont tués. Combien de Russes ont-ils survécu ?

Craig Davis, « "A" is for Allah, "J" is for Jihad », *World Policy Journal*, *New York*, 22 mars 2002

– En France (histoire) :

Sous une affiche britannique dénonçant le protectionnisme (1910) : « Quels sont les avantages de la libre circulation des marchandises ? »

Histoire Première, *Magnard*, *Paris*, 2011

Sous un document représentant divers logos de chaînes de télévision européennes : « Pourquoi pouvez-vous dire que le pluralisme est assuré ? »

Education civique, 4^e, *Hatier*, *Paris*, 2002

A paraître
le 16 septembre

L'éducation,
entre
émancipation
et formatage



Chez votre marchand de journaux - 100 pages - 8,50 euros

* Respectivement démographe à l'université Paris-Ouest Nanterre, Cerpos/Ined, et sociologue au centre de recherches Droit et perspectives du droit, université Lille-II/Ined. Auteurs d'*Analyser les représentations du masculin et du féminin dans les manuels scolaires*, Ceped, coll. « Les clefs pour », Paris, 2005.



La promotion du numérique

– En 2012, les manuels scolaires numériques ont représenté 27 % des 12,4 milliards de dollars dépensés par les élèves de collège et lycée aux Etats-Unis.

Outsell Inc. - Reuters, 23 juillet 2013

– Part des manuels numériques dans le marché français de l'édition scolaire en 2012 : 1 %.

La Tribune, Paris, 25 mars 2013

– Dans leur version papier, les manuels scolaires sont onéreux à produire et à acheter. Pour respecter leurs budgets, les écoles sont obligées d'utiliser un même livre plusieurs années. Pourtant, l'information change si vite que certains manuels sont obsolètes sitôt publiés. (...)

Peut-être ignorez-vous que le poids excessif des cartables est un problème grandissant pour les enfants. Des études montrent qu'il peut engendrer des problèmes chroniques de dos. Or nombre d'enfants portent quotidiennement un quart de leur poids en manuels scolaires.

Les livres de classe sur iPad offrent une magnifique expérience de diagrammes, photos et vidéos interactifs. On ne se limite plus à des images statiques pour illustrer le texte : désormais, les élèves peuvent plonger dans l'image grâce aux options de captation, de rotation en trois dimensions (...).

[Avec les manuels numériques], quand vous tombez sur un problème de magnétostatique que vous n'arrivez pas à résoudre, ou sur une citation qui pourrait enrichir l'article de science politique d'un ami, vous pouvez partager directement la phrase sur votre mur Facebook ou votre compte Twitter.

www.apple.com

– La solution Samsung Smart School permet de partager instantanément le contenu de la tablette ou de l'ordinateur du professeur sur le tableau électronique et les appareils personnels des étudiants. (...) La fonctionnalité de contrôle de Samsung Smart School permet aux professeurs de surveiller en permanence une large gamme de contenus éducatifs sur les écrans des élèves. Cela garantit que chaque enfant consulte les mêmes informations et n'est pas distrait par des documents hors sujet. En maîtrisant le flux des contenus grâce à cette technologie intuitive, le corps enseignant peut gagner en concentration, maintenir la discipline et enseigner de manière plus flexible dans un environnement amélioré et interactif.

www.samsung.com

Comme en atteste la lecture des manuels scolaires, les représentations de l'histoire varient selon les latitudes et les systèmes politiques.

Pourquoi le ministère des affaires étrangères américain emploie-t-il une équipe pour surveiller les manuels scolaires de ses alliés et de ses ennemis ? Cette question pourrait trouver sa réponse dans l'ouvrage de Dana Lindaman et Kyle Ward, *History Lessons. How Textbooks From Around the World Portray U.S. History*, publié par les éditions The New Press en 2004 et dont nous traduisons ici des extraits. Les deux historiens y compilent des passages de livres d'histoire utilisés dans les salles de classe du monde entier et comparent la manière dont un même événement est présenté dans différents pays. Une excellente manière de comprendre comment se construisent les récits nationaux et les perceptions de « l'autre ».

IMMIGRATION

Peuplés à la faveur du développement des migrations internationales, au XIX^e siècle, les Etats-Unis ont attiré des millions d'Européens. Si tous venaient y chercher une vie meilleure, les raisons du départ pouvaient varier d'un pays à l'autre. Entre l'Irlande, où la famine a littéralement jeté sur les mers des centaines de milliers de personnes, et la Norvège, pays d'émigration sporadique, ces grandes vagues migratoires n'ont pas laissé le même souvenir.

Norvège. – « *Vivre, c'est voyager* », a écrit Hans Christian Andersen en 1855. Une telle observation se retrouve – moyennant quelques variations – dans la production des artistes et intellectuels occidentaux tout au long du XIX^e siècle. A l'image de Phileas Fogg [*le personnage créé par Jules Verne dans Le Tour du monde en quatre-vingts jours*], ils'enthousiasmaient de l'amélioration des réseaux de transport, qui leur permettait de voyager de façon indépendante, sur de longues distances, dans des délais raisonnables, et de découvrir des lieux jusque-là inaccessibles. Assurément, une telle possibilité élargissait leur horizon.

Pour une grande partie de la population, cependant, voyager ne constituait pas un choix de vie, mais de survie. C'est avant tout la nécessité – la quête d'aventure ne constituant qu'une seconde motivation – qui a conduit tant de personnes à changer de lieu de résidence entre 1850 et 1914.

Jørgen Eliassen (sous la dir. de),
Repères dans le temps : le monde avant 1850,
H. Aschehoug & Co., Oslo, 1997

Irlande. – Lors de la « grande famine » [1845-1851], les options d'un grand nombre d'Irlandais se résumaient à cette alternative : mourir ou émigrer. Dans ces conditions, des centaines de milliers de personnes ont fui le pays pour tenter de survivre. Des foules entières affluèrent vers les ports britanniques comme Liverpool. La plupart arrivaient dans un état déplorable, malades et requérant une attention médicale immédiate.

A partir de la Grande-Bretagne, les émigrants s'embarquaient pour le Canada ou les Etats-Unis. Le trafic devint d'ailleurs si dense que des liaisons directes furent mises en place entre l'Irlande et l'Amérique du Nord.

Les conditions de vie sur les navires étaient atroces. Les passagers, trop nombreux, s'amassaient à bord de vaisseaux peu fiables. La nour-

lisation du manuel scolaire, qui va de pair avec celle de l'école dans son ensemble. Laquelle a en réalité débuté avec la colonisation et l'évangélisation, qui ont imposé au monde entier les modèles didactiques caractéristiques de l'Occident. Pendant des siècles, en effet, les colonies ont importé non seulement les classiques de la littérature de la « mère patrie », mais aussi les livres de texte, continuant à faire appel aux éditeurs européens même après l'indépendance. L'uniformité des manuels et la concentration du marché de l'édition scolaire à l'échelle planétaire illustrent l'appauvrissement culturel qui en découle.

D'autres questions restent ouvertes, toutefois. Il en est une particulièrement urgente, qui risque d'être oubliée alors qu'elle concerne l'avenir proche de l'humanité. Il s'agit de la finalité éducative des manuels, tout comme des systèmes éducatifs. L'attention se porte actuellement sur la cohérence avec les prescriptions ministérielles, la richesse des supports multimédias, les coûts... et l'on ne s'interroge plus sur le modèle humain que devrait promouvoir l'école.

Les manuels s'avèrent au bout du compte moins utiles lorsqu'il s'agit d'assurer ce qui devrait être précisément la mission centrale de l'enseignement, celle à laquelle l'Etat devrait porter le plus d'intérêt : la formation du citoyen. En réalité, il ne s'agit pas d'un paradoxe. Tous les acteurs du secteur – auteurs, éditeurs, enseignants et gouvernements (dans les pays démocratiques tout au moins) – font porter leurs efforts sur les contenus disciplinaires, les programmes, la didactique et le marketing. Avec pour conséquence la plus flagrante que le manuel d'instruction civique n'a pas davantage de valeur aux yeux des enfants d'aujourd'hui que les missels pour leurs aînés : on l'achète, mais on ne l'ouvre que rarement [*lire l'article de Laurence De Cock page 18*]. A une époque où la confiance en l'école est de plus en plus chancelante, le rite d'acquisition des manuels, plutôt que de marquer l'entrée dans une nouvelle année scolaire, représenterait ainsi le tribut payé à la société de consommation.

PAOLO BIANCHINI.

Changer de pays,

riture et les conditions sanitaires étaient désastreuses, l'ivrognerie et la mort communes. Certains bateaux coulèrent, ce qui valut aux bâtiments effectuant la liaison le surnom de « navires cercueils ».

Gerard Brockie et Raymond Walsh, *Regard sur le passé*,
Gill & MacMillan, Dublin, 1994

TRAITÉ DE VERSAILLES

Quelques mois après l'armistice de la première guerre mondiale, les nations victorieuses se réunissaient à Versailles afin de finaliser la paix et de jeter les bases d'un système international susceptible de prévenir le déclenchement d'un nouveau conflit. Mais le traité signé le 28 juin 1919 ne permit pas de réaliser ce dessein. Est-ce dû à l'esprit revan- chard de certains belligérants ? Ou à un manque de fermeté à l'égard des vaincus ?

Allemagne. – Contrairement à ce qui s'était produit lors des autres conférences de paix, comme le congrès de Vienne en 1814-1815, les Etats vaincus lors de la première guerre mondiale furent exclus des négociations qui se déroulèrent à Paris (...). L'assemblée plénière, qui réunissait l'ensemble des trente-deux Etats invités à la conférence, n'eut en réalité que peu d'importance. Les décisions furent prises par un Conseil supérieur des grandes puissances : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et le Japon. (...)

[Selon les termes du traité de Versailles], l'Allemagne perdit 13 % de son territoire national, principalement l'Alsace-Lorraine [*récupérée par la France*] et des territoires cédés à la Pologne. La perte de nombreuses zones industrielles et d'espaces abritant des matières premières contribua à affaiblir considérablement son économie : 15 % des terres arables, 17 % des récoltes de pommes de terre et de blé, 75 % du minerai de fer, 68 % des gisements de zinc, 26 % de la production de charbon dur (...). L'Allemagne dut également renoncer à ses armes lourdes, à sa force aérienne, à ses sous-marins, à ses croiseurs et à 90 % de sa flotte marchande. Son armée fut limitée à une force de cent mille volontaires et la rive occidentale du Rhin fut démilitarisée.

La création d'un ordre durable, qui aurait établi la stabilité interne et externe du pays, n'a pas été rendue possible par le traité de Versailles. L'exclusion de l'Allemagne des négociations et la menace de reprendre la guerre si le traité n'était pas signé ont conduit à son rejet unanime par la population, qui le considéra comme une « paix imposée » ou, dans le langage de la droite, comme un « déshonneur imposé ».

Le contenu du traité lui-même provoqua des débats sans fin. Mais ce ne sont pas les compensations financières ni les pertes territoriales qui exaspérèrent la population – l'Allemagne s'y était déjà engagée lors du cessez-le-feu [*signé le 11 novembre 1918*]. Ce qui paraissait scandaleux, c'était le mépris pour le droit à l'autodétermination des Allemands du Memelland, de Haute-Silésie, du Sudetenland et d'Autriche allemande, en dépit du fait que tous les Etats créés par le traité de Paris l'étaient en principe au nom du droit des peuples à l'autodétermination. (...)

Même les communistes, pour qui le capitalisme et l'impérialisme portaient la responsabilité de la guerre, parlèrent d'un « traité de paix rapace » à propos des réparations. L'hostilité contre « Versailles » devint le moyen d'intégration négative le plus efficace de la République de Weimar.

Wolfgang Jäger, *Manuel d'histoire*, Cornelsen, Berlin, 2000

Royaume-Uni. – Le traité de paix avec l'Allemagne, six mois après l'armistice, fut signé le 28 juin 1919. Il fut établi par les grandes puissances, en particulier la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et les Etats-Unis. Mais de nombreux autres pays étaient représentés à Versailles, comme le Japon, la Chine et les nations du Commonwealth.

L'Allemagne ne fut pas consultée ; il ne s'agissait donc pas d'un traité négocié – tout comme les traités conclus sur l'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie et la Turquie. L'imposition du traité par le chantage à une reprise de la guerre rendit furieux de nombreux Allemands, dont Adolf Hitler. (...)

Durant les quatre années du conflit, de nombreuses villes et de nombreux villages français avaient été réduits à l'état de décombres. Les champs et les bois avaient été dévastés. Des centaines de milliers d'habitants avaient perdu leur maison et un million et demi de soldats avaient péri. (...) Les Français voulaient se venger. Ils voulaient punir l'Allemagne et affaiblir le pays afin que les Allemands ne puissent plus jamais déclarer une guerre à la France. (...)

Les Américains privilégiaient l'instauration d'une paix durable et juste. Le président [*Woodrow*] Wilson ne voulait pas que les puissances européennes élargissent les frontières de leurs empires au détriment des empires centraux. Pour autant, il n'avait aucune intention de laisser les Allemands échapper au paiement de pénalités.

[Le premier ministre britannique] Lloyd George recherchait lui aussi un accord de paix durable. Il voulait un traité de paix qui impose des pénalités justes aux puissances centrales, sans les réduire pour autant à la pauvreté et à l'anarchie. La Grande-Bretagne ne voulait pas voir l'Allemagne, ou tout autre pays de l'ancien Empire austro-hongrois, basculer dans une nouvelle révolution bolchevique. (...)

Au final, l'accord de paix [*de Versailles*] fut une sorte de compromis, moins sévère que ne le réclamaient les Français et moins juste que ne le demandaient les Américains et les Britanniques.

Philip Sauvain, *Le Monde contemporain, 1914-1980*,
Nelson Thornes, Cheltenham, 1989

France. – Les lendemains des deux conflits mondiaux sont favorables à la fondation d'un nouvel ordre mondial. L'hécatombe de la Grande Guerre (dix millions de morts) et celle de la seconde guerre mondiale (plus de cinquante millions) popularisent la cause pacifiste et suscitent chez les peuples le désir de mettre la guerre hors la loi.

Les traités de paix de 1919-1920 sont élaborés sur la base des idées du président américain Wilson. Ils fondent la Société des nations (SDN). Le traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, affaiblit militairement l'Allemagne, la rend responsable de la guerre et lui impose de payer des réparations pour les dégâts qu'elle a causés. Les Allemands parlent d'un diktat. (...)

Entre instruction et politique

(Suite de la page 17.)

magne, Macmillan Publishing Group pour le Royaume-Uni, De Agostini, Edumond Le Monnier et Rizzoli pour l'Italie, Santillana-Prisa et Planeta (propriétaire entre autres d'Editis) pour l'Espagne. Petit à petit, ces groupes ont absorbé les maisons d'édition historiques qui, ne pouvant rivaliser financièrement, maintenaient tout de même leur prestige sur le marché. Leurs logos, gages de qualité, ont été conservés. Ainsi, Hachette continue à publier des ouvrages portant l'étiquette Dunod, Armand Colin ou Larousse, cependant qu'Editis s'approprie le prestige de la marque Nathan.

Le marché scolaire aiguise les appétits : il représente, en France, plus de trente-cinq millions de volumes imprimés et vendus par an, pour un montant de l'ordre de 300 millions d'euros. Et il s'agit là sans doute de chiffres appelés à devenir marginaux au regard de ceux de l'Inde, du Brésil ou de la Chine, dont l'économie mais aussi l'instruction sont en expansion, et qui représentent un marché de centaines de millions d'écoliers et d'étudiants. On ne s'étonnera donc pas de voir quasiment tous les grands groupes cités s'empresser d'acquérir des maisons d'édition non seulement en Europe, mais aussi dans les pays émergents, pour exporter leurs propres produits et pour mieux répondre aux demandes des gouvernements locaux. Parallèlement, des stratégies analogues se mettent en place là où, il y a peu, on se contentait encore d'importer des manuels. Au Brésil, par exemple, des groupes nationaux auxquels participent souvent aussi des capitaux étrangers, comme l'Instituto Brasileiro de Edições Pedagógicas (IBEP), Saraiva et Abril, entrent en concurrence avec de grands groupes internationaux.

Certains de ces groupes sont contrôlés par des sociétés financières et opèrent sur plusieurs continents en même temps, au moyen de marques et de holdings dont il est presque impossible de suivre les ramifications. Il s'agit là de la phase la plus récente de la mondia-

changer d'histoire

En 1918, la SDN est affaiblie dès sa création. Le refus des Etats-Unis d'y adhérer, l'hostilité allemande à une SDN intégrée dans le traité de Versailles et la non-application du principe « une nation = un Etat » laissent en germe de nombreuses difficultés. La minorité allemande en Tchécoslovaquie est l'un des points de tension. Même si, en 1926, l'Allemagne entre à la SDN, soutenue par la France, et que le pacte Briand-Kellog signé en août 1928 déclare la guerre illégale, l'espoir de paix s'effondre avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933.

Hugo Billard (sous la dir. de), *Questions pour comprendre le XX^e siècle - Histoire 1^{re}*, Magnard, Paris, 2011

Russie. – Les représentants des vingt-sept nations qui avaient déclaré la guerre à l'Allemagne se déplacèrent dans la capitale française pour les négociations. Parmi les pays qui n'étaient pas invités, l'Allemagne et ses alliés, ainsi que la Russie soviétique. La « question russe » inquiétait les dirigeants de la conférence en raison de leur volonté de poursuivre l'intervention militaire en Russie et de diviser son territoire. (...)

Le Monde du XX^e siècle, Proveshchenie, Moscou, 1999

BOMBES ATOMIQUES

Les bombes nucléaires larguées par les Etats-Unis sur Hiroshima et Nagasaki, au Japon, les 6 et 9 août 1945, furent les armes les plus destructrices jamais utilisées. Le recours à un tel arsenal était-il nécessaire pour mettre fin à la seconde guerre mondiale ? Selon les pays, les livres d'histoire apportent des réponses divergentes.

Japon. – Fallait-il vraiment utiliser la bombe atomique pour contraindre le Japon à la reddition ? Le président [Harry] Truman a affirmé que ce choix avait sauvé la vie de millions d'Américains et de soldats alliés. Un scientifique anglais a avancé en revanche qu'avec cette bombe on avait, de sang-froid, sacrifié les citoyens des deux villes, simples pions dans la stratégie américaine à l'égard de l'Union soviétique. Une autre théorie veut que la décision ait été prise de façon à justifier aux yeux du contri-

Corée du Sud. – Les communistes nord-coréens hâtèrent la guerre contre le Sud après avoir formé leur gouvernement. Grâce au traité de paix secret qu'ils avaient signé avec l'Union soviétique, ils augmentèrent leur puissance militaire. Peu avant la guerre du 25 juin, l'armée nord-coréenne comptait deux cent mille soldats et était équipée d'avions et de tanks modernes fournis par les Soviétiques. Pendant ce temps, le Sud connaissait une situation chaotique, du fait des émeutes et des grèves. Soumise à une soudaine croissance de la population et à la famine, son économie souffrait beaucoup.

De plus, la situation politique était très fragile en raison de la surabondance de partis et d'institutions sociales. Les forces armées étaient aussi bien mal en point. L'armée sud-coréenne comprenait moins de cent mille hommes dont les armes et les équipements étaient désuets.

Les communistes nord-coréens, tout en préparant la guerre, se rapprochèrent du Sud au prétexte d'une politique de paix. Le 25 juin 1950, ils lancèrent l'offensive sur toute la longueur du 38^e parallèle.

Histoire de la Corée : collège, Dae Han Textbook Co., Séoul, 2000

Japon. – Tandis que les Nord-Coréens avançaient rapidement vers le sud, le Conseil de sécurité des Nations unies décida, en l'absence du délégué de l'Union soviétique, d'apporter un soutien militaire à la Corée du Sud. Les forces des Nations unies, principalement composées de soldats américains, avancèrent vers le nord jusqu'aux abords de la frontière sino-coréenne. La Chine envoya alors une puissante armée de volontaires en Corée du Nord. (...) Un cessez-le-feu fut signé en 1953.

Durant la guerre de Corée, les bases militaires américaines sur les principales îles japonaises et à Okinawa furent utilisées, et une importante quantité de matériel militaire fut achetée au Japon. Cela dopa la croissance de l'économie japonaise.

Le Japon dans l'histoire contemporaine, manuel de collège, International Society for Educational Information, 1994



EDITIONS FILIGRANES PARIS, 2009

buable américain la somme de 2 milliards de dollars dépensée pour parvenir à mettre au point les têtes nucléaires.

Le Japon dans l'histoire contemporaine, manuel de collège, International Society for Educational Information, Tokyo, 1994

Italie. – Le Japon opposait une résistance désespérée à l'avancée des forces américaines dans les îles du Pacifique et à leurs raids aériens incessants. La disposition des pilotes japonais à se transformer en kamikazes (...) et le fait que les soldats du pays préféreraient périr plutôt que de se rendre (...) avaient démontré qu'une véritable victoire coûterait plus de vies [que le largage des bombes].

Rosario Villari, *Histoire contemporaine*, Laterza, Bari, 1990

GUERRE DE CORÉE

Qui a commencé la guerre de Corée en 1950 ? Sans surprise, les deux belligérants répondent de manière radicalement différente. Au Japon, on préfère se focaliser sur l'apport économique de la guerre.

Corée du Nord. – Irrités par la croissance rapide et stupéfiante du pouvoir de la République [populaire], les envahisseurs américains hâtèrent la préparation d'une guerre agressive destinée à la détruire dès son enfance. (...)

Les envahisseurs américains, qui se préparaient à la guerre depuis longtemps, aidés par leurs marionnettes, déclenchèrent finalement l'offensive le 25 juin de la 39^e année du calendrier du Juche (1). Ce matin-là, les ennemis attaquèrent par surprise la moitié nord de la République.

Après avoir franchi le 38^e parallèle, les ennemis avancèrent de plus en plus loin dans la moitié nord de la République. Une grave menace se dessinait pour notre pays et notre peuple. Son Excellence le Grand Leader de la République eut à prendre une décision cruciale : les forces d'invasion des ennemis devaient être éliminées, et notre pays et notre peuple devaient être sauvés.

Histoire de la révolution de notre Grand Leader Kim Il-Sung : lycée, Textbook Publishing Co., Pyongyang, 1999

SADATE EN ISRAËL

Quatre ans après la guerre de 1973, qui avait opposé Israël à l'Egypte et à la Syrie, Anouar El-Sadate devint le premier président arabe à effectuer une visite officielle en Israël. Vu par les uns comme un acte de courage, ce geste fut perçu par les autres comme une trahison.

Israël. – L'événement décisif eut lieu le 9 novembre 1977. « Afin de parvenir à la paix et d'épargner la vie ne serait-ce que d'un seul soldat égyptien, je suis prêt à aller au bout de la terre, et même à la Knesset de Jérusalem », déclara alors Sadate devant la Convention nationale égyptienne. [Le premier ministre israélien Menahem] Begin saisit la main tendue et invita formellement le président égyptien. Le 16 novembre, Sadate réitéra son intention de venir à Jérusalem, cette fois lors d'un entretien à la télévision américaine. Trois jours plus tard, il atterrissait à l'aéroport Ben Gourion.

Une vague d'enthousiasme balaya Israël. Les téléspectateurs stupéfaits regardaient une scène qui semblait tout droit sortie d'une fiction politique : le dirigeant de l'un des plus importants pays arabes était accueilli comme un visiteur officiel par les dirigeants de l'« entité sioniste » ostracisée. (...) Ce geste incroyable du raïs contredisait l'un des axiomes les plus solidement ancrés de la politique israélienne : « Il n'y a personne à qui parler. »

Elie Barnavi et Eyal Naveh, *Histoire contemporaine, section B, 1920-2000*, Tel Aviv Books, 1999

Syrie. – Anouar El-Sadate a signé avec l'entité sioniste un « accord de paix israélo-égyptien » qui appelle à une prétendue paix entre l'entité sioniste d'un côté et le régime égyptien et les pays arabes voisins de l'entité sioniste de l'autre. Ce nouveau pas perfide sur la route de la fin de la lutte entre les sionistes et les Arabes correspond aux intérêts de l'ennemi. Il impose un esprit d'abandon, de renoncement aux terres arabes occupées, et il ignore les droits nationaux du peuple arabe palestinien.

Education national-socialiste, classe 12, ministère de l'éducation syrien, Damas, 1989-1990



Marxistes, islamistes, altermondialistes

– Les manuels scolaires donnent souvent de l'entreprise une image plus proche du XIX^e siècle que de la réalité actuelle. Mais je pense que les enseignants ont le souci de donner aux enfants la meilleure éducation possible. Simplement, ils manquent d'information.

Michel Pébereau, alors président du groupe BNP Paribas, *Le Figaro Economie*, Paris, 1^{er} février 2005

– La polémique autour de l'enseignement de l'économie n'en finit pas de rebondir. (...) La tension, relayée par le monde de l'entreprise, montait depuis quelque temps. Jusqu'au coup de sang récent de l'ex-premier ministre socialiste Michel Rocard, qui est allé jusqu'à qualifier de « catastrophe ambulante » l'enseignement de cette matière, qu'il rend « responsable du blocage du dialogue social dans notre pays » (...). Le manuel doit être un outil pédagogique attrayant pour les élèves. Faut-il pour autant débiter l'année de première par un long dossier sur l'économie du... tatouage, comme Hatier, ou encore prendre l'exemple de la drogue comme marché organisé ?

Le Figaro, 5 janvier 2008

– Le cours du [manuel] Bordas, intitulé « Le réveil de l'islamisme et ses conséquences », explique à l'élève qu'il est « le résultat de la corruption et de l'autoritarisme des régimes politiques. Il se développe aussi dans un contexte d'opposition à Israël et aux Etats-Unis. Il refuse la prépondérance occidentale et la mondialisation ». La première phrase a du vrai, mais les deux suivantes sont une reprise pure et simple du discours des terroristes à destination des masses arabes et de l'Occident rongé de mauvaise conscience (...). Les Tariq Ramadan et autres islamistes affables invités des forums sociaux ou des grandes messes altermondialistes tiennent le même discours usurpateur pour séduire un public palestinophile et hostile à la mondialisation libérale identifiée au capitalisme américain. N'est-il pas inquiétant de voir relayer à l'école, par l'intermédiaire d'un manuel d'histoire, la jonction entre l'islamisme et le tiers-mondisme ?

Barbara Lefebvre et Eve Bonnivard, Elèves sous influence, Louis Audibert, Paris, 2005

– Nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur la « théorie du genre sexuel », présente dans certains manuels de sciences de la vie et de la terre [SVT] de classe de première. Selon cette théorie, les personnes ne sont plus définies comme hommes et femmes mais comme pratiquants de certaines formes de sexualité : homosexuels, hétérosexuels, bisexuels, transsexuels. Ces manuels imposent donc une théorie philosophique et sociologique qui n'est pas scientifique, qui affirme que l'identité est une construction culturelle relative au contexte du sujet. (...)

Même si la « théorie du genre sexuel » n'apparaît pas stricto sensu dans les programmes d'enseignement de SVT, elle est clairement présentée dans les manuels scolaires, ce qui est autant illégitime que choquant. Le manuel édité par Hachette y consacre par exemple une page entière, sous l'intitulé « Le genre, une construction sociale » ! Il est donc du devoir de l'Etat de mieux contrôler le contenu des manuels scolaires dont disposent les lycéens.

Lettre de quatre-vingts députés de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) au ministre de l'éducation nationale Luc Chatel, 30 août 2011

– A la fin de l'année 2000, les journaux italiens se firent l'écho d'une scandaleuse initiative du conseil régional du Latium. (...) Le conseil avait approuvé à une large majorité une motion présentée par le chef du groupe Alliance nationale, la formation politique héritière de l'ancien parti néofasciste (...). La motion estimait que les manuels d'histoire racontent « le passé de notre Nation en en mythifiant des pages entières et en en ignorant d'autres, et [que] cela donne le sentiment que l'on veut faire prévaloir une sorte de "vérité d'Etat" trop souvent incompatible avec la réalité. (...) Non seulement le caractère factieux des ouvrages de certains historiens est culturellement dangereux, mais il alimente de façon artificielle l'affrontement entre générations, qui dure depuis de trop nombreuses années et qui empêche la reconstruction d'une identité nationale commune à tous les citoyens italiens et la réalisation d'une véritable pacification nationale. » (...) Berlusconi adhéra avec enthousiasme à l'esprit de la motion, en déclarant de façon menaçante : « Nos enfants ne devraient (...) plus étudier les ouvrages d'histoire qui contiennent des déviations marxistes. »

Leonardo Casalino, « La polémique sur les manuels scolaires en Italie », Matériaux pour l'histoire de notre temps, n° 68, Nanterre, 2002

(1) Ce calendrier prend comme point de départ la naissance de Kim Il-sung, en 1911.

Tintin en banlieue, ou la

(Suite de la première page.)

La progression de ces thèmes, qui s'explique notamment par la multiplication des prises de position des partis politiques, met au jour l'alignement progressif de France 2 sur ses concurrentes privées. En 2012, selon l'Institut national de l'audio-visuel (INA), le journal télévisé (JT) de M6 a couvert 517 faits divers, notamment dans les banlieues, contre 472 pour celui de TF1 et à peine moins (454) pour France 2. Des chiffres peu étonnants lorsqu'on sait que la plupart des cadres de la chaîne publique, promus à l'aube des années 2000, viennent du privé et ont apporté leurs méthodes de travail (lire l'encadré).

Lorsqu'ils travaillaient à TF1, en parallèle de leurs reportages pour le journal télévisé, les journalistes Guilaine Chenu (devenue présentatrice d'« Envoyé spécial » sur France 2), Benoît Duquesne (« Complément d'enquête ») et David Pujadas (JT de

20 heures) ont par exemple multiplié les sujets sur le thème de l'islam dans les banlieues pour l'émission « Le Droit de savoir ». En 1995, Pujadas a même coécrit un livre, *La Tentation du jihad. L'islam politique en France* (Jean-Claude Lattès), qui entendait « mettre en évidence les mécanismes de ce "jihad de banlieue" ». Il y compile différents reportages réalisés pour TF1, dont l'un, diffusé en octobre 1993, intitulé « Immigration, l'intégration en perte de vue ». On y voit le futur présentateur de France 2 aller à la rencontre d'« habitants de cités » pour dresser le constat de l'incompatibilité des modes de vie des « communautés noire », « asiatique » et « maghrébine » avec leur intégration dans la société française. Selon le jeune reporter, les caractéristiques de la « vague du regroupement familial » (les « familles nombreuses », la « polygamie », l'« absence de sens des valeurs »...) ont conduit au « délabrement » et à la « formation de ghettos ».

Anticiper les attentes de la hiérarchie

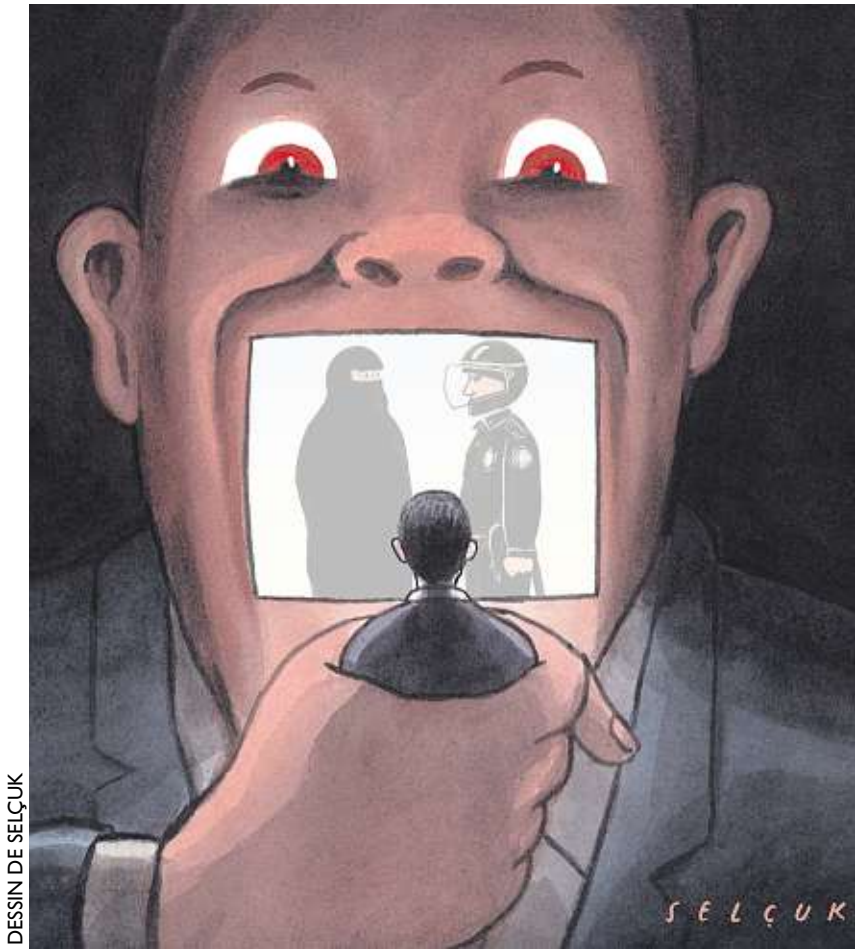
C'EST donc armés de ce genre de préjugés que les nouveaux hiérarques de la rédaction de France 2 tentent de convaincre l'ancienne équipe de rompre avec une couverture de la banlieue jugée « trop angéliste ». En particulier lors des conférences de rédaction, instance d'évaluation où se distribuent non seulement les sujets à traiter, mais aussi les bons et les mauvais points de la veille. Celles-ci fonctionnent comme des moments d'incorporation in situ des routines professionnelles. Les deux principaux journaux de la chaîne, le « 13 heures » et le « 20 heures », font chacun l'objet de deux conférences de rédaction qui, la plupart du temps, ne réunissent que des membres de la hiérarchie. A tour de rôle, les chefs de service (politique, société, informations générales, culture) exposent les propositions de leurs équipes, l'avancée des tournages en cours, et s'efforcent de recueillir l'assentiment des chefs, seuls décisionnaires du sommaire du JT.

Ces derniers, qui ne signifient souvent leur niveau d'intérêt pour les propositions que par une simple expression du visage ou une réaction rapide (une moue sceptique, une exclamation enthousiaste,

quelques brèves questions...), formulent également des commandes de reportages très précises. Les chefs de service inclinent alors d'autant plus à s'aligner sur les attentes des rédacteurs en chef et des présentateurs – et même à les anticiper – qu'ils sont en concurrence pour obtenir la programmation des productions de leurs équipes respectives.

Cette organisation induit une surenchère dont bénéficie la hiérarchie. En mars 2003, par exemple, en réponse à la demande d'un rédacteur en chef de s'intéresser aux « retombées en France de la guerre en Irak », le responsable du service politique propose un sujet sur le « rôle des élus » pour apaiser les tensions communautaires ; celui du service société envisage de réaliser des interviews dans les mosquées et les écoles de banlieue ; celui des informations générales veut recueillir l'avis de jeunes gens en bas des tours d'habitation, etc.

La rivalité entre services permet aux responsables des JT de s'assurer de la confection de reportages sur mesure, même quand les rédacteurs expriment des réticences. En décembre 2006, par



DESSIN DE SELÇUK

exemple, après la publication d'un communiqué de presse annonçant que « M. Nicolas Sarkozy accueille à Beauvais [siège du ministère de l'intérieur] des jeunes des quartiers populaires », plusieurs journalistes du service informations générales rechignent à couvrir cet « événement », considéré comme une opération de « récupération », voire de « manipulation » du ministre. Qu'importe : un responsable du service politique se porte candidat pour réaliser le reportage.

Ces modalités de fonctionnement ont pour effet d'aligner les propositions de sujets sur les schémas d'interprétation des responsables de la rédaction les plus éloignés du terrain, au point de définir souvent une banlieue hors sol. Dans la pratique quotidienne, le directeur de la rédaction, les présentateurs et les

rédacteurs en chef du JT sont en effet doublement éloignés des quartiers populaires : non seulement ils ne partent plus en reportage, mais ils n'encadrent pas non plus directement les journalistes qui réalisent les sujets en question, cette tâche étant dévolue aux chefs de service. Ainsi, leur point de vue sur « les

« Alors Mohammed, t'es pas content ? »

UNE telle stratégie s'avère payante. Pour la chaîne, qui dispose ainsi de reporters immédiatement opérationnels en mesure d'honorer les commandes hiérarchiques, mais également pour les journalistes. « Chaque fois que j'ai changé de service, c'est grâce à mon carnet d'adresses "police et justice" », raconte une spécialiste du domaine, débâchée à quatre reprises entre 2000 et 2012, par TF1 et par France 2. Il y a très peu de gens spécialisés en police : c'est compliqué, il faut avoir la confiance des sources... Donc avoir un carnet d'adresses m'a quand même beaucoup permis d'avancer. » Mais à trop côtoyer les policiers, les journalistes finissent par adopter inconsciemment leur perception du monde social, leurs catégories d'analyse et parfois leur langage. Ainsi, dans les couloirs de France 2, guetter un événement ou une personnalité revient à « faire une planque », couvrir un cambriolage à « monter au braco ». GAV (garde à vue), VMA (vol à main armée), VV (vol avec violence) : les termes techniques policiers sont monnaie courante dans le service informations générales, qui traite les faits divers.

Le ministère de l'intérieur et ses services (préfectures, commissariats...) fonctionnent comme de véritables coproducteurs de l'information qui savent parfaitement anticiper et s'adapter aux conventions journalistiques de mise en scène. La sélection d'un reportage sur une « saisie de stupés à Nanterre » est par exemple liée au fait qu'une caméra de la chaîne a été autorisée à accompagner les forces de police dans leurs opérations de fouille de voitures ou d'appartements. Le chef du service informations générales de France 2 se félicite publiquement de cette production, une « jolie opération des stupés à Nanterre, avec une prise pas mal, de l'argent », qui « vaut par le côté rock'n'roll, avec le côté spectaculaire des mecs qui enfoncent les portes ».

Les discussions en conférence de rédaction s'apparentent bien souvent à des paris sur les sujets susceptibles d'être abordés par les autres chaînes. L'une des façons possibles pour un chef de service d'imposer « son » sujet consiste alors à faire valoir que les concurrents, eux, le traiteront. Ainsi, comme nous l'expliquent des journalistes-rédacteurs, certains reportages – rebaptisés ironiquement sujets « au cas où » – n'ont de chances d'aboutir qu'« au cas où » TF1 serait également présente.

banlieues » se nourrit des seuls discours susceptibles de leur parvenir : celui des sources dominantes et des médias qui font référence à leurs yeux.

L'incitation à accumuler des contacts au sein des forces de l'ordre (source inépuisable de faits divers) constitue ainsi l'une des principales injonctions adressées aux jeunes reporters. Une préoccupation qui se traduit par l'assiduité des journalistes de la chaîne aux formations délivrées par l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (Ihesi) (3) : tous types de médias confondus, la rédaction de France 2 est celle qui y a inscrit le plus de journalistes. Entre 1994 et 2011, pour le seul service des informations générales, sept d'entre eux ont fait partie des promotions de cet institut. En investissant dans ces « formations », la chaîne espère créer des liens de familiarité avec de futurs responsables de la sécurité : « Ça coûte quand même 8 000 euros par an à France 2, donc, quand on met un mec là-dessus, on essaie que ça soit pour quelque chose », reconnaît un ancien chef des informations générales devenu rédacteur en chef du JT.

Quatre jours par mois pendant un an, à l'occasion d'enseignements consacrés aux différentes dimensions de la sécurité, les journalistes inscrits côtoient une centaine de professionnels de la sécurité publique promis à une ascension dans leurs corps respectifs : commissaires, colonels de gendarmerie, magistrats, sous-préfets, directeurs des douanes, etc. A eux, ensuite, d'entretenir et de renforcer les liens avec leurs anciens camarades de formation. « Ce sont des gens que je vois encore, confie un reporter diplômé. Et on se tutoie, vous savez. C'est une espèce de rite, c'est de la sous-franc-maçonnerie, je ne le vois pas autrement. On ritualise le réseau. »

Pour mener à bien ce travail de prédiction, l'ensemble des journalistes gardent un œil attentif sur les thématiques abordées par les autres médias. Les radios, bien sûr, mais aussi la presse écrite, et en particulier *Le Parisien*. Souvent cité comme une référence en conférence de rédaction, ce quotidien sert d'étalon pour évaluer la programmation du pôle des médias dits « populaires ». En plus de fournir presque clés en main des idées de sujets réalisables dans la journée par une équipe de télévision basée à Paris, il est perçu comme capable d'attirer un public varié. Aussi les reportages placés en début de JT reprennent-ils souvent la hiérarchie de sa « une ». Avec pour effet l'imposition récurrente de « sujets banlieue », très largement traités par le quotidien, qui, compte tenu de sa zone de diffusion, produit un effet de loupe sur la région parisienne.

Une fois la sélection arrêtée en conférence de rédaction, les responsables du JT s'en remettent aux chefs de service pour transmettre aux reporters les consignes liées à chaque sujet retenu. « Ça répercute et ça descend d'un étage », précise une journaliste chargée des chroniques judiciaires. A l'étage encore inférieur, les journalistes expriment rarement la moindre critique théorique ou politique sur la définition du sujet qui leur est confié par les chefs de service : toute commande avalisée par la hiérarchie semble tenue pour légitime et réalisable, sauf impossibilité matérielle. Ainsi, quand il se voit confier un compte rendu sur « l'agression de CRS », même s'il souligne la difficulté à « tourner aux Tarterêts » (une cité de l'Essonne où « c'est très chaud ») et nous avoue ses doutes sur l'intérêt du reportage (« J'ai peur que ça donne un sujet pitoyable »), Denis fait contre mauvaise fortune bon cœur... jusqu'à ce qu'il réussisse à démontrer que le sujet est irréalisable sur le plan pratique.

Face aux critiques qui leur sont adressées sur le « traitement des banlieues », les journalistes mettent en avant leurs difficultés à nouer des rapports de confiance avec les habitants des quartiers populaires.

(3) L'Ihesi a été rebaptisé Institut national des hautes études de sécurité (Inhes) en 2004, puis en 2010 Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (Inhesj). Lire aussi Pierre Rimbart, « Envahissants experts de la tolérance zéro », *Le Monde diplomatique*, février 2001.

13.14.15 sept 2013

Fête de l'Humanité

Parc départemental Georges-Valbon – La Courneuve

Des concerts exceptionnels, du théâtre, du cinéma, des débats, des expositions... Des moments inoubliables

Un Village du Livre avec 250 auteurs, 60 maisons d'édition, 25 rencontres littéraires sur 2 500m² d'exposition.

Un Village du Monde avec 80 pays représentés, 100 stands de journaux ou d'organisations progressistes du monde entier, 12 rencontres débats sur les problématiques du monde.

Des expositions

« L'Humanité, une histoire de Fêtes », retour en images sur la Fête de l'Humanité avec l'INA ;

« Pasolini, la fureur de l'engagement » par la Cinémathèque Française ;

La censure en Iran - dessins de presse avec arte ;

Expo Woody Guthrie par Zebrock ;

Art contemporain sur le thème « Guerre et paix, hommage à Jean Jaurès et Pablo Picasso »...

-M- Archive

Jamel Debbouze * Asaf Avidan

Tryo * Fété * Jamel Comedy Club

Orchestre National de France

Asian Dub Foundation * Empire Dust

Flavia Coelho DJ set * Sanseverino

Hommage à Victor Jara (Zebda et invités)

Staff Benda Bilili * HK et les Saltimbanks

Yvan Le Bolloc'h et Ma Guitare * Bibi Tanga

Demi-Mondaine * Rocé * La Jarry * Erik Marchand

Marc Perrone * Orchestre symphonique Divertimento

La compagnie Bernard Lubat * Anne Paceo Quintet

Sextet Laika * Dominique Fillon Quintet

www.humanite.fr

NAVETTE/BUS : à partir du RER B Le Bourget - M° ligne 7 Fort d'Aubervilliers et tramway T1 La Courneuve 8-Mai-1945

BILLETS : www.humanite.fr, magasins Fnac, Carrefour, Géant, fnac.com, sur votre mobile et points de vente habituels : Ticketnet et Digitick

l'Humanité

L'Humanité.fr

L'HUMANITÉ DIMANCHE

HEINEKEN SAS

fnac

inter

info

bleu 107.7

chérie

radio 1

fip

le 5000

radio 6

vous écoutez

radio france

DU JOURNAL TÉLÉVISÉ

fabrique de l'information

C'est ainsi qu'ils justifient la mobilisation systématique d'intermédiaires chargés notamment d'assurer leur protection. « *Sarcelles, fais gaffe, ça craint vraiment*, conseille par exemple une journaliste à sa jeune collègue. *N'y va pas seule. Fais-toi accompagner par quelqu'un de la mairie ou de la communauté, surtout si tu vas recueillir les impressions en bas des immeubles* [elle mime la question de la journaliste] : *"Alors Mohammed, t'es pas content ?"* » Le dispositif fonctionne comme une prophétie créatrice : le fait que le tournage se passe bien confirme l'utilité de ces personnes-relais.

Travelling obligatoire sur les tours

LA rencontre avec un seul intermédiaire peut déterminer toute une série de tournages. Début 2001, Denis fait par exemple la connaissance de Tariq, éducateur dans une ville du département de l'Essonne. Il est chargé de réaliser un reportage sur les « tournantes » (viols collectifs) et les relations entre garçons et filles dans les cités, et l'éducateur accepte de lui organiser une rencontre avec des jeunes. Après les attentats du 11-Septembre, Tariq présentera à Denis un jeune de sa commune « converti à l'islam » : « *J'étais très content de tomber sur un truc comme ça. Comme le môme était délinquant, Tariq le connaissait, c'est lui qui m'avait donné son numéro de téléphone* », se souvient Denis, encore reconnaissant. Deux jours plus tard, toujours dans la même ville, l'éducateur fournit à Denis des adolescents qui ont pris l'habitude de se réunir dans les halls d'immeuble. Puis c'est à l'occasion d'un reportage sur le « *sentiment d'insécurité* » que Tariq présente à Denis trois étudiants se plaignant d'être régulièrement contrôlés par la police.

Cette logique de préparation des reportages favorise une surexposition de certaines cités. Une grande partie des soixante-dix-neuf reportages relatifs à la banlieue réalisés

Mais le recours aux intermédiaires se justifie aussi par la difficulté matérielle à réaliser en un laps de temps très court (parfois le matin pour le soir) des sujets « incarnés » et « vivants ». Une partie peu connue du travail des journalistes consiste à trouver, dans les quartiers populaires, ces entremetteurs – qui se distinguent des fixeurs par le fait qu'ils ne sont pas rémunérés par la rédaction – capables de présélectionner des habitants dont les trajectoires personnelles correspondent aux commandes de la hiérarchie. S'ils y parviennent, leur réputation sera scellée et leur nom circulera dans les salles de rédaction.

par Denis entre 2000 et 2007 pour les journaux de France 2, ont pour décor les villes où le journaliste dispose de relais. Principalement dans l'Essonne, où Tariq est implanté (deux villes cumulent quinze reportages), et dans le Val-de-Marne, dont la fixeuse de France 2 est originaire.

Les sollicitations que les médias adressent à certains interlocuteurs sont si nombreuses qu'elles génèrent des routines de travail chez les accompagnateurs. En 2003, deux équipes de France 2 se rendent à Sarcelles à neuf jours d'intervalle. Chaque fois, le maire de la ville, en véritable tour-opérateur de cité, conduit la visite selon un parcours quasi identique : la synagogue, le salon de thé de la « *communauté juive* », le marché « *métissé* », lieu de rencontre des « *soixante-dix communautés de la ville* », le bar PMU où se retrouvent les « *vieux Maghrébins* » venus jouer aux courses, la mosquée (4)...

Les parcours proposés par les intermédiaires sont à l'évidence inspirés de leurs expériences répétées dans l'accueil de journalistes. Qu'il s'agisse des visites standardisées, des suggestions faites au cameraman (filmer une passante en burqa, le bar de « *vieux Maghrébins* »...) ou encore de la présélection des protagonistes des reportages, de nombreuses situations démontrent l'intériorisation par les entremetteurs des codes iconographiques du

Une privatisation rampante

MARS 2003. Le service informations générales de France 2 – dévolu notamment aux faits divers – est encombré de cartons. Le déménagement en cours témoigne de la réorganisation de la rédaction : ce service vient de fusionner avec le prestigieux service étranger pour former un vaste département « enquêtes et reportages ». En se dotant d'un grand pool de reporters ultrapolyvalents, capables de traiter indifféremment des sujets sur le territoire français et à l'étranger, France 2 s'aligne sur le modèle d'organisation des grandes rédactions de l'audiovisuel commercial.

Cette architecture, toujours en place aujourd'hui, parachève en effet une série de transformations impulsées par l'équipe dirigeante de la rédaction nommée en 2001. Cette année-là, le présentateur du journal de 20 heures, Claude Sérillon, et le directeur de la rédaction, Pierre-Henri Arnstam – deux figures emblématiques de la télévision publique –, sont remplacés respectivement par David Pujadas, débauché de LCI/TF1, et Olivier Mazerolle, venu de RTL.

Dans ce grand renouvellement de l'organigramme de la rédaction, la plupart des promus ont en commun d'avoir travaillé, voire débuté, dans l'audiovisuel privé. Plusieurs viennent de TF1, comme Jean-Michel Carpentier, qui devient en 2001 rédacteur en chef adjoint du « 20 heures » de France 2, ou Thierry Thuillier, le nouveau responsable du service étranger. D'autres ont fait leurs armes sur La Cinq (la chaîne commerciale créée par M. Silvio Berlusconi en 1986 et disparue en 1992), comme Michèle Fines, qui devient responsable des informations générales. Quant aux rares cadres qui conservent leur poste en dépit de tous ces bouleversements, ils ont souvent connu eux aussi une expérience sur les chaînes privées. C'est le cas d'Arlette Chabot, chef du service politique de TF1 de 1984 à 1990, qui présente l'émission « Mots croisés », ou de Béatrice Schönberg, la présentatrice des journaux du week-end, qui est aussi une ancienne journaliste de La Cinq (1987-1992) et de TF1 (1992-1997).

Imprégnés des logiques de concurrence et de rentabilité, mandatés pour remonter la part d'audience des journaux télévisés (JT) de France 2, ces transfuges imposent de nouvelles priorités éditoriales – notamment la médiatisation des faits divers. Depuis les années 90, toutes les vagues de recrutement entraînent une contestation, parfois violente, des tenants de l'ancienne ligne, devenus minoritaires. « *C'était la guerre. On nous disait : "Vous êtes des ringards de gauche. Vous n'y connaissez rien, ce n'est pas comme ça que ça marche, le journalisme moderne"* », se souvient Marcel Trillat, figure historique de l'audiovisuel public, plusieurs fois chef du service société au cours des années 1990 et syndiqué à la Confédération générale du travail (CGT).

Les affrontements portent souvent sur l'attention à accorder aux faits divers et à la production des chaînes concurrentes. « *Dans la rédaction, on a vraiment une gauche postmarxiste qui a des références révolutionnaires théoriques marxistes [et] qui ne supporte pas les mots "management", "produit", "audience", "parts de marché", "pénétration"... Pour eux, un fait divers, c'est sale par définition* », estime l'un des rédacteurs en chef actuels du JT, recruté comme journaliste aux informations générales en 1994 et promu chef de service adjoint en 2001.

Depuis 2001, un camp a clairement pris le dessus sur l'autre, comme en attestent les nouveaux recrutements : Laurent Delahousse (ex-M6) présente les journaux du week-end depuis 2007, Florian Bugier (ex-Bloomberg TV, BFM TV et i-Télé) assure la présentation des JT pendant les périodes de vacances depuis 2011, François Lenglet (ex-BFM Business) dirige le service France depuis juin 2012, etc. « *C'est vraiment l'autre télé qui gagne* », déplore Trillat, qui a quitté la rédaction de France 2 en 2001.

J. B.

journalisme en banlieue. Parce qu'il devance les éventuels besoins du reporter, l'accompagnateur apparaît aussi comme le promoteur et le passeur de pratiques journalistiques-types.

Il faut dire que l'attention des journalistes en déambulation dans les quartiers populaires est principalement consacrée à un repérage des situations, paysages et protagonistes évoquant au mieux « la banlieue ». Ainsi, les images de barres et de tours, pourtant minoritaires dans

l'habitat de ces villes, paraissent constitutives du genre visuel de ces reportages. En particulier leur déclinaison sous forme de travelling : ce procédé offre une solution esthétique (animer des images d'immeubles par définition immobiles), tout en répondant aux impératifs de sécurité – il permet aux reporters de rester à l'abri dans leur véhicule, sans même devoir s'arrêter. « *Ah ! que serait un sujet sur la banlieue sans le travelling sur les tours ?* », s'esclaffe une monteuse en découvrant les rushes – images brutes issues du tournage – d'un journaliste envoyé à Clichy-sous-Bois. Ces prises de vues semblent faire à ce point partie de la routine de fabrication des reportages dans les quartiers populaires que les monteurs en puisent fréquemment dans les archives lorsque les équipes n'ont pas eu la possibilité d'en filmer.

D'autres composantes de la représentation des cités s'ajoutent à la collecte journalistique. En analysant l'ensemble des images filmées par les équipes d'Olivier ou de Denis dans deux banlieues différentes, on constate que le cameraman privilégie en fait les mêmes images, pour lesquelles il s'efforce de diversifier les modes de captation : cadrages larges, rapprochés ou en mouvement sur les immeubles, les balcons, les couloirs obscurs, les antennes paraboliques, les tags, les traces de dégradation...

Au cours d'une déambulation à Clichy-sous-Bois, Pierre, le journaliste-rédacteur, aperçoit deux panneaux noircis par un incendie, encore fixés à une barrière, à côté d'une école primaire. Il se tourne vers le journaliste-reporter d'images (JRI) : « *Tu me fais un plan !* » L'autre s'exécute et réalise d'abord des images des deux pancartes, avant de manipuler sa caméra de bas en haut pour capturer dans un même mouvement les panneaux, puis la tour d'immeuble et les paraboles en arrière-plan.

Mais il faut aussi mettre en mots une galerie de personnages récurrents : l'imam, l'éducateur, les « jeunes » méritants ou déviants, les victimes de nuisances, etc. Ce format anticipe l'appréciation des chefs, ainsi que d'un public que l'on imagine imprégné des mêmes présupposés ; il prévoit tout à la fois où seront les personnages, ce qu'ils seront, mais aussi ce qu'ils diront. Les journalistes se doivent ainsi de développer des talents de dialoguistes et de metteurs en scène, car, au journal télévisé, la parole et les situations sont moins recueillies que coproduites.

JÉRÔME BERTHAUT.

(4) Cf. Julie Sedel, *Les Médias et la banlieue*, INA - Le Bord de l'eau, Paris-Lormont, 2013 (1^{re} éd. : 2009).

Les Amis du
MONDE diplomatique

RÉGIONS

AIX-EN-PROVENCE. Le 26 septembre, à 19h30, au Café culturel citoyen, 23, boulevard Carnot, « *café-Diplo* » autour du dossier sur les manuels scolaires (*lire pages 17 à 21*). (06-42-37-78-55 et d.bruet@orange.fr)

ANGOULÊME. Le 24 septembre, à 19 heures, à la médiathèque L'Esplanade, Saint-Yrieix : « *La réforme des retraites : quels effets ?* », avec Antoine Rémond, auteur de *Retraites : quelle nouvelle réforme ?* (La Documentation française). (05-45-67-20-21 et patrickbouthinon@orange.fr)

CARCASSONNE. Le 12 septembre, à 20h30, au cinéma Le Colisée : projection-débat autour du film de Thomas Lacoste *Notre monde*, avec les Amis du Cinoch. (04-68-47-69-22 et amd11@free.fr)

DIJON. Le 24 septembre, à 18 heures, au P'tit Ciné Berbissey, 9, rue de la Manutention, « *café-Diplo* » autour du dossier sur les manuels scolaires. (annie.munier-petit@laposte.net)

FRANCHE-COMTÉ. Le 15 septembre, à 16 heures, dans le cadre de la Foire éco-bio de Vuillafans (Doubs) : « *Huiles et gaz de schiste : quels dangers ?* », avec Eva Lacoste de la revue *Les Zindignés(e)s !* (03-84-30-35-73 et odile-mangeot@wanadoo.fr)

GIROUDE. Le 25 septembre, à 19 heures, au Poulailleur, place du 14-Juillet, Bègles, « *café-Diplo* » (06-85-74-96-62 et amis.diplo33@gmail.com). Le 18 septembre, à 20h30, au café de l'Orient, esplanade François-Mitterrand, Libourne : « *Moi, président de la Bolivie, séquestré en Europe* », débat autour de l'article de M. Evo Morales paru dans *Le Monde diplomatique* d'août 2013. (05-56-06-08-26 et groupeamlibournais@orange.fr)

LILLE. Le 18 septembre, à 20h30, à la Maison régionale de l'environnement et de la solidarité (MRES), 23, rue Gosselet : « *Enercoop ou comment penser une réappropriation du secteur de l'énergie par les citoyens* », avec Guillaume Jourdain. (06-24-85-22-71 et amdNord@yahoo.fr)

METZ. Le 12 septembre, à 18h30, petite salle des Coquelicots, rue Saint-Clément : « *café-Diplo* » après la projection d'*Incident à Oglala* (1991), le film de Michael Apted sur Leonard Peltier. Avec l'association Les Troubadours oubliés. (christopher.pollmann@univ-lorraine.fr)

« Manière de voir » dans les cinémas Utopia

Dans le cadre d'un partenariat avec les cinémas Utopia, des projections-débats sont organisées à chaque parution de *Manière de voir*, en présence d'un auteur du numéro.

Le 13 septembre, à 20h30, au cinéma Utopia de Bordeaux, et le 14 septembre, à 14h30, au cinéma Utopia de Toulouse, projection du film *L'Excellence et le Doute*, de Paule Muxel et Bertrand de Solliers, suivie d'un débat avec Allan Popelard autour du *Manière de voir* n° 131, « *Feu sur l'école* ».

MONTARGIS. Le 20 septembre, à 20h30, à la Maison des arts de Châlette-sur-Loing, place Jean-Jaurès : « *Europe, droit d'inventaire* », avec Anne-Cécile Robert. (06-12-70-98-36 et piherry@orange.fr)

PAU. Le 7 septembre, à 18 heures, au complexe de la République, salle 707 : « *SCUD : Solidaires contre l'université de la défense* », conférences et débats. (pau.mela@wanadoo.fr)

TOULOUSE. Le 10 septembre, à 19h30, au cinéma Utopia, salle Victor-Jara, avec France-Amérique latine, soirée de commémoration du coup d'Etat au Chili avec deux films en avant-première : *Septembre chilien* de Bruno Muel (*lire pages 14 et 15*) et *Les Enfants des mille jours*, de Claudia Soto et Jaco Biderman. Le 24 septembre, à 20h30, salle du Sénéchal, 17, rue de Rémusat : « *Contre le cataclysme financier à venir* », avec François Morin. (05-34-52-24-02 et amdToul@free.fr)

TOURS. Le 13 septembre, à 20h30, à l'association Jeunesse et Habitat, 16, rue Bernard-Palissy : « *Médias confisqués : quels combats ?* », avec Pierre Bitoun. Le 11 septembre (13 heures), le 12 septembre (20 heures) et le 16 septembre (11 heures) sur Radio Béton (93.6), présentation du *Monde diplomatique* du mois. (02-47-27-67-25 et pjc.arnaud@orange.fr)

ILE-DE-FRANCE

ESSONNE. Le 16 septembre, à 20h30, à la Maison du monde, 509, patio des Terrasses,

Evry, réunion de rentrée des Amis (06-84-11-63-02 et amd91.evry@gmail.com)

SEINE-ET-MARNE. le 27 septembre, à 20 heures, à l'Astrocacé, brasserie de la médiathèque de l'Astrolabe, 25, rue du Château, Melun : « *Salaire et retraite* », avec Bernard Friot. Avec Attac 77 sud. (06-76-59-70-80 et amd77@wanadoo.fr)

VAL-DE-MARNE. Le 26 septembre, à 20h30, à la Maison du citoyen et de la vie associative de Fontenay-sous-Bois : « *Gaza au cœur de la Palestine contemporaine* », avec Jean-Pierre Filiu. En partenariat avec France-Palestine. (06-88-82-14-48 et amd94@numericable.fr)

YVELINES. Le 7 septembre, à 17 heures, à l'hôtel de ville de Versailles, rencontre-débat avec Fabrice Guillaume autour de l'ouvrage collectif *Le cerveau n'est pas ce que vous pensez* (Presses universitaires de Grenoble). (06-07-54-77-35 et eveleveque@wanadoo.fr)

HORS DE FRANCE

GENÈVE. Le 10 septembre, à 19h30, à La Barge des volontaires, 26, rue de la Coulouvrenière, « *café-Diplo* » autour des articles du *Monde diplomatique* d'août consacrés à l'exploitation des gaz et pétrole de schiste. (amidiplo-suisse@hotmail.com)

MONTREAL. Le 25 septembre, à 19 heures, au 3^e étage du Commensal, 1720, rue Saint-Denis, débat avec Francis Dupuis-Déri autour de ses deux ouvrages *Démocratie. Histoire politique d'un mot* (Lux) et *Par-dessus le marché !* (Ecosociété). (igicardelice@gmail.com)

IRIS SUP
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
EN RELATIONS INTERNATIONALES

IRIS SUP - 2 BIS RUE MERCOEUR - 75011 PARIS

INSCRIPTIONS OUVERTES POUR 2013-14

DES DIPLÔMES PROFESSIONNALISANTS ACCESSIBLES DÈS BAC +3 ET BAC +4

- > relations internationales
- > défense, sécurité et gestion de crise
- > géoéconomie et intelligence stratégique
- > responsable de programmes internationaux
- > métiers de l'humanitaire

+ découvrez notre offre d'enseignement à distance

Découvrez l'école de l'IRIS sur
www.iris-sup.org
Renseignements : 01.53.27.60.65

Etablissement privé d'enseignement supérieur technique



ASIE	EUROPE	AFRIQUE
DE SÉOUL À PYONGYANG. Idées reçues sur les deux Corées. – Pascal Dayez-Burgeon et Kim Joo-no <i>Le Cavalier bleu, Paris, 2013, 215 pages, 19 euros.</i> L'un chercheur et ancien diplomate français, l'autre journaliste et sud-coréen, Pascal Dayez-Burgeon et Kim Joo-no s'attachent à retracer l'histoire de la péninsule, loin des clichés. Ils expliquent l'origine de la division de la Corée en deux Etats, battent en brèche l'idée que la République populaire démocratique de Corée (RPDC, le Nord) serait aux abois, et analysent l'évolution du pays. Ils soulignent le « miracle économique » de la République de Corée (le Sud), qui a tout de l'« horreur économique » dès lors que l'on regarde ce qui se passe... en bas, et montrent le poids de la présence américaine. Ils aident également à comprendre une culture plus complexe qu'on ne l'imagine en regardant les <i>dramas</i> : enfin, ils apportent un éclairage sur la dualité du cinéma sud-coréen : des films d'auteur appréciés en Europe – mais peu connus dans leur pays d'origine – et des surproductions dont raffolent les Sud-Coréens et une grande partie de l'Asie. Bref, l'ouvrage échappe à tout manichéisme, tout en étant très facile à lire pour qui-conque souhaite découvrir la péninsule. MARTINE BULARD LAOS. Sociétés et pouvoirs. – Sous la direction de Vanina Bouté et Vaththana Pholsena <i>Itasec - Les Indes savantes, Bangkok-Paris, 2012, 232 pages, 22 euros.</i> Le Laos a rejoint l'Organisation mondiale du commerce en février 2013. Ce pays pauvre a sa Bourse (depuis 2010), des ateliers textiles et la ferme intention de passer le plus possible d'accords de libre-échange. Articulant néolibéralisme et autoritarisme politique, il met ainsi ses pas dans ceux de ses protecteurs chinois et vietnamien. Huit chercheurs, ethnologues et politologues, précisent ce tableau d'ensemble par l'analyse des rapports entre l'Etat et la société. Dans le contexte du Sud-Est asiatique, où priment les relations patrons-clients et aînés-cadets, le parti unique, qui se dit toujours communiste, a promu les petits-enfants des dirigeants révolutionnaires. Ces « <i>petits princes et princesses</i> » gèrent la République démocratique populaire comme une rente de situation. Pourtant, la société change : en cinquante ans, la moitié des villages montagnards ont disparu, et des capitales provinciales émergent ; la diversité ethnique s'efface au profit de la culture bouddhique du groupe majoritaire lao. Les contradictions qu'impliquent ces dynamiques sont, pour l'heure, jugulées par des faux-semblants identitaires liés à un « <i>culte des ancêtres nationaux</i> », tant communistes que royaux. XAVIER MONTHÉARD MILLE CERCUEILS. A Kamaishi après le tsunami du 11 mars 2011. – Ishii Kota <i>Seuil, Paris, 2013, 230 pages, 19 euros.</i> En dépit du thème et de la couverture – la photo d'une tombe au milieu d'un paysage désolé –, cet ouvrage est un « <i>livre paisible</i> », comme écrit dans la préface. Il raconte la mobilisation des habitants de Kamaishi, petite ville de quarante mille habitants sur la côte nord-est du Japon, dans les jours qui ont suivi le tsunami du 11 mars 2011. Pour mieux saisir le sens de cet événement et la façon dont il a été vécu, le journaliste et écrivain Ishii Kota a situé son enquête dans les morgues rapidement improvisées dans la partie de la ville épargnée par la vague. Il raconte ce qui s'y passe à travers une galerie de personnages, volontaires ou réquisitionnés, qui se débattent pour faire face à l'afflux incessant des corps. Au fil des pages, on croise Chiba, un officier des pompes funèbres à la retraite, qui redonne aux morts un visage serein et trouve toujours un mot réconfortant pour leurs proches, Koizumi, le médecin qui identifie chaque jour avec la même minutie des dizaines et des dizaines de cadavres – dont ceux de ses amis et de ses collègues –, et bien d'autres encore. Sobre et précise, au plus près de la catastrophe, cette enquête œuvre à sa façon à la reconstruction de cette région dévastée. ÉMILIE GUYONNET	LE ROMAN DE LA PERESTROÏKA. A la cour des tsars rouges. – Vladimir Fédorovski <i>Editions du Rocher, Monaco, 2013, 253 pages, 22 euros.</i> Ancien diplomate soviétique devenu auteur de romans historiques à succès en France, Vladimir Fédorovski signe ici un ouvrage sur des événements historiques dont il a été lui-même l'un des acteurs. Conseiller diplomatique et attaché à l'ambassade soviétique à Paris sous M. Mikhaïl Gorbatchev, il a été très proche d'Alexandre Iakovlev, principal idéologue de la perestroïka. L'intérêt principal de ce <i>Roman</i> réside justement dans les confidences, témoignages et archives recueillis auprès des principaux intéressés, au premier rang desquels M. Gorbatchev. Tout en déplorant « <i>les trahisons et les volte-face</i> » de l'artisan de la perestroïka, Fédorovski espère voir ressurgir à la faveur des récents mouvements d'opposition contre le président Vladimir Poutine l'« esprit démocratique » qui a bercé la période des réformes de l'ère gorbatchévienne. ALEXANDRE BILLETTE LA TURQUIE ET LE FANTÔME ARMÉNIEN. – Laure Marchand et Guillaume Perrier <i>Actes Sud, Arles, 2013, 218 pages, 23 euros.</i> Quatre-vingt-dix-huit ans après la grande catastrophe, deux journalistes français ont enquêté sur l'actualité du premier génocide du XX^e siècle. Le voyage commence à Marseille, où les bateaux amènèrent des milliers de réfugiés arméniens en provenance de l'Empire ottoman. Leurs descendants partent à la découverte des ruines des villages et des monastères de leurs ancêtres, dispersés dans toute la Turquie. Les Arméniens, en dehors d'Istanbul, y vivent encore dans la peur. Même les petits-enfants des convertis à l'islam restent identifiés comme arméniens par leurs voisins... et par la bureaucratie. Les auteurs relient les histoires refoulées des Arméniens à une culture de la violence dont témoigne le massacre de Der-sim, contre les Kurdes alévis et les Zazas, en 1938. Si l'Etat poursuit sa politique négationniste, c'est que celle-ci joue un rôle dans la construction de l'identité nationale turque. Mais le génocide a aussi procuré des avantages matériels : les palais présidentiels de Çankaya à Ankara, ou le terrain sur lequel a été installée la base américaine d'Incirlik, ne sont que deux exemples parmi d'autres de biens confisqués. VICKEN CHETERIAN MADE IN GERMANY. Le modèle allemand au-delà des mythes. – Guillaume Duval <i>Seuil, Paris, 2013, 234 pages, 17 euros.</i> Si l'Allemagne tire son épingle du jeu économique, c'est moins grâce aux politiques menées depuis deux décennies par ses dirigeants qu'en s'appuyant sur les vestiges du capitalisme rhénan mis en place après guerre, avec la cogestion des entreprises, la décentralisation des moyens de production ou encore le système d'enseignement professionnel, explique Guillaume Duval, rédacteur en chef du mensuel <i>Alternatives économiques</i>. On pourrait discuter l'enthousiasme de l'auteur pour les privatisations de masse des années 1990, mais il faut lui reconnaître un indéniable talent pédagogique. Car voici reliés en un mince volume une esquisse de comparaison franco-allemande et un démontage argumenté des réformes conduites par le chancelier Gerhard Schröder. Mme Angela Merkel aurait, selon Duval, gouverné moins à droite que son prédécesseur, en relâchant un peu le frein de l'austérité salariale. L'Allemagne, premier de la classe européenne ? Cancré, plutôt, lorsqu'il s'agit de travail des femmes, d'investissements publics, de démographie, d'inégalités. PIERRE RIMBERT	PHILOSOPHIES AFRICAINES. – Séverine Kodjo-Grandvaux <i>Présence africaine, Paris, 2013, 306 pages, 18 euros.</i> Ethnophilosophie, négritude, etc. : Séverine Kodjo-Grandvaux commente les concepts qui ont construit la philosophie africaine dans sa spécificité. Elle en appelle au développement de cette pensée, qui serait pratique, proche des questionnements contemporains, à la rencontre d'autres traditions. L'apport de l'islam, nié par le colonisateur, est ici reconnu. L'ouvrage se nourrit de citations et de critiques argumentées des philosophes contemporains : le Kényan Henry Odera Orika (1944-1995) pour la <i>Sage Philosophy</i>, le Béninois Paulin J. Hountondji – auteur de <i>Sur la « philosophie africaine »</i>, <i>Critique de l'ethnophilosophie</i> (Maspero, 1977) –, le Ghanéen Kwari Wiredu ou le Sénégalais Souleymane Bachir Diagne – directeur de la nouvelle collection « La philosophie en toutes lettres », que ce livre inaugure. CONSTANCE DESLOIRE RWANDA, UNE HISTOIRE VOLÉE. Dette et génocide. – Renaud Duterme <i>Tribord, coll. « Flibuste », Mons, 2013, 110 pages, 4 euros.</i> Agrégé de sciences du développement, le Belge Renaud Duterme aborde l'histoire violente du Rwanda sous l'angle des ingérences étrangères et des politiques économiques. Les responsabilités de la Belgique et de la France sont rappelées en quelques chapitres ciselés qui font le point sur les polémiques entourant le rôle néfaste de Paris dans le génocide de 1994. L'auteur innove davantage lorsqu'il montre les conséquences politiques et sociales de l'intégration forcée du Rwanda dans la mondialisation. Selon lui, les plans d'ajustement structurel imposés par les institutions financières internationales au début des années 1990 ont exacerbé les tensions dans un pays confronté à l'explosion de sa dette. Les passages sur la chute des prix du café sont éclairants. L'idéologie génocidaire trouva-t-elle un terreau particulièrement riche. Malheureusement, le président Paul Kagamé, au pouvoir depuis 1994, maintient le cap néolibéral d'une main de fer. Pédagogique, le petit livre de Duterme cède parfois aux figures imposées de la théâtralité internationale, comme lorsqu'il évoque les excuses des capitales occidentales à Kigali. ANNE-CÉCILE ROBERT
		AMÉRIQUES SCÈNES ET CORPS DE LA CRUELLE DÉMESURE. Récits de cet insoutenable Mexique. – Cathy Fourrez <i>Mare & Martin, Paris, 2012, 418 pages, 29 euros.</i> Si les assassinats de femmes à Ciudad Juárez ont marqué l'opinion, ils ne représentent que la partie la plus visible d'une violence qui sert des intérêts politiques et économiques au Mexique. A commencer par ceux des narcotrafiquants. Dans son étude, passionnante et remarquablement documentée, la chercheuse Cathy Fourrez s'est intéressée à la parole littéraire et au discours iconographique qui rendent compte de cette réalité souvent étouffée par l'histoire officielle. Croisant philosophie, sociologie et histoire de l'art, elle tente d'analyser le contexte de ces atrocités, leur lien avec la mondialisation financière et leur impunité. L'ouvrage montre comment la littérature mexicaine contemporaine offre un « <i>langage possible</i> » pour évoquer « <i>l'inconcevable</i> ». MARINA DA SILVA

MAGHREB

Redécouverte de l'Algérie

s'arrange comme il peut pour vivre avec ses contradictions. Terre « *de la rudesse et de la tendresse mêlées* », il est, pour les pieds-noirs en visite, le lieu des « *bras qui s'ouvrent très vite, des invitations qu'on lance avec insistance. De la générosité. Dans notre groupe, Alain M., le "philosophe", est touché par cet accueil* ». « *Nous laissons à d'autres le soin d'écrire notre propre histoire. Il ne faut pas s'étonner qu'ils la présentent avec un point de vue différent, voire opposé au nôtre.* »

Ce regret, Zahir Ihaddaden le partage, et veut faire preuve de « *patriotisme* » en publiant *L'Histoire décolonisée du Maghreb* (2). « *Il est urgent, dit-il, de réécrire notre histoire, de donner une autre interprétation à des événements que les historiens coloniaux présentent d'une façon partielle.* » A 84 ans, l'ancien militant du Parti du peuple algérien (PPA), ex-fonctionnaire dans divers ministères, interroge les contradictions des ouvrages publiés par les Européens, notamment sous la colonisation. Puis il entreprend l'« *essai d'une présentation de l'histoire du Maghreb* » allant de la préhistoire au XVI^e siècle, avant de se consacrer exclusivement à l'Algérie jusqu'à 1962.

1962, année d'une indépendance qui a coûté cher au peuple algérien. Deux ans auparavant paraissait en Suisse *Pacification* (3), qui rapportait les « *méthodes et moyens de répression utilisés par les autorités françaises lors de*

la guerre d'Algérie ». L'association Sortir du colonialisme vient de l'éditer pour la première fois à Paris. Elaboré par des militants anticolonialistes français et par des Algériens, dont l'écrivain Kateb Yacine et Hafid Keramane, membre du Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA), *Pacification* rassemble des témoignages sur la systématisation de la torture par l'armée française, qui ne manquait pas non plus de recourir aux enlèvements et même aux armes bactériologiques contre la population.

Cette nouvelle édition est préfacée par Nils Andersson, qui eut le courage de rendre public ce document à Lausanne en 1960. Il raconte son parcours d'étudiant devenant éditeur engagé par le « *hasard des trajectoires qui se croisent* » et la « *réalité des événements* ». Pour lui, l'ouvrage « *témoigne du rôle capital qu'a pu jouer l'édition durant la guerre d'Algérie : un rôle de révélation des faits et de prise de conscience* ».

ALI CHIBANI.

(1) Akram Belkaid, *Retours en Algérie. Des retrouvailles émouvantes avec l'Algérie d'aujourd'hui*, Carnets Nord, Paris, 2013, 224 pages, 19 euros.
(2) Zahir Ihaddaden, *L'Histoire décolonisée du Maghreb. L'Algérie de 1510 à 1962*, Dahlab, Alger, 2013, 207 pages, 500 dinars algériens.
(3) Hafid Keramane, *Pacification. Livre noir de six années de guerre en Algérie*, Les Petits Matins, Paris, 2013, 320 pages, 16 euros.

LITTÉRATURES

Rouge feu, noir d'encre
Une danse avec les dragons.
Le Trône de fer, tome XV
de George R. R. Martin

Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Patrick Marcel, Pygmalion, Paris,
429 pages, 19,90 euros.

« WINTER is coming » – l'hiver approche... et, avec lui, une menace littéralement fantastique. L'imminence de la catastrophe : voilà peut-être l'une des raisons du succès de l'ample cycle *Le Trône de fer* (1), dont le premier titre a été publié en 1996 et qui n'est toujours pas achevé. Que la chaîne câblée américaine Home Box Office (HBO) l'ait décliné sur petit écran (2) a probablement contribué au succès de librairie – quinze millions d'exemplaires vendus dans le monde. Mais y concourt peut-être surtout l'ampleur du récit, qui, sur la carte du monde de Westeros, nous entraîne et nous perd au sein d'un immense jeu de stratégie féodal dont les participants, à en croire le « *maître des chuchoteurs* », connaissent déjà l'issue : la victoire ou la mort.

Fantasy épique, plus brutale que *Le Seigneur des anneaux* : pouvoir, sexe, sang, magie... Après la disparition du roi Robert, une crise de succession s'empare du royaume des Sept Couronnes, unifié trois cents ans auparavant par une dynastie de rois-dragons venus de la mythique Valyria. Au nord, son unité est encore protégée par une Garde de nuit sur le déclin, campée au pied d'un mur de glace gigantesque. C'est que « *l'époque est propice aux bêtes (...), lions et loups, chiens furieux, corbeaux et charognards* ».

En attendant l'hypothétique retour des dragons, auxquels nulle immensité, aucun hiver ni aucun mur ne sauraient résister, Westeros s'étire à mesure que l'arpentent à pied, à cheval ou en bateau les innombrables personnages qui déterminent le chapitre de chaque tome – si proliférants que l'auteur a parfois du mal à se retrouver dans son propre foisonnement. L'espace se distend, la mort se dissémine, l'effet d'identification est systématiquement brisé, car George R. R. Martin le refuse : il n'hésite pas à saboter des motifs shakespeariens développés sur des centaines de pages en massacrant soudain ses héros... Mais les dragons et leur lumière offrent la perspective d'un recentrage.

La difficulté, pour la série télévisée, consistait à trancher dans cette profusion, à sélectionner les intrigues les plus transversales, et à ménager les effets de suspense pensés par Martin. HBO semble s'être montrée à la hauteur, notamment grâce à une distribution astucieuse (le Britannique Sean Bean, acteur du premier volet du *Seigneur des anneaux* adapté par Peter Jackson, ou l'Irlandais Aidan Gillen, le politicien de la saison 3 de *The Wire*). Si la première saison fut très fidèle au livre, c'est moins le cas de la troisième, qui vient de s'achever. Dépités, les téléspectateurs en redemandent néanmoins, et se font entendre sur les réseaux sociaux.

Car, paradoxalement, alors que le cycle du *Trône*, marqué par la lenteur égarante des informations et par la confusion des conflits, est un théâtre en tout point opposé au flux moderne des communications, c'est là qu'il s'épanouit. Dans le roman, la compétence magique peut seule réveiller les dragons, qui réduiront ces archaïsmes en cendres. Mais cet incendie pourrait devenir incontrôlable, ou pis, signifier la fin de l'histoire... Alors, doit-on souhaiter leur réveil ? A l'heure où le flux se vit par « murs » interposés – Facebook oblige –, cette question ne manque pas d'ironie...

THIBAUT HENNETON.



DU MONDE

En étrange contrée

Le Turbulent Destin
de Jacob Obertin

de Catalin Dorian Florescu

Traduit de l'allemand (Suisse)
par Barbara Fontaine,
Seuil, Paris, 2013,
379 pages, 22 euros.

N ON LOIN de Timisoara, où l’auteur est né en 1967, Triebswetter est un village exposé « à tous ceux qui le traversaient. Aux armées entières et aux vagabonds solitaires, aux Habsbourg et aux Hongrois, aux créatures terrestres et parfois aussi extraterrestres ». Un trou marécageux, pluvieux et venteux du Banat roumain, le pays de Dieu et du diable à la frontière hongroise.

La lignée des Obertin, fondateurs de Triebswetter, remonte à la guerre de Trente Ans. L’ancêtre, Caspar, mercenaire, déserte en 1635 pour retourner dans sa Lorraine natale vidée par la guerre et la grande peste. Il y épouse Marie Aubertin, dont il tue toute la famille et prend la ferme, les terres et le nom (parce qu’il n’en a pas). Son dernier-né sera l’arrière-grand-père de Frederick Obertin (avec un k et un o pour faire allemand), qui, avec d’autres catholiques (Alsaciens, Lorrains, Palatins, Badois, Souabes), ira s’installer, quelques années avant la Révolution française, dans le Banat. Le pouvoir leur attribue quelques moyens afin de coloniser ces terres peu hospitalières, où ils cohabiteront avec les Roumains, les Juifs et les Tziganes du cru. Eux, on les surnomme les Allemands, ou les Souabes. A ce moment-là, le Banat dépend des Habsbourg d’Autriche. Il sera bientôt uni au royaume de Hongrie.

Fin 1918, la monarchie austro-hongroise s’effondre. Le Banat est divisé : un tiers pour la Serbie, deux tiers pour le royaume de Roumanie. La descendante de la famille Obertin, Elsa, a émigré aux Etats-Unis pour échapper à la misère, et en revient riche. En 1924, surgit d’une nuit de tempête le Souabe



Franz, alias Jakob (avec un k), un valet de ferme aventurier dont la force animale, l’instinct de domination et la rationalité lui permettent d’épouser Elsa, dont il prend le nom (parce qu’il n’en a pas). Leur fils unique, le souffreteux Jacob (avec un c), dernier rejeton de la lignée, naît deux ans plus tard dans une charrette de fumier, délivré par Ramina la Tzigane.

Le roi de Roumanie est renversé en 1940. La junte fasciste s’allie à l’Allemagne, les Tziganes et les Juifs sont exterminés, les hommes enrôlés dans la Wehrmacht partent pour le front russe. Quand les Allemands fuient devant l’Armée rouge, la Roumanie revient en partage à Joseph Staline, les Russes occupent le Banat. Les jeunes Souabes sont déportés en Sibérie, parce qu’allemands. Pour la première fois, le caveau du cimetière où Jacob se réfugie depuis l’enfance pour échapper aux brutalités de son père ou à celles de l’histoire échoue à le protéger. Comme dit son grand-père, « les catastrophes font partie de la vie des Obertin depuis qu’ils existent ».

Catalin Dorian Florescu, qui depuis son adolescence vit en Suisse et écrit en allemand, a choisi pour son sixième roman d’embrasser trois siècles, de 1635 à 1950, à travers un système de récits qui s’entrelacent dans le temps et l’espace. On peut regretter la facilité qui consiste à changer de narrateur par commodité et non par nécessité romanesque, ainsi que les conventions qui gouvernent trop de personnages (le professeur de gymnastique nazi, le maire collaborateur stalinien, par exemple, sont de purs clichés), et douter que l’histoire ne soit qu’un éternel retour. Mais l’on apprend beaucoup sur le passé de cette Roumanie qui changea si souvent de maître et qui est aujourd’hui un parent pauvre de l’Union européenne.

MARIE-NOËL RIO.

SOCIÉTÉ	POLITIQUE
LA PRISON, UN LIEU DE SOIN ? – Anne Lécu <i>Les Belles Lettres, coll. « Médecine & sciences humaines », Paris, 2013, 309 pages, 25,50 euros.</i> Les motifs de consultation des prisonniers, comme la chute de cheveux, les allergies, eczémas, angoisses, automutilations, ne laissent pas percevoir l’état sanitaire médiocre de la population carcérale. La prévalence de maladies graves et chroniques y est plus élevée que la moyenne, notamment en ce qui concerne les affections mentales, renforcées par les addictions, et parfois par la rupture (ou le refus) des soins psychiatriques. Médecin de prison, l’auteur s’attache à expliquer pourquoi la relation avec les malades n’est pas donnée d’emblée. En effet, ses confrères et elle sont sollicités pour de multiples questions ne relevant pas du soin, mais de la vie en détention, comme la « dangerosité » des patients et leur violence potentielle, ou leur « vulnérabilité », comme le risque de suicide. Le personnel médical est en relation avec les surveillants et avec l’administration pénitentiaire, et doit partager l’information. Le code de procédure pénale détermine la manière dont le médecin établit les documents médicaux. Tout cela menace la déontologie, à laquelle Anne Lécu, par un détour philosophique, propose de revenir. GABRIELLE BALAZS LES INÉGALITÉS ETHNO-RACIALES. – Mirna Safi <i>La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2013, 125 pages, 10 euros.</i> De quelle façon la catégorie ethnique, voire raciale, parfois revendiquée mais le plus souvent assignée à l’individu à partir de marqueurs comme la couleur de peau ou la religion, peut-elle produire et reproduire des inégalités économiques et sociales ? Sociologue, l’auteur introduit aux processus de discrimination ethnoraciale opérant dans l’accès à l’éducation, la justice, la santé, le logement ou le travail. Des investigations spécifiques lèvent le voile qui dissimule les pratiques discriminatoires : complétant l’enquête « Trajectoires et origines », le <i>testing</i> à l’embauche ou à la location révèle la ségrégation professionnelle et spatiale subie par les descendants de migrants africains ou maghrébins à partir de leur patronyme ou de leur lieu de résidence. ANDRÉ PRIOU	LES HUMANITAIRES DANS LA GUERRE. – Marc-Antoine Pérouse de Montclos <i>La Documentation française, Paris, 2013, 253 pages, 19,50 euros.</i> Fondateur de l’Observatoire de l’humanitaire, site critique de l’action des organisations non gouvernementales (ONG) – très souvent contesté par les intéressés –, l’africaniste Marc-Antoine Pérouse de Montclos insiste ici sur l’instrumentalisation des ONG par les Etats et les armées, ainsi que sur leur rôle dans la prolongation de certains conflits. L’ouvrage n’est toutefois pas manichéen : la récurrence du terme d’« <i>effet pervers</i> » montre bien les conséquences souvent involontaires des actions entreprises, tandis qu’un chapitre énonce les réponses fournies par les ONG à de tels détournements. Dans l’ensemble, le lecteur ne peut qu’en sortir pessimiste quant à l’autonomie des humanitaires en temps de guerre, analysés ici dans leurs rapports avec l’Organisation des Nations unies (ONU), les gouvernements ou les bailleurs occidentaux. Seuls les mouvements qui viennent d’ailleurs (émergence d’ONG orientales et africaines), et surtout ceux qui ne dépendent que de leurs militants et donateurs, pourront peut-être échapper aux menaces du nouvel ordre militaro-humanitaire. MICHEL GALY LA BUREAUCRATISATION NÉOLIBÉRALE. – Sous la direction de Béatrice Hibou <i>La Découverte, Paris, 2013, 324 pages, 32 euros.</i> Cet essai réunit quatorze chercheurs, pour beaucoup spécialistes de sociologie et de philosophie politique – Mohamed Tozy, Jean-François Bayart, Massimo Cuono –, qui font ici un pari audacieux : redéfinir la bureaucratie tout en redéployant la notion de néolibéralisme. Les textes portent sur des sujets à première vue hétéroclites : microfinance en Israël, champ religieux au Maroc, éducation au Burkina Faso, système hospitalier en France… Mais tous étudient la production de pratiques organisationnelles, de procédures, de formalités, d’un langage qui sont autant d’outils de pouvoir et de marques de fabrique d’une bureaucratisation. L’ouvrage rapproche des pratiques ayant cours dans des régimes politiques en apparence opposés, et propose des analogies surprenantes : entre les bureaucraties du Parti communiste soviétique et ceux de l’entreprise Xerox, entre les pesanteurs supposées des administrations et les lourdeurs propres au management… JULES CRÉTOIS LE DROIT DE L’HUMANITÉ À L’EXISTENCE. – Fidel Castro Ruz <i>France-Cuba - Bruno Leprince, Paris, 2013, 190 pages, 10 euros.</i> De 50 000 à plus de 200 000 euros : telles sont les sommes perçues pour une heure de conférence par les William Clinton, Albert Gore, Anthony Blair, Gerhard Schröder, Mikhaïl Gorbatchev, Nicolas Sarkozy, etc., lorsqu’ils donnent leur avis sur la marche du monde. C’est en revanche pour seulement 10 euros que l’on aura accès aux réflexions de M. Fidel Castro. Dans cette compilation de vingt-deux textes – de 1992 à 2012 –, on retrouvera une constante : « <i>De nombreux périls nous menacent, mais deux d’entre eux, la guerre nucléaire et les changements climatiques, sont décisifs, et leur solution ne cesse de s’éloigner toujours plus.</i> » Le pire, estime-t-il, c’est qu’elles dépendront en grande partie des pays les plus riches, « <i>qui en sont arrivés au point qu’ils ne pourront les appliquer sans voir s’effondrer le monde qu’ils se sont efforcés de façonner.</i> » Castro n’étant pas sans ennemis idéologiques, certains ne verront là que les ratiocinations d’un vieillard. Mais l’intéressé leur a déjà répondu : « <i>Il vaut mieux avoir l’air d’être fou que l’être réellement et ne pas le paraître.</i> » MAURICE LEMOINE

EUROPE

Guerre des Balkans, bilans en pointillé

LES anniversaires se succèdent : les 20 ans du siège de Sarajevo, bientôt les 15 ans du début de la guerre du Kosovo… Le temps de l’histoire est-il pour autant venu ? Après les témoignages-chocs, les analyses à l’emporte-pièce, les partis pris de combat, une étude dépassionnée du dernier conflit armé survenu au XX^e siècle sur le continent européen devient-elle possible ? Les discours de propagande et de contre-propagande vont-ils enfin être écartés ? A la lecture de trois livres récents, on peut en douter.

Fabrice Garniron veut se livrer à un « *décryptage des conflits yougoslaves* » à travers le prisme de leur traitement par le quotidien *Le Monde* (1). Il rappelle des revirements souvent oubliés. Ainsi, jusqu’au tournant de l’année 1990, le journal a fermement soutenu l’option fédéraliste yougoslave, observant avec beaucoup de méfiance l’émergence des revendications centripètes. L’auteur souligne les excès de la propagande, les raccourcis douteux de certains intellectuels trop souvent cités en référence, et démontre l’inanité de l’identification de la tragédie bosnienne à la seconde guerre mondiale, qui a davantage contribué à obscurcir la réalité qu’à permettre sa compréhension. Toutefois, il verse dans le révisionnisme quand il s’attaque à l’histoire du massacre génocidaire de Srebrenica en supposant que le démontage d’un fait permettrait de remettre en cause l’ensemble de ce qui est su et prouvé. Cette approche biaisée repose sur un ressort idéologique simple : puisque le régime de Slobodan Milosevic a été décrié par des gens que je n’estime pas, ce régime ne pouvait être fondamentalement mauvais.

Pierre Péan choisit lui aussi dans son dernier ouvrage, consacré à la guerre du Kosovo, d’assumer la posture du journaliste-historien redresseur de torts. Son projet est encore plus ambitieux, car c’est toute l’histoire du conflit et de l’après-guerre qu’il entend réécrire en lui donnant une intelligibilité globale, résumée par le sous-titre du livre : *Une guerre « juste » pour un Etat mafieux* (2). L’auteur collationne un ensemble de faits et de témoignages souvent déjà connus, mais, faute de pouvoir les réinscrire dans un contexte historique, il manque son but. Si la machine de propagande occidentale a sans aucun doute « travaillé » l’opinion publique durant la guerre de 1999, il ne suffit pas de dénoncer ces excès pour rétablir la vérité. En réaction à des médias qui n’auraient écouté « *que les Albanais* », Péan prend le parti assez surprenant d’enquêter sur le Kosovo sans rencontrer un seul Albanais.

Le propos de Maya Kandel se veut d’une facture plus universitaire. Fruit d’un travail de recherche, son livre

se consacre à un aspect particulièrement sensible des guerres yougoslaves : l’engagement des Etats-Unis, souvent évoqué mais jamais étudié en tant que tel (3). Se fondant sur une connaissance précise des mécanismes américains de prise de décision, l’auteur étudie le rôle des groupes de pression, en rappelant à juste titre que le lobby serbe à Washington fut au moins aussi puissant que les lobbys albanais, bosniaque ou croate. Toutefois, la vision de l’histoire des conflits yougoslaves qui sous-tend l’ouvrage demeure téléologique : il fallait que les Etats-Unis interviennent contre les Serbes, et les vifs débats qui ont enflammé le Sénat et la Chambre des représentants sur la question yougoslave entre 1991 et 1995 se résumeraient en réalité à la progressive acceptation de cette « mission ».

Ces feux d’artifice d’engagements et de visions partiales font regretter un peu plus l’extrême faiblesse de la recherche universitaire sur les Balkans. L’histoire des guerres yougoslaves – et de leur perception dans les opinions occidentales – reste à écrire.

JEAN-ARNAULT DÉRENS.

- (1) Fabrice Garniron, *Quand Le Monde... Décryptage des conflits yougoslaves*, Elya Editions, Grenoble, 2013, 456 pages, 26 euros.
- (2) Pierre Péan, *Kosovo. Une guerre « juste » pour un Etat mafieux*, Fayard, Paris, 2013, 458 pages + annexes, 24 euros.
- (3) Maya Kandel, *Mourir pour Sarajevo ? Les Etats-Unis et l’éclatement de la Yougoslavie*, CNRS Editions, Paris, 2013, 384 pages, 25 euros.



DESSIN

Paris-barricades

ON pourrait assez logiquement penser qu’un ouvrage consacré à la fin de la Commune de Paris (1871) suscite la mélancolie, sinon l’abattement devant l’extermination des fédérés. Or ce dernier volume (1) de la trilogie que le peintre et illustrateur Eloi Valat lui a consacrée soulève bien davantage une admiration têtue pour ces insurgés qui avaient tout à inventer dans des conditions aussi hostiles et dans un rapport de forces aussi inégal. Les illustrations de Valat, scandées par le rouge et le bleu, formidablement stylisées de façon à offrir une vision froidement cauchemardesque, brutalement antiréaliste, évoquent Georg Grosz et Valerio Adami. Leur vigueur inventive, tant dans le dessin que dans les changements de focale, qui font passer d’une vue d’ensemble à un gros plan, décape les clichés attendus de la guerre et de ses morts. En regard, des textes officiels, tant de la Commune que des versaillais, rapports de délégués à l’inspection des barricades ou d’officiers de l’armée « régulière », extraits de *L’Insurgé* de Jules Vallès – responsable de la grande barricade de Belleville, la dernière à tomber –, lettres de délation, témoignages : autant d’éléments précis, nerveux, qui font de cette « semaine sanglante » un concentré des beautés et des empêchements de la Commune, fusillée au nom « *de l’ordre, du travail et de la sécurité* », selon les mots du versaillais en chef, le maréchal Patrice de Mac-Mahon.

EVELYNE PIEILLER.

(1) Eloi Valat, *La Semaine sanglante de la Commune de Paris*, préface de Marie-Hélène Roques, Bleu autour, Saint-Pourçain-sur-Sioule, 2013, 157 pages, 28 euros.



HISTOIRE

LA VIE D'UNE FEMME RÉSISTANTE. –
Françoise Pène

*Grandvaux, Brinon-sur-Sauldre, 2013,
200 pages, 15 euros.*

La piété filiale a exhumé les souvenirs d’une vie ayant exactement épousé le XX^e siècle. Jeune fille de la bourgeoisie juive, Françoise Lévy-Neu-maud croissait à Grenoble un jeune ingénieur X-Ponts, Pierre Pène, issu d’une famille pyrénéenne et parfait représentant de la méritocratie républi-caine. Après des études d’arts décoratifs la des-tinant à la carrière de peintre, elle suivit son mari à Madagascar, dans le rôle d’épouse de haut fonc-tionnaire dans les colonies. C’est encore une vie aventureuse qu’elle retrace en Abyssinie, où elle fut invitée au couronnement du Négus.

Tout bascula avec la seconde guerre mondiale, quand Pierre Pène rejoignit la Résistance, y entraînant toute la famille. Chef des Francs-tireurs et partisans (FTP) de la région parisienne, il fut arrêté en avril 1944, torturé, mais s’évada en juin. Françoise fut emprisonnée avec son der-nier fils âgé d’un an. La France libérée, elle secondait encore son mari, devenu commissaire de la République, puis gouverneur français en Allemagne. Elle y montra encore du caractère, par exemple quand elle reçut un ministre antipa-thique nommé François Mitterrand. Il n’y a eu que 6 % de femmes sur un millier de compa-gnons de la Libération. Veuve, Françoise Pène renoua avec sa vocation artistique. Cette auto-biographie rappelle l’évidence que les mœurs du temps conféraient à l’effacement féminin.

ALAIN GARRIGOU

LES FRANÇAIS AU TONKIN, 1870-1902.
Une conquête difficile. – Michel Bodin

*Préface et direction de Jacques Frémeaux,
Soteka, Paris, 2012, 297 pages, 25,40 euros.*

Le nom de Michel Bodin est connu de tous ceux qui s’intéressent à l’histoire militaire française du XX^e siècle, et en particulier au corps expédi-tionnaire français en Indochine (1945-1954), auquel il consacra une thèse d’Etat remaquée. Il s’est, depuis quelques années, tourné vers la période de la conquête. Même si la Cochinchine (sud du Vietnam) et l’Annam (centre) opposèrent une résistance aux Français, c’est au Tonkin que se déroula une guerre de grande ampleur. Le cadre chronologique retenu par l’auteur le dit bien : il s’est écoulé plus de trente années avant l’achèvement de la « pacification ».

La phase la plus intense, celle de la conquête pro-prement dite, dura dix-sept ans (1885-1902) : le Tonkin fut alors dévasté par toutes sortes de com-batants (français, vietnamiens, mais également chinois, dont les fameux Pavillons noirs). Est décrite ici la vie quotidienne des soldats français, à plus de dix mille kilomètres de leurs foyers, dans un climat hostile – à tous les sens du terme. L’évo-cation des pratiques de guérilla fait d’ailleurs penser à d’autres conflits, de 1945 à 1975, sur cette même terre...

ALAIN RUSCIO

D V D

Dans un jardin je suis entré

Dans les salles françaises depuis le 9 juillet et jusqu'à l'automne, bientôt disponible en DVD chez Epicentre Films.

Ce qui définit le cinéma d’Avi Mograbi est moins le genre documentaire, auquel on le rattache faute de mieux, que sa totale indépendance d’esprit et de moyens. En surface, ses films traitent de l’ac-tualité de l’Etat d’Israël : l’exil forcé (*Deportation*, 1989), une campagne électorale (*Comment j’ai appris à surmonter ma peur et à aimer Ariel Sharon*, 1997), l’achat d’un terrain (*Happy Birthday Mr. Mograbi*, 1999), la deuxième intifada (*Pour un seul de mes deux yeux*, 2005), un crime de guerre (*Z32*, 2008)... Mais, à chaque fois, le propos initial est renversé et un autre surgit, que la résistance du réel d’un côté et la créativité du metteur en scène de l’autre contribuent en égale mesure à concrétiser.

Manifeste politique et poétique, son dernier film emprunte son titre à une chanson qu’interprétait jadis l’artiste libanaise Asmahan. Mograbi n’y modifie guère son approche. Plus que jamais, le résultat documente la disparition du film initia-lement prévu, *Retour à Beyrouth*, où le cinéaste aurait retracé la vie de son oncle Marcel, qui ne supportait pas les frontières. Mais, contrairement aux œuvres précédentes, qui traversaient le présent avec un esprit conflictuel, cette dernière emprunte le chemin de l’amicalité. Le regard du cinéaste se tourne vers un Proche-Orient révolu, moins par nostalgie que pour imaginer un autre futur.

EUGENIO RENZI

Idées

Beauvoir jamais entière

SIMONE de Beauvoir a posé les bases du concept de genre. Cette avancée décisive, notamment traduite par la célèbre phrase « On ne naît pas femme, on le devient », a constitué un jalon essentiel du renouvellement du mouvement féministe dans le monde occidental. C’est pourtant par le féminisme que pèchent deux ouvrages consacrés à l’auteure du *Deuxième Sexe*.

Il semble presque aussi difficile pour une femme d’en-trer au Panthéon que dans la prestigieuse collection « Les Cahiers de l’Herne » (1). Sur une centaine de titres, Beauvoir n’est en effet que la troisième – après Marguerite Duras et Colette – à se voir consacrer un numéro. Et c’est surtout en tant qu’écrivaine, plutôt qu’en tant qu’écrivaine et féministe, qu’elle y entre. Nous sommes prévenus dès l’introduction : la revue souhaite se démarquer de l’approche de « la grande majorité des recherches » sur le genre consacrées à Beauvoir « par les spécialistes anglo-saxonnes », dont l’angle est jugé « trop militant ». Dommage, car, comme l’a écrit Beauvoir elle-même, « on ne [la] trahit jamais quand on [la] tire vers le féminisme absolu », vers des postures « radicalement féministes » (2).

L’objet de ce cahier consiste plutôt à « restituer à Simone de Beauvoir toute sa dimension d’écrivain » et à « remettre en question les cadres éthiques et théoriques dans lesquels nous est parvenue son œuvre ». Romans, nouvelles, auto-biographie, journal, correspondance, essais, récits de voyage : au fil des pages, on déniché de magnifiques pépites, dont certaines inédites ou jusqu’ici peu accessibles ; on découvre l’ampleur de cet « imposant continuum de textes à la première personne » ; on observe les rouages de l’écriture, grâce à la lecture de manuscrits. Ce cahier constitue une porte d’entrée intéressante dans l’œuvre formidable de Beauvoir, un moyen de s’y orienter ou de la (re)découvrir ; voire de donner envie aux lecteurs de s’in-téresser aux textes « trop militants »...

SABINE LAMBERT.

- (1) Eliane Lecarme-Tabone et Jean-Louis Jeannelle (sous la dir. de), « Beauvoir », L’Herne, coll. « Les Cahiers de l’Herne », n° 100, Paris, 2013, 400 pages, 39 euros.
- (2) « Sur la différences des sexes », entretien avec Francis Jeanson, 9 novembre 1965, dans « Beauvoir », L’Herne, op. cit.
- (3) Françoise Dargent, « Simone de Beauvoir amoureuse », *Le Figaro*, Paris, 21 novembre 2012.
- (4) Irène Frain, *Beauvoir in love*, Michel Lafon, Paris, 2012, 352 pages, 20 euros.
- (5) Françoise Dargent, op. cit.

EUROPE

Beppe Grillo, le criquet dans la Toile

OPPORTUNÉMENT paru juste avant les élections générales de février, *Il grillo canta sempre al tramonto* (1) a été l’un des gros succès de librairie, catégorie « essais », de ces derniers mois en Italie. « Le criquet chante toujours au crépuscule » (traduction littérale du titre) est un livre d’entretiens informels entre M. Giuseppe « Beppe » Grillo, M. Gianroberto Casaleggio, consultant en stratégie Web et cofondateur du Mouvement 5 étoiles (M5S), et le dramaturge Dario Fo, Prix Nobel de littérature en 1997, connu pour son engagement à gauche et son récent soutien au M5S. Oscillant entre la conversation de comptoir et le débat d’idées éclairé, les trois hommes y causent de tout (et parfois de n’importe quoi) : Facebook, la chancelière allemande Angela Merkel, le pétrole, l’immigration, Karl Marx, « les économistes », « les journalistes », YouPorn, etc.

Plus intéressant : le M5S y est défini par M. Casaleggio comme « l’amanite phalloïde » des partis – un champignon vénéneux connu pour avoir provoqué la mort de figures historiques telles que l’empereur romain Claude. Autrefois, pour souligner la particularité du Parti communiste dans le zoo de la politique italienne, Palmiro Togliatti, l’un de ses fondateurs, se plaisait à le comparer à une girafe, nettement moins toxique... L’image n’est pas anodine. Comme l’expliquent ses deux fondateurs, après avoir liquidé les partis traditionnels, le M5S devrait ensuite œuvrer à la mise en place d’une démocratie participative à travers le Web.

Depuis son apparition, en octobre 2009, le débat fait rage dans l’opinion publique comme dans le champ des sciences politiques sur le positionnement du M5S. S’agit-il d’un parti de gauche, de droite, populiste, ou d’un « non-parti », pour reprendre sa propre autodésignation ? En fustigeant la « démocratie malade », M. Grillo, ex-comiste et bogueur le plus populaire d’Italie, en a fait, en quelques années, un mouvement d’une envergure inat-tendue : aux élections de février 2013, il a recueilli 25 % des voix, obtenu cent soixante-deux députés et est devenu la troisième force politique du pays.

A l’évidence, le M5S est de fait devenu un parti comme les autres, avec un programme, des candidats aux élections et des élus, même s’il a été mis en échec quelques mois plus tard aux municipales de juin et s’il s’est fracturé de l’intérieur : l’expulsion d’une sénatrice, en juin dernier, a achevé de camper M. Grillo en dirigeant auto-cratique et hypothéqué, du même coup, l’unité du mouvement. L’autre illusion incarnée par le M5S concerne la « Web-démocratie » : l’idée que le peuple pourrait être pleinement représenté et décider comme une seule entité grâce à Internet. En réalité, M. Grillo contrôle tout sans jamais se confronter au débat public, explique un duo de chercheurs, Piergiorgio Corbetta et Elisabetta Gualimini. C’est le « “côté obscur” du populisme : il se pose en défenseur de la souveraineté du peuple et de la restitution aux citoyens du sceptre de la politique, mais, en même temps, il glisse vers une forme de leadership charis-matique qui est la négation même de la démocratie (2) ».

La chute risque d’être rapide, comme c’est souvent le cas avec les partis populistes. A moins que le M5S ne renaisse sous une nouvelle forme – l’amanite phalloïde, dit-on, se caractérise par une grande capacité d’adaptation... En attendant, espère le professeur de philosophie politique Carlo Galli (3), député du Parti démocrate, cette météorite qui a profité de l’absence de politiques de relance économique crédibles aura lancé un défi à la gauche italienne : « Etre plus radicale sans tomber dans la simplification (...) pour organiser une nouvelle hégémonie. »

LUCIE GEFFROY.

- (1) Dario Fo, Gianroberto Casaleggio et Beppe Grillo, *Il grillo canta sempre al tramonto*, Chiarelettere, Milan, 2013, 200 pages, 13,90 euros.
- (2) Piergiorgio Corbetta et Elisabetta Gualimini (sous la dir. de), *Il partito di Grillo*, Il Mulino, Bologne, 2013, 239 pages, 16 euros.
- (3) Carlo Galli, *Sinistra. Per il lavoro, per la democrazia*, Mondadori, Milan, 2013, 164 pages, 17,50 euros.

DANS LES REVUES

□ **COUNTERPUNCH.** La face cachée de l’éco-nomie californienne. Derrière le dynamisme de la Silicon Valley et de ses géants, une économie plus inégalitaire que jamais. Le marché de l’immobilier n’est désormais abordable que pour les employés 2.0. (Vol. 20, n° 7, juillet, mensuel, 95 dollars par an. – PO Box 228, Petrolia, CA 95558, Etats-Unis.)

□ **COLUMBIA JOURNALISM REVIEW.** La satire sauvera-t-elle la démocratie américaine ? La presse afghane peut-elle survivre sans l’aide occidentale ? Un portrait de John Summers, rédacteur en chef de la revue radicale *The Baf-fler*. (Juillet-août, bimestriel, 4,95 dollars. – 729, 7th Avenue, New York, NY 10019, Etats-Unis.)

□ **RECHERCHES INTERNATIONALES.** Pierre Guerlain décrit les évolutions de la politique étran-gère américaine, du discours du Caire à l’utilisa-tion des drones. Calcul politique froid et rapports de forces. A noter : un dossier sur les relations Nord-Sud. (N° 95, avril-juin, trimestriel, 15 euros. – 6, avenue Mathurin-Moreau, 75167 Paris Cedex 19.)

□ **DISSENT.** Presque vingt ans après la fin de la guerre, la Bosnie-Herzégovine reste paralysée par la corruption politique et la méfiance entre com-munautés ; les séries télévisées et la crise éco-nomique aux Etats-Unis ; l’essor des énergies vertes en Allemagne. (Eté, trimestriel, 10 dollars. – Riverside Drive, suite 2008, New York, NY 10025, Etats-Unis.)

□ **THE CHINA QUARTERLY.** Les consé-quences de la pollution sur la santé de la popu-lation ; l’expérience des consommateurs de Kun-ming en matière de sécurité alimentaire ; les classes moyennes et le mouvement des proprié-taires... (N° 214, juin, trimestriel, abonnement annuel : 40 livres sterling. – School of Oriental and African Studies, Thornhaugh Street, Russell Square, Londres WC1H 0XG, Royaume-Uni.)

□ **PERSPECTIVES CHINOISES.** Spéculation immobilière et défis sociaux : le dossier fait le point sur l’évolution du marché chinois et décortique la politique nationale ainsi que celle des collecti-vités locales. (N° 2013/2, juin, trimestriel, 19 euros. – CEF, 20/F Wanchai Central Building, 89 Lock-hart Road, Wanchai, Hongkong, Chine.)

□ **MONDE CHINOIS.** Comment, au-delà de l’économie, Pékin construit-il une politique cul-turelle en Afrique ? Ou la difficile émergence d’un *soft power* chinois. A noter également, l’article d’Iris Delahaye sur les eaux de l’Himalaya et leurs enjeux pour l’Asie du Sud. (N° 33, printemps, trimestriel, 20 euros. – Eska, 12, rue du 4-Septembre, 75002 Paris.)

□ **TRANSFORM !** L’avenir de l’Europe au prisme du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes. La lutte contre l’austérité implique une reconquête de la démocratie. Quelle place pour le syndicalisme et le mouvement écologiste dans ce combat ? (N° 12/2013, semestriel, 10 euros. – Espaces Marx, 6, avenue Mathurin-Moreau, 75167 Paris Cedex 19.)

□ **REVUE D’ALLEMAGNE.** Le déclin démog-raphique allemand remis dans son contexte historique-géographique, la politique familiale, le nucléaire civil depuis l’après-guerre. Une remar-quable analyse longitudinale de l’excédent com-mercial national. (Tome 45, n° 1, janvier-juin, semestriel, 29 euros. – Institut d’études politiques de Strasbourg, 47, avenue de la Forêt-Noire, 67082 Strasbourg Cedex.)

□ **L’OURS.** Un compte rendu détaillé du livre de Gilbert Achcar, *Le Peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe*, signale le « peu d’écho » que cet ouvrage – dont *Le Monde diplomatique* a publié les « bonnes feuilles » en février dernier – aurait « rencontré dans les médias ». (N° 430, juillet-août, bimestriel, 5 euros. – 12, cité Malesherbes, 75009 Paris.)

□ **CAHIERS D’ÉTUDES AFRICAINES.** Com-ment se définit la masculinité dans l’Afrique contemporaine ? Etudes empiriques et réflexions scientifiques montrent que les hommes ne domi-nent pas toujours, ni de la même manière, les sociétés du continent. (N° 209-210, trimestriel, 32 euros. – EHESS, 5-7, rue Marcelin-Berthelot, 92762 Anthony Cedex.)

□ **REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.** Un article sur la déréglementation du travail tempo-raire en Allemagne en 2004 montre que l’intérim ne conduit pas vers l’emploi fixe, mais s’y substi-tue – en permettant de baisser les salaires. (Vol. 152, n° 2, juin, trimestriel, sur abonnement. – Bureau international du travail, 4, route des Morillons, 1211 Genève 22, Suisse.)

□ **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES.** Un dossier sur la prostitution : construction d’un problème public, mise en œuvre de l’action publique, luttes pour l’obten-tion d’un statut. Comment les victimes de la traite font-elles valoir leurs droits alors même qu’elles sont en infraction ? (N° 198, juin, tri-mestriel, 16,20 euros. – 3, rue d’Ulm, 75005 Paris.)

□ **GÉOÉCONOMIE.** Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, revient sur la diplomatie éco-nomique : « Soutenir nos entreprises sur les marchés extérieurs, attirer vers notre pays des investissements étrangers créateurs d’emplois, peser sur le cadre de régulation européen et international dans le sens de nos intérêts. » Également : Joseph Nye sur l’équi-libre des puissances au XXI^e siècle. (N° 65, mai-juin-juillet, trimestriel, 20 euros. – 16, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris.)

UNE BASE DE CONNAISSANCES ESSENTIELLE POUR COMPRENDRE LE MONDE



Pour commander :

www.monde-diplomatique.fr/archives

- 50 000 documents indexés par un moteur de recherche performant
- 450 documents de *Manière de voir* et 1 000 articles de « La valise diplomatique »
- Plus de 400 cartes détaillées
- 710 numéros du journal depuis 1954



* Offre réservée aux particuliers, dans la limite des stocks disponibles.



DANS LES REVUES

❑ **CHRONIQUE INTERNATIONALE DE L'ÎRES.** Comment s'est constituée une fédération syndicale européenne, IndustriAll ; la réforme du droit du travail au Mexique ; la dégradation des indemnités chômage au Danemark. (N° 14, juillet, bimestriel, 13 euros. – 16, boulevard du Mont-d'Est, 93192 Noisy-le-Grand.)

❑ **REVUE INTERNATIONALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE.** Peu connues, les coopératives d'activité et d'emploi (CAE) constituent un modèle original de production depuis la fin des années 1990 en France. Elles conjuguent salariat et autonomie individuelle dans un cadre collectif. (N° 323, janvier, trimestriel, 23 euros. – 24, rue du Rocher, 75008 Paris.)

❑ **URBANISME.** Bucarest, récits d'une autre Europe en pleine mutation. L'architecte Andrei Feraru dresse le portrait d'une « ville villageoise » en proie à une urbanisation sauvage. Entre baisse de la population et projets pharaoniques. (N° 389, été, trimestriel, 20 euros. – 176, rue du Temple, 75003 Paris.)

❑ **RAISON PRÉSENTE.** Dossier sur « les conflits dans les mouvements sociaux » : la participation des femmes aux mobilisations environnementales ; les rapports de race dans l'action collective en faveur des sans-papiers ; la contestation dans le secteur des services. (N° 186, 2^e trimestre, trimestriel, 13,50 euros. – 14, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris.)

❑ **ESPRIT.** Entre nouvelles aspirations démocratiques et risque oligarchique, à quoi servent les partis politiques ? Et à qui ? Pour Frédéric Savicki, un parti ne serait plus en France qu'une « faible coalition de baronnies locales ». (N° 397, août-septembre, bimestriel, 20 euros. – Seuil, Paris.)

❑ **MONDES EN DÉVELOPPEMENT.** Face à la professionnalisation de la coopération au développement, les initiatives populaires de solidarité internationale (IPSI) se multiplient. Rejetant la bureaucratisation de l'aide, elles proposent un retour « au terrain ». Mais quelles valeurs véhiculent-elles vraiment ? (Tome 41, n° 161, trimestriel, 40 euros. – De Boeck, Fond Jean-Pâques, 4, 1344 Louvain-la-Neuve, Belgique.)

❑ **GÉRONTOLOGIE ET SOCIÉTÉ.** Le numéro est entièrement consacré à « l'état actuel du débat sur la dépendance ». A noter, l'analyse sur le mot même de « dépendance », la remise en cause de l'idée de « guerre des âges »... (N° 145, 2013/2, trimestriel, 26,50 euros. – Fondation nationale de gérontologie, 49, rue Mirabeau, 75016 Paris.)

❑ **LE MONDE LIBERTAIRE.** Drapeau noir... à tête de mort : flibustiers d'hier, pirates somaliens, hackers et un « Robin des banques » catalan, Enric Duran, qui a « récupéré » sans violence quelque 350 000 euros pour les redistribuer. Camille Pissarro, peintre « absolument social, antiautoritaire et antimystique ». (HS n° 50, été, 5 euros. – 145, rue Amelot, 75011 Paris.)

❑ **ÉCARTS D'IDENTITÉ.** L'étranger entre Etat marchand et Etat de droit. Zouhair Aboudahab revient sur les changements législatifs qui touchent la condition des étrangers en France. De la déprotection des plus vulnérables au mouvement de l'immigration choisie. A noter par ailleurs l'article d'Ahmed Ahkim sur les populations roms. (N° 121, 2013/1, semestriel, 12 euros. – 5, place Sainte-Claire, 38000 Grenoble.)

❑ **MIGRATIONS SOCIÉTÉ.** Les chemins de la mixité conjugale ; la discrimination à l'école, entre dénonciation et discours méritocratique ; l'aide au travail scolaire dans les familles immigrées. (Vol. 25, n° 147-148, mai-août, bimestriel, 18 euros. – 46, rue de Montreuil, 75011 Paris.)

❑ **ALTERNATIVE LIBERTAIRE.** Un dossier sur la *Black Revolution* et ses apports : de l'esclavage au ghetto, relations avec les organisations du mouvement ouvrier et la gauche américaine, Malcolm X, le Black Panther Party, le féminisme noir, les « leçons » de la lutte... sans oublier les aspects négatifs. (N° 230, été, 3 euros. – BP 295, 75921 Paris Cedex 19.)

❑ **LA VIE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE.** Le dossier « Propriété, biens publics, biens communs » revient sur l'appropriation capitaliste du monde académique avec l'avènement de l'« économie de la connaissance » et les tentatives de résistance par le partage des savoirs. (N° 393, mai-juin-juillet, trimestriel, 8 euros. – SNCS-FSU, 1, place Aristide-Briand, 92195 Meudon Cedex.)

❑ **LES TEMPS MODERNES.** Un dossier « Sartre avec Freud » étudie aussi bien la critique sartrienne de l'inconscient que l'usage qu'il fit de la psychanalyse dans son œuvre. Hommage à Jean-Bertrand Pontalis, en particulier par François Gantheret. Sophie Bessis examine l'essentialisation de la condition féminine « musulmane », notamment en Europe. (N° 674-675, juillet-octobre, bimestriel, 26 euros. – 5, rue Gaston-Gallimard, 75007 Paris.)

❑ **N + 1.** A quoi rime la « littérature-monde » (*world literature*) – bien différente de ce que pourrait être une littérature internationaliste ? Le laboratoire d'analyse littéraire de Stanford poursuit ses recherches sur le « formalisme quantitatif », qui consiste à identifier des invariants stylistiques dans des textes numérisés. (N° 17, automne, trisannuel, 13,95 dollars. – 68 Jay Street, 405, Brooklyn, NY 11201, Etats-Unis.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues

SCIENCE-FICTION

L'ennemi est en moi

Ma vérité (extrait)

[Interview d'Olive Thomas, 24/01/2036]

Tous les ans, pour la préparation du brevet des collèves, je donne un travail à mes élèves. Ils doivent fabriquer une application nomade en réalité augmentée, d'accord ? Une application destinée à être chargée dans leur cartable à puce. Moi, je ne suis absolument pas pour qu'on plante des puces sous la peau des gosses, mais est-ce que j'ai le choix ?

Quand on sait qu'on va charger son propre programme sous sa propre peau pour modifier son propre champ de vision, on peaufine le travail, vous voyez ? C'est une façon pour moi d'impliquer mes élèves. Au début, la plupart me proposent des applis utilitaires. Un truc qui scanne les pistes de skate, par exemple. Qui analyse la déclivité des rampes, la rugosité des revêtements et qui surligne les glisses en vert, en orange ou en rouge. Là, je leur explique que ce n'est pas possible, qu'on n'est pas en éco, qu'on n'est pas en techno, qu'on n'est pas en sport, qu'on est en arts plastiques et qu'ils doivent me rendre un travail d'arts plastiques.

Une fois qu'ils ont compris ça, mes élèves codent des tags sur les plans verticaux ou des lacs sur les plans horizontaux. Des murs de couleur et des parterres d'eau. Ou ils font galoper des troupeaux de chevaux devant eux dans la rue. En général, les animaux sauvages ont du succès. Un de mes élèves se promenait toute la journée avec des vols en V de canards au-dessus de sa tête. Un autre, c'était des champs de globes oculaires roulant dans les nuages. Evidemment, je dois interdire pas mal d'obscénités.

Lou Tellegen, lui, il a choisi les fantômes. Je tiens à préciser que je laisse à mes élèves une liberté totale dans le choix de leur sujet. J'interviens pour éviter les hors-sujet, mais c'est tout. C'est Lou Tellegen qui a décidé de se connecter au serveur nécrologique de la ville. Je n'ai pas fait d'objection, c'est tout. Maintenant, est-ce que c'est normal de laisser ce serveur-là en accès libre ?

[Affaire Tellegen contre GenCod SA – conversation enregistrée par le véhicule de M. et M^{me} Tellegen le 11/03/2036 – extrait soumis au jury par la défense]

– Maman ?

[inaudible]

– Tu vois ça, maman ?

– Voir quoi, mon chéri ? Mes deux mains sur le volant ?

– Tu vois, dès que le GPS matche les coordonnées d'un endroit où la police a relevé un corps, il émule, maman ?

– Si tu regardais, Lou, tu verrais que je conduis.

– Il émule un fantôme, tu vois ? Qui s'envole comme un oiseau [onomatopée].

[bip sonore]

– Là, à droite.

– Quoi, à droite ? Qu'est-ce que tu m'as fait peur, mon chéri. Tu coupes le son de ton machin, s'il te plaît.

– Juste là, le serveur dit qu'on a ramassé une femme. Le 30 janvier 2026. Barbara La Marr. La Marr comme la lessive ? Vingt-neuf ans. Tu crois que c'était un accident ou un meurtre ?

– On ne peut pas tout confier aux machines, tu sais. Et puis j'aime bien la conduite manuelle. Mais qu'est-ce que tu racontes ?

– En tout cas, mon appli vient de me balancer un de mes putains de macchabées 3D [onomatopée].

– Lou.

– Tu veux essayer ?

– Lou, tu ne télégrapheras pas d'appli dans ma voiture. Je ne veux pas des virus de ton école dans ma colonne de direction.

– Maman, je peux te poser une question ?

– Mais qu'est-ce qu'il fout au milieu de la chaussée, celui-là ?

– Au coin de chez nous, à l'angle, tu vois ? Là où il y a la laverie ?

[inaudible]

– Tu vois, quand je suis passé, mon appli m'a envoyé un ange. Et tu sais quoi ?

– Tu ne trouves pas ta conversation un peu sordide, mon chéri ?

UNE NOUVELLE INÉDITE
DE CATHERINE DUFOUR *



Photographie spirite (médium et spectre voilé), vers 1910

– Il s'appelait Louis Tellegen, 9 ans. C'était en 2020 et il a le même visage que moi.

[inaudible]

– Maman ?

– Excuse-moi, mon chéri. C'est normal, mon chéri. C'est ton frère.

[Affaire Tellegen contre GenCod SA – extrait du témoignage de M^{me} Virginie Rappe, épouse Tellegen]

Je sais que je peux paraître froide quand je suis sous le coup de l'émotion [inaudible]. Je dis que plus je ressens d'émotions, plus je tente de les contrôler, plus je parais [inaudible]. J'attendais ça depuis longtemps. J'attendais que Lou m'en parle depuis très longtemps. Je n'avais pas le courage d'aborder le sujet la première.

Après, nous avons beaucoup, beaucoup parlé, Lou et moi. Moi, et son père, et sa tante. [Intervention du président] M^{me} Marie M. Minter, c'est ça. Nous avons expliqué à Lou l'horrible accident de son grand frère.

Oui, nous avons dit à Lou que nous n'avions pas les moyens de nous payer un second traitement génétique et que c'est pour cette raison que nous avons utilisé un ovule cloné pour avoir un autre enfant. Douglas et moi avons trouvé ça plus sain que de lui dire : « Oh, ton grand frère était tellement génial, nous avons voulu l'élever une seconde fois. » Excusez-moi. Nous avons tout fait pour que Lou ne se sente pas comme un enfant-médicament. Nous avons beaucoup, beaucoup parlé tous les trois.

[Affaire Tellegen contre GenCod SA – extrait de la déclaration de la défense]

Moi-même et mon client tenons à exprimer une nouvelle fois notre conviction que le travail génétique effectué sur le matériel de M. et M^{me} Tellegen a été techniquement et éthiquement irréprochable.

Ont été éradiqués de la cellule embryonnaire : la calvitie, le surpoids, l'hypermétropie, trois formes d'affections respiratoires, une prédisposition au diabète de type I, une scoliose. Sur le plan neurologique, huit possibilités de déséquilibre incluant une tendance aux addictions et une sclérose en plaques. Toutes ces affections ne faisaient plus partie du bagage génétique de Louis Tellegen à sa naissance, c'est la science qui le dit, ce n'est pas moi.

C'est pourquoi, malgré toute la sympathie que moi-même et mon client éprouvons pour la douleur de M. et M^{me} Tellegen, nous réaffirmons ici avec force que le décès de Louis Tellegen n'a pas pour origine le traitement génétique choisi par M. et M^{me} Tellegen et effectué par la société GenCod. Si la cause de ce drame relève du cadre familial ou de l'accompagnement scolaire de Louis Tellegen, c'est ce que nous, la défense, n'avons pas à trancher.

Ma vérité (extrait)

[Interview d'Olive Thomas]

Un peu perturbé ? Oui, je l'ai déjà dit et mes collègues ont témoigné. En tout cas, un peu rêveur comme gamin. Un peu triste. Pas dans les clous, c'est certain. Que ce soit à cause de ses parents ou de son généticien, je n'en ai aucune idée. Un bon élève, en revanche. J'ai été bluffée par son application. Au niveau de la réalisation artistique, elle est carrément impressionnante.

Lou n'a codé que des œuvres classiques complexes. Pour les femmes mortes, il a détourné l'ange vert de Carlos Schwabe accroupi sur une tombe avec une flamme dans la main, la dormeuse du *Cauchemar* de Johann Heinrich Füssli, la *Femme en blanc* de Gabriel von Max dans son suaire. Des symbolistes, essentiellement. Pour les hommes, des corps du *Radeau de la « Méduse »*, des choses plutôt horribles. Au contraire, pour les enfants, des crayonnés de Raphaël très positifs, des angelots. Et pour les gosses de son âge, des anges de Gustave Doré, des gravures. Toute la *Divine Comédie* bat des ailes là-dedans.

J'ai testé son travail, parce que je teste toutes les applis de tous mes élèves. Je me suis promenée dix minutes avec ça. Dès que le GPS matchait avec la localisation d'un fait divers, un spectre s'élevait à côté de moi au format silhouette transparente. En surimpression, on lisait le nom, le prénom, l'âge, la date du décès, une fiche nécrologique plus ou moins complète. Je me souviens aussi de l'accompagnement musical, la *Suite de la nuit* d'Edith de Chizy, des chœurs d'enfants. A très faible volume. D'habitude, les adolescents mettent la musique à fond.

Les spectres commençaient par monter, ensuite ils s'effaçaient. Un flou d'éloignement très travaillé. L'effet était très réaliste, et en même temps très poétique. Ce n'était pas tapageur, mais c'était carrément saisissant. Je me suis promenée dix minutes avec ça et je vous assure que ça montait autour de moi comme des bulles dans un Jacuzzi. Je me suis rendu compte à quel point des gens sont morts partout, mais partout ! Je me suis rendu compte à quel point on marche en permanence sur des os. Dans la poussière jusqu'aux chevilles.

L'appli de Lou était un peu premier degré mais très bien conçue. Il y avait un univers personnel, vraiment. Mais le pire, c'était le logiciel de morphing. Si la nécro contenait une photo, le morphing donnait au spectre le visage du mort. Bon sang, j'ai vu mon ancienne boulangère me sourire.

Enemy Isinme : Le Docteur Folamour [Monde-diplomatique.fr, 17/04/2036]

M. et M^{me} Tellegen ont été déboutés de trois plaintes sur huit. L'arrêt mentionne qu'« il n'a pas été fait droit à leur demande en réparation incluant le remboursement du traitement génétique et les frais d'éducation de Louis 1 & 2 Tellegen de leur naissance à leur décès ».

Ma vérité (extrait)

[Interview d'Olive Thomas]

Non, je n'ai pas du tout percuté sur le titre qu'il a donné à son appli. De toute façon, les gosses adorent les titres anglophones auxquels ils ne comprennent rien. Moi, la seule chose que je vérifie, c'est qu'il n'y a pas de TI. Des « termes impropres ». Est-ce que *enemy* est un terme impropre ? Je ne crois pas. *Isinme* non plus.

Enemy Isinme : Le Chagrin et la Pitié [Monde-diplomatique.fr, 02/05/2036]

Au terme d'une négociation, M. et M^{me} Tellegen ont obtenu un compromis « incluant la prise en charge d'une troisième gestation sur le même code génétique » contre l'abandon du pourvoi.

La société GenCod a annoncé hier soir son intention de se retourner contre M^{me} Thomas, enseignante au collège Le Douarin.

Ma vérité (extrait)

[Interview d'Olive Thomas]

Ça me hante, vous savez. Je l'imagine tout seul dans la nuit, dans la rue. Je le vois avec sa puce pleine d'anges sous la peau. Un gosse de 13 ans en train de marcher au milieu d'une nuée de fantômes dont l'un est lui. Vous imaginez ça ? Vous vous imaginez, n'osant même plus rentrer chez vous parce que vous vous attendez vous-même au bas de l'immeuble ? Mort, souriant, les ailes grandes ouvertes ? A côté, les roues d'un tramway, qu'est-ce que c'est ?

* Auteure d'ouvrages de fantasy et de science-fiction, deux fois lauréate du Grand Prix de l'imaginaire. Dernier roman paru : *Outrage et rébellion*, Denoël, coll. « Lunes d'encre », Paris, 2009.

Du microcrédit aux « subprime » pour les pauvres

PAR PAUL LAGNEAU-YMONET ET PHILIP MADER *

LA TENUE du Forum mondial Convergences vers un monde équitable et durable au palais Brongniart, à Paris, du 17 au 19 septembre 2013, offre l'occasion d'examiner l'un des dispositifs-phares mis en œuvre pour répondre aux contradictions du capitalisme : la microfinance. L'octroi de prêts et la mise à disposition de produits d'épargne ou d'assurance permettraient aux plus démunis d'entreprendre afin de s'extraire de la pauvreté. A des taux faramineux (30 % par an, voire plus) (1), des individus ou des groupes de personnes sans garantie pourraient se procurer de quoi développer une activité artisanale ou commerciale susceptible de les sortir de l'ornière. Telle chiffonnière de l'Andhra Pradesh, en Inde, a prospéré parce qu'elle avait pu acheter un chariot ; un veuf des faubourgs d'Oulan-Bator, en Mongolie, a multiplié son cheptel par plus de sept en moins de dix ans, et la vente du lait de ses quarante-cinq vaches fait vivre sa famille... Les institutions de microfinance ne sont pas avares en anecdotes édifiantes.

Parce qu'il assure, grâce à des actions palliatives, l'acquiescement au monde tel qu'il est, ce système compte un nombre considérable de prosélytes, notamment chez les politiques, les patrons, les philanthropes et au sein des associations de lutte contre la pauvreté. L'entrepreneuriat pour principe, le marché pour base, le capitalisme « équitable et durable » pour but : tel est leur credo, incarné par M. Muhammad Yunus, fondateur de la Grameen Bank et Prix Nobel de la paix en 2006 (2).

A Oslo, lors de la réception de son prix, le 10 décembre 2006, le « banquier des pauvres » avait élevé le crédit au rang de « *droit humain* ». Il prophétisait que les prochaines générations pourraient ne plus connaître la misère – si ce n'est en visitant des « musées de la pauvreté » – et comparait les pauvres à des bonsaïs dont la société entravait la croissance. « *Dès que les pauvres pourront déchaîner leur énergie et leur créativité, la pauvreté se résorbera très rapidement. Unissons-nous pour donner à chaque être humain cette opportunité.* »

La prophétie ne s'est pas réalisée. Commissionnée par le ministère du développement international britannique, l'équipe menée par l'économiste Maren Duvendack a passé en revue quelque deux mille six cents publications portant sur l'impact économique

* Sociologues, respectivement à Paris-Dauphine et à l'Institut Max-Planck pour l'étude des sociétés (Cologne).

et social de la microfinance, notamment pour les femmes : les résultats s'avèrent insignifiants. Au printemps 2013, une autre étude a confirmé que non seulement les pauvres ne raffolaient pas d'emprunts dispendieux, mais que celles et ceux qui les contractaient ne s'en sortaient pas mieux que les autres. En outre, l'éducation, la santé et la capacité des femmes à maîtriser leur existence ne s'améliorent pas.

On constate en revanche une baisse de la consommation de « *biens tentateurs* » (*sic*) – alcool, tabac, restaurant –, une diminution des dépenses ostentatoires pour les fêtes et un effort redoublé au travail chez les ménages endettés (3). Le microcrédit ne sort pas les pauvres de la pauvreté : il les discipline. Dans les faits, il représente un pis-aller : l'autoentrepreneuriat à défaut d'un emploi régulier, et le crédit pour compenser des revenus insuffisants. D'après M. John Hatch, fondateur d'une organisation non gouvernementale pionnière dans la microfinance, 90 % des prêts iraient à la consommation et non à l'investissement (4).

Plutôt que de s'enfermer dans une argumentation laborieuse en soutenant que le manque de preuves ne signifie pas une absence d'impact, les casuistes ont reformulé leur dessein. Ainsi, la Banque mondiale, par le biais du Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (Consultative Group to Assist the Poor, CGAP), promeut l'« *inclusion financière* ». De la lutte contre la pauvreté par l'autoentrepreneuriat à crédit, on passe à la diffusion de produits financiers pour les plus démunis. Dès lors, l'administration de la preuve du « miracle » devient moins difficile.

Dès les années 1970, les avant-gardes mutualistes ou publiques du microcrédit montraient qu'il était possible de prêter aux indigents à des taux d'intérêt inférieurs à ceux des usuriers locaux. Depuis s'est développé partout dans le monde un secteur d'activités concurrentielles et profitables pour les intermédiaires financiers et les apporteurs de capitaux. Au cours des deux dernières décennies, le nombre de clients a été multiplié par vingt – ils étaient environ deux cents millions en 2011 –, pour des prêts dont les montants cumulés avoisinent 90 milliards de dollars. Parmi le millier d'opérateurs de microfinance dont les comptes sont disponibles dans la base de données spécialisée MIX Market, 43 % ont une rentabilité des capitaux propres supérieure à 10 %, et un quart d'entre eux dépassent le seuil des 20 % par an.



NS HARSHA. – « Come Give Us a Speech » (Venez nous faire un discours), 2008

Les sources de financement restent largement publiques : la banque allemande de développement KfW est le premier financeur. Mais les bailleurs de fonds ont favorisé des institutions à but lucratif afin d'attirer des capitaux privés qui prendraient le relais des subventions. Ce qui affaiblit les fondements coopératifs, mutualistes ou associatifs des structures originelles, et encourage une logique de placements à la fois juteux et opportunistes.

Comme le Tartuffe de Molière promettait « *de l'amour sans scandale et du plaisir sans peur* », des fonds d'investissement présentent les produits financiers pour pauvres comme une bonne action sans risque et à bon compte. Pour conjurer toute défaillance, « *les fonds doivent savoir si les institutions de microfinance font bien leur métier, ou bien il leur suffit de ne financer que celles qui sont les plus profitables, peu importe la manière* », observe le praticien Hugh Sinclair (5). Des bidonvilles aux capitales de la finance, l'allongement de la chaîne d'intermédiation reste ainsi à la charge des emprunteurs. Lesquels ont payé en 2010, pour que des créanciers daignent les aider, des intérêts dont le total dépassait les échéances que réglait la Grèce cette année-là – non sans difficultés.

EN matière de microcrédit comme de *subprime*, l'épiphanie advint en 2007. Fondée en 1990 grâce à des dons publics, l'association mexicaine Compartamos (« Partageons ») avait créé une banque du même nom pour lever des capitaux auprès d'investisseurs « éthiques » – y compris des fonds de pension, que rassurait la garantie de la Banque mondiale – à travers des produits financiers titrisés conçus par la banque Citigroup. Entre 2000 et 2007, les rendements dépassaient les 50 %, grâce, ou à cause, d'un coût réel du crédit supérieur à 100 % par an pour les six cent mille clients.

L'introduction en Bourse de 30 % du capital de la banque permit aux actionnaires d'empocher 450 millions de dollars en plus-values latentes : 150 millions pour les cadres de Compartamos, des banques mexicaines et d'autres investisseurs privés ;

300 millions pour l'association Compartamos, l'association américaine Accion et la Société financière internationale (groupe Banque mondiale). Même les apôtres de la microfinance commerciale parurent secoués par cette transsubstantiation (6).

Le second ébranlement provint des crises à répétition : en Bolivie (2000), au Maroc (2007), en Bosnie-Herzégovine, au Nicaragua et au Pakistan (2008), en Inde (2005 et 2010). Chaque fois, l'expansion tous azimuts de l'activité attire des opérateurs rapaces, ce qui accroît l'endettement des ménages jusqu'à ce qu'ils ne puissent plus rembourser. Ces crises ressemblent en tout point à celle des *subprime* en 2008 : le placement par des organismes financiers sans foi ni loi d'emprunts onéreux auprès d'individus forcés de s'endetter pour compenser des revenus structurellement en berne ou incertains. L'analogie n'est pas fortuite : c'est la conséquence nécessaire d'une croyance économique qui voit dans l'extension des activités financières privées, concurrentielles et (auto)régulées la solution et non la cause des inégalités.

(1) Richard Rosenberg, Scott Gaul, William Ford et Olga Tomilova, « Microcredit interest rates and their determinants : 2004-2011 », Consultative Group to Assist the Poor (CGAP), KfW et Microfinance Information Exchange (MIX), 7 juin 2013. Ces taux sont en général inférieurs à ceux, astronomiques, que prélèvent les usuriers informels.

(2) Lire Cédric Gouverneur, « Microcrédit, le commerce de la misère », *Le Monde diplomatique*, avril 2012.

(3) Maren Duvendack (sous la dir. de), « Systematic review. What is the evidence of the impact of microfinance on the well-being of poor people ? », Department for International Development, Londres, août 2011 ; Abhijit Banerjee, Esther Duflo, Rachel Glennerster et Cynthia G. Kinnan, « The miracle of microfinance ? Evidence from a randomized evaluation », National Bureau of Economic Research, *Working Paper*, n° 18950, Cambridge (Etats-Unis), mai 2013.

(4) Steve Beck et Tim Oden, « Beware of bad microcredit », *Harvard Business Review*, Cambridge (Massachusetts), septembre 2007.

(5) « "All the interests are aligned against the poor" - Interview with H. Sinclair, microfinance "heretic" », 4 octobre 2012, <http://governancexborders.com>. Cf. Hugh Sinclair, *Confessions of a Microfinance Heretic*, Berrett-Koehler, San Francisco, 2012.

(6) Richard Rosenberg, « Réflexion du CGAP sur l'introduction en Bourse de Compartamos : une étude de cas sur les taux d'intérêt et les profits de la microfinance », *Note Focus CGAP*, n° 42, Washington, DC, juin 2007.

SOMMAIRE

PAGE 2 :
Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.

PAGE 3 :
La double peine des femmes, par **CHRISTIANE MARTY**.

PAGES 4 ET 5 :
En Allemagne, les patrons votent à droite mais remercient la gauche, par **OLIVIER CYRAN**. – Un maquis d'organisations (**O. C.**).

PAGES 6 ET 7 :
Pagaille diplomatique au chevet de l'Egypte, par **ALAIN GRESH**. – Trouble dans le genre à Riyad, suite de l'article d'**AMÉLIE LE RENARD**.

PAGE 8 :
Dur exil pour les Birmans en Thaïlande, par **XAVIER MONTHÉARD**.

PAGE 9 :
Espionnage électronique, quinze ans d'inertie, par **NICKY HAGER**. – A Chypre, une chance pour la paix ?, par **DAVID COURBET**.

PAGES 10 ET 11 :
Stratégie pour une reconquête, suite de l'article de **SERGE HALIMI**. – Le bus des « indignés ».

PAGE 12 :
Obliger les Etats à tenir parole, par **MONIQUE CHEMILLIER-GENDREAU**.

PAGE 13 :
L'industrie minière reine du Canada, par **ALAIN DENEULT ET WILLIAM SACHER**.

PAGES 14 ET 15 :
Santiago en septembre, par **BRUNO MUEL**. – Les étudiants dépoussièrent une icône, par **CAMILA VALLEJO**.

PAGE 16 :
Forums locaux pour renflouer la presse nationale, par **JULIEN BRYGO**. – Du parrainage à la prestation (**J. B.**).

PAGES 17 À 21 :
DOSSIER : MANUELS SCOLAIRES, LE SOUPÇON. – Entre instruction et politique, par **PAOLO BIANCHINI**. – A l'école de l'entreprise, par **SYLVAIN LEDER**. – Manipulant ou manipulé ?, par **LAURENCE DE COCK**. – L'arithmétique au masculin, par **CAROLE BRUGEILLES ET SYLVIE CROMER**. – Changer de pays, changer d'histoire.

Septembre 2013

PAGES 22 ET 23 :
Tintin en banlieue, ou la fabrique de l'information, suite de l'article de **JÉRÔME BERTHAUT**. – Une privatisation rampante (**J. B.**).

PAGES 24 À 26 :
LES LIVRES DU MOIS : « Une danse avec les dragons. Le Trône de fer, tome XV », de George R. R. Martin, par **THIBAUT HENNETON**. – « Le Turbulent Destin de Jacob Obertin », de Catalin Dorian Florescu, par **MARIE-NOËL RIO**. – Redécouverte de l'Algérie, par **ALI CHIBANI**. – Guerre des Balkans, bilans en pointillé, par **JEAN-ARNAULT DÉRENS**. – Paris-barricades, par **EVELYNE PIEILLER**. – Beauvoir jamais entière, par **SABINE LAMBERT**. – Beppe Grillo, le criquet dans la Toile, par **LUCIE GEFFROY**. – Dans les revues.

PAGE 27 :
L'ennemi est en moi, une nouvelle de **CATHERINE DUFOUR**.